

INTERNATIONAL  
TRANSNATIONAL  
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS  
TRANSNATIONALES  
INTERNATIONALES



The review of international  
associations and meetings

1981-n°2

La revue des associations  
et des réunions internationales

# TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS ...

(ancien titre: INTERNATIONAL ASSOCIATIONS)

# ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES ...

(ancien titre: ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

This publication, produced by the UAI, appears this year in a modified form with six issues per year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve heedless of the implications.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open both to officers of associations, researchers and specialists of associative questions. The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

The review also contains supplements to the Yearbook of International Organizations and to the International Congress Calendar, both of which are published by the UAI.

**Cette publication, éditée par l'UAI, se présente cette année à ses lecteurs sous la forme amendée d'une revue de période bimestrielle.**

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

La revue publie également les suppléments à l'Annuaire des Organisations Internationales et au Calendrier annuel des réunions internationales, deux autres publications de l'UAI.

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS EXECUTIVE COUNCIL    COMITE DE DIRECTION		Membres :	Membres :	UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES
President:	Président:	F.W.G. BAKER (U.K.)		REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI
F. A. CASADIO, Directeur, Società Italiana per		Scientific Unions.		UAI REPRESENTATIVES
		Luis G de SEVILLA (Mexique)		Organisations des Nations-Unies - New York.
		Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit		Andrew RICE
		Johan GALTUNG (Norvège)		UNESCO Vladimir HERCIK.
		Director, Goals Processus and Indicators Project		Paris: Maryvonne STEPHAN
Vice-Présidents :	Vice-Présidents :	Nikolá A KOVÁLSKY (URSS)		Genève: Charles-André SCHUSSELE
Mohamed Ali RIFAAT (A.R.E.)		Directeur adjoint de l'Institut du Mouvement		Strasbourg G Erwin RITTER
Organisation for Economic Cooperation		de l'URSS.		
SX SAXENA (India)		Marcel MERLE (France)		
Director of the International Coopération Alliance		Professeur à l'Université de Paris I.		
		Jet RENS (Belgique)		
Treasurer General:	Treasurer General:	Andrew E. RICE (U.S.A.)		
Paul E HIERNAUX (Belgique)		Former Executive Secretary of the Society for		
des Chambres de Commerce et a Industrie de la		Charles André SCHUSSELE (Suisse)		
Communauté Economique Européenne		Conseiller special du Secrétaire general de la		
		Ligue des Sociétés de la Croix Rouge		
Secrétaire Général :	Secretary-General	Albert TEVOËDJÉ, Directeur, Institut International		
Robert FENAUX (Belgique)		d'Etudes Sociales, Secrétaire général de l'association		
Ambassadeur honoraire		mondiale de Prospective Sociale.		



N° 2 March-April'81  
Mars-Avril '81

**Redaction/Editorial**  
Robert FENAU  
Georges Patrick SPEECKAERT  
Geneviève DEVILLE  
Anthony J.N. JUDGE  
Ghislaine de CONINCK

Published by/Publie par :  
Union of International Associations - UAI  
(founded 1910)  
Issn -0020-6059

**Editorial and Administration :**  
Rue aux Laines 1, 1000 Brussels (Bel-  
gium) Tel (02) 511 83 96.

Editeur responsable : R. Fenaux,  
1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgi-  
que) Tél. (02)511 8396.

Publicité/Advertising : Union of Internatio-  
nal Associations, 1 rue aux Laines, 1000  
Brussels, Belgium. Tél. (02)5118396 -  
5125442.

OU/OR

France : Roger Ranson, délégué-Directeur  
de publicité, 18avenue du 19janvier,  
92380 Garches. Tél. 741 81 80.

**Belgium: J.J. Wolff,** Ave P. Hymans, 135,  
Bte 13, 1 200 Brussels. Tél. 741 81 80.  
**U.K.: Maureen Wingham Media Represent-**  
**tations Ltd.** 317-319 Kenlish Town Road.  
London N.W.S. Tel. 267 9447/0.

**Subscription rate :** BF 950, or equivalent  
per year (6 issues) + postage.  
• **Abonnement:** FB 950, ou équivalent, par  
an (6 numéros) + Frais de port.

Method of payment :  
Mode de paiement à utiliser :

**Bruxelles:** Compte-chèque postal n° 000-  
0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71  
à la Société Générale de Banque. 48 rue de  
Namur. 1000 Bruxelles.

**London:** Account n° 04552334, National  
Westminster Bank Ltd., 1 Princes street

**Genève:** Compte courant n° 472.043.30 Q à  
l'Union des Banques Suisses.

**Paris :** Par virement compte n° 545150-42  
au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann,  
6-6, Paris 75009.

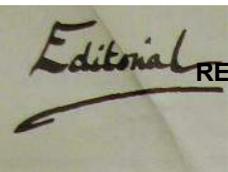
**Copyright 1981 UAI**  
Views expressed in the articles, whether  
signed or not, do not necessarily reflect  
those of the UAI.

Les opinions exprimées dans les articles,  
signés ou non, ne reflètent pas nécessaire-  
ment les vues de l'UAI.

SOMMAIRE

CONTENTS

Editorial : Réalités et mythes de la communication, par R. pénaux	78-79
The future and the learning capacity of nations : the role of communication, by K. Soedjatmoko	80
L'utilisation des langues dans les réunions d'OING	86
The Major concerns of the independent voluntary sector (IVS)	91
Les obligations attachées au statut consultatif	98
Metaconferencing possibilities, by A. Judge	102
De la consultation à la coopération - l'Unesco et les OING	107
Forces et enjeux des relations internationales, par M. Merle	116
IAPCO News	118
Congressalia	120
9e Supplément à l'Annuaire des organisations Internationales, 16-18 9th Supplément	127
2e Supplement to the International Congress Calendar 1981 2nd Supplement	135



## REALITES ET MYTHES DE LA

*" Les mots qui tont fortune provoquent des malentendus. A tant les utiliser, on finit par les détourner de leur sens primitif, auquel*

*personne ne songe plus à l'avenir. Une auréole les entoure, la plume hésite à les tracer l'idée qu'ils exprimaient tend à se muer en mythe, en même temps que la réaction inévitable contre tout ce qui triomphe les frappe de discrédit ».*

Daniel ROPS

La communication... A constater la fortune du mot, son empire mondial, son usage confus, la citation de Daniel Rops paraît de circonstance et somme toute de la même veine que l'apologue des langues d'Esopo, à la fois la meilleure et la pire des choses : tantôt clés des sciences et des progrès, instruments de vérité et de raison, tantôt organes de censure et d'oppression.

Ceci soit dit, en préambule, sans songer à diminuer l'importance du phénomène humain et social de la communication, qui a pris de nos jours une importance vitale, jusqu'à déterminer les relations internationales et transnationales. C'est d'ailleurs la raison pourquol notre Forum de 1980 lui a tait une part majeure, à côté des autres problèmes associatifs d'identité et de participation. On en retrouvera trace dans les éléments du dossier que nous publions dans ce numéro.

Le propos de cet éditorial se borne succinctement, du point de vue associatif, à certains aspects délimités de la communication, où la confusion expose à de dangereux égarements. Ainsi du langage et des langues, des médias et de la revendication d'un « ordre de l'information et de la communication ».

### Le langage et les langues

A la source de la communication est le langage. Le langage humain, expression approximative de la pensée, à la différence de la langue, forme particulière de communication. Le langage et ses problèmes mentaux de concepts, le langage et ses problèmes terminologiques de langues (1).

La plupart des usagers des langues ont une vue pragmatique de la communication. On en peut juger par les réponses des réseaux associatifs à notre enquête préparatoire au Forum, qui interrogeait sur l'importance attribuée aux obstacles et aux difficultés de langage, notamment dans les différentes langues et sur les remèdes éventuels à ces empêchements. La majorité de nos correspondants est demeurée au sol des soucis et des besoins pratiques. Une minorité d'asso-

ciations a vocation spirituelle et culturelle a pris plus de hauteur et de ciel. La voix des sciences humaines a mis l'accent sur la rigueur de la communication scientifique. Celle des universités a souligné la vérité première que les langues ne se réduisent pas à un moyen de communication au sens pratique et technique du mot. A telles enseignes, remarque la réponse de l'AUELF, qu'« à l'intérieur d'une même langue des obstacles l'intercommunication sont nombreux et que toutes les langues comportent différents niveaux de signification ...

Ces différentes significations peuvent être d'ordre dogmatique, idéologique, intellectuel, social, ou bien encore tenir aux ambiguïtés de la terminologie. On lit au mot « équivoque » du Dictionnaire philosophique de Voltaire : « Les discours des prophètes juifs pouvaient être équivoques aux yeux des hommes grossiers qui n'en pénétraient pas le sens; mais ils ne le furent pas pour les esprits éclairés des lumières de la foi ».

Les mêmes obstacles à l'intercommunication des intelligences et des mentalités se retrouvent, transposés, dans les relations internationales et transnationales, où il est autrement difficile de faire passer le fond du message, le sens du discours, la portée de l'argument. Une difficulté qui va en croissant du centre des unités culturelles à la périphérie universelle. Il faut alors tout l'art d'une traduction et d'une interprétation de premier choix pour établir la communication. Il y a des imprudences à ne pas commettre, par exemple les traits d'esprit et d'humour, rarement communicables, au mieux insaisissables, au pis offensants.

La communication est heureusement plus aisée dans les réunions et matières spécialisées, scientifiques, professionnelles, à la faveur d'une communauté de milieux, d'études, de jargons. Le risque d'incommunicabilité augmente à mesure qu'on s'élève aux idées générales et dès lors qu'au plan mondial - et même régional - il faut nécessairement recourir à quelques langues auxiliaires, principalement l'anglais et le français. L'anglais, métissé d'américain, présente à cet égard une grande souplesse d'adaptation, mais souvent au prix d'une réduction à un « basic english » universel. Le français, plus exigeant de la forme, plus conservateur de la syntaxe et du vocabulaire, pâtit de ses complications dans sa communication universelle : le Haut

(1) Voir le compte-rendu de notre colloque (28 et 29 mars 1974) organisé par l'UAI en association avec le Comité pour l'analyse des concepts et de la terminologie (COCTA) de l'Association Internationale de Science politique.

Comité français pour la sauvegarde de la langue s'en inquiétait l'autre mois dans un article du « Monde » au titre réaliste : « Contre le fixisme, le purisme et l'impérialisme », en exposant « une politique linguistique » et les mesures prises ou à prendre pour améliorer le « bon usage » d'aujourd'hui, donc la valeur de communication internationale et transnationale. Le mythe affronte ici la réalité. Le babélisme est un fléau et l'unilinguisme un rêve. Dès lors la communication linguistique demeurera forcément inégale. Le privilège de quelques langues à vocation mondiale ou régionale est la rançon de cette réalité qui avantage inévitablement ceux qui maîtrisent ces langues - dites - auxiliaires pour les autres. Reste d'ailleurs le fait que le pluralisme réduit ne lève pas les obstacles de la communication, dont la suprême ressource est dans le truchement d'une traduction et d'une interprétation de haute qualité. A ce propos, on lira plus loin avec autant d'intérêt que de profit l'excellent rapport sur « l'utilisation des langues dans les organisations et réunions internationales », résultant du séminaire organisé à Genève par la FIG à l'occasion du cinquantenaire de cette fédération (1).

### Les médias

La communication mondiale des informations, répandue instantanément par des moyens de masse d'une savante technique, pose un problème de nature spécifiquement politique. Comment en serait-il autrement quand les ondes spatiales portent les nouvelles et les commentaires par-dessus les frontières d'Etats, sans douanes ni visas, et que l'enjeu est la formation de l'opinion, avec l'usage que le pouvoir peut ou veut en faire, qu'il soit autoritaire ou libéral, monopoliste ou pluraliste.

Or, voici de nouveau le mythe et la réalité. Le mythe, c'est l'idéal d'une objectivité de l'information au service du bien commun, de la solidarité humaine, qui ferait partout abstraction des ambitions, des passions, des intérêts particuliers. La réalité, c'est une situation singulièrement plus complexe et plus trouble, où la liberté de l'information, droit fondamental de l'homme selon la Déclaration universelle de 1948, est conçue de deux points de vue différents - tout comme du reste l'entendement général des Droits de l'Homme : pour les uns il s'agit de la libre communication des idées et des faits, pour les autres du droit des Etats à disposer de l'information à leur gré et à se protéger d'influences étrangères. La conception démocratique de tradition occidentale se prévaut du principe de la libre circulation des informations, non-obstant les entraves financières à la concurrence et la concentration de monopoles privés, la liberté résidant en définitive dans le pluralisme des tendances. Au contraire la majorité des Nations-Unies s'attache au fait de l'inégalité des

peuples, en faisant grief à l'Occident de son impérialisme culturel et de son pouvoir d'aliénation. Ses représentants qui ont des lettres françaises citeraient volontiers le mot fameux de Lacordaire : « Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère ». La loi, en l'occurrence un ordre mondial.

### Un ordre de la communication ?

Ce projet de nature politique a été vigoureusement exposé par M. Soedjatmoko, diplomate et sociologue indonésien, membre du Club de Rome et actuellement Recteur de l'Université des Nations-Unies, dans un document versé au dossier du Forum et qu'on lira plus loin. L'auteur considère le rôle de la communication comme un instrument déterminant dans l'évolution du monde interdépendant et le situe dans la perspective potentielle d'un ordre nouveau qui implique la promotion « des civilisations non-occidentales sur la base d'une quasi parité ». Il juge impossible de détacher la communication du contexte de politique générale de la société vue globalement sous tous ses aspects « politiques, technico-économiques, socio-culturels, humanitaires », dès que l'on vise à plus d'égalité des nations et de justice. La communication est alors revendiquée non plus seulement comme un instrument d'information à parfaire, mais comme un levier de changement aux mains du pouvoir.

C'est l'orientation que la majorité des nations du Tiers Monde a voulu imprimer aux travaux et débats de l'Unesco introduits par le rapport Mac Bride, dont la conférence générale de Belgrade a adopté la conclusion, non sans une certaine confusion née du souci d'éviter l'affrontement des conceptions opposées. On n'a pas réussi à départager les pensées ni les arrières-pensées. D'un côté, il n'était pas déraisonnable de demander une redistribution équitable des moyens de communication (satellites, agences de presse, médias). De l'autre, il était hors de principe de vouloir centrer le débat sur une idée officielle de la communication, mettant ainsi en question l'article de la Déclaration des Droits de l'Homme qui, rappelons-le, accorde - le droit de chercher, de recevoir, de répandre, sans considération de frontières, les informations, les idées, par quelque moyen d'expression que ce soit ».

### La communication et la politique

Tout récemment, l'intention politique et la volonté polémique sont apparues à l'occasion d'une réunion de consultation de l'Unesco, qui avait pour objet technique la discussion d'un projet de constitution d'une commission internationale professionnelle et d'une conférence internationale périodique pour la protection des

Journalistes. Un document de travail avait été élaboré par un professeur français de l'Université de Paris-Nord, sur l'initiative des organisations internationale et régionales de presse, à seule fin de venir en aide aux journalistes en mission périlleuse. Or, son auteur Pierre Gaborit, vient d'exprimer sa « surprise indignée » de voir son projet dénaturé et contesté avec des arguments qui laissent percer un dessein politique tout-à-fait étranger à son objet. Etrangement, paradoxalement, deux grands journaux américains ont invité l'Unesco à abandonner toute initiative en matière de protection des journalistes, alors que ce renoncement ne devrait, semble-t-il, que satisfaire la majorité des Etats méfiants de la libre information (1). On en est donc à se demander si un lobby ne vise pas à faire le procès de l'Unesco par le biais de la communication. Un signe : l'hebdomadaire l'Express vient de publier, sous la plume du journaliste américain Paul Chutkow, un article intitulé « Un défi à l'Unesco », essentiellement à propos de la communication. Article nuancé d'ailleurs, mais que le périodique français sollicite dans sa présentation en dépeignant l'Unesco comme un lieu d'empoignades idéologiques et de déchaînement contre l'Occident, avec la manchette : « Le naufrage de l'Unesco ».

### Le recours des OING

Quels que soient les principes et les faits, la méthode d'incrimination et de condamnation d'une organisation internationale nous paraît déplorable et vaine. On ne décrie pas un Forum mondial de coopération culturelle au temps de l'interdépendance universelle. Il y a mieux à faire, par exemple en recourant aux forces associatives de l'opinion. On trouvera dans le rapport de l'Unesco au Forum, que nous publions ci-après en sa version originale française, la mention de la participation des OING aux travaux de cette organisation, considérés « comme un facteur essentiel de communication et de liaison entre les membres des communautés scientifique, éducative et culturelle mondiales ».

Du mythe à la réalité il y a un espace humain de raison. Pourquoi, dans un édifice international des Etats, « l'Unesco des peuples et des personnes », comme René Maheu aimait à nommer les forces associatives non gouvernementales, ne serait-elle pas l'escalier de la communication transnationale, une issue de salut aux embarras et aux impasses de la diplomatie ?

Robert FENAUX

(1) Notre Revue a publié un dossier de ces manifestations parfaitement organisées par le président de la FIG Cyril Ritchie et ses collaborateurs. Le rapport sur l'utilisation des langues a été distribué au

(1) Le Monde. Page de la communication. - Remous autour de l'Unesco. - 11 mars 1981.

# THE FUTURE AND THE LEARNING CAPACITY OF NATIONS : THE ROLE OF COMMUNICATIONS

by K. Soedjatmoko

*The 1978 Louis G. Cowan Lecture was given by Soedjatmoko on 11 September, 1978, in Dubrovnik, Yugoslavia, during the Annual Conference of the International Institute of Communications.*

*Soedjatmoko was born in Sawahlunto, Indonesia, in 1922. He worked in the Ministry of Information 1945-47. He was a member of the Indonesian delegation to the United Nations Security Council 1947-50, and Alternate Permanent Representative of the Indonesian Mission to the United Nations 1950-51. For the next few years he worked as an editor and publisher. From 1956-59 he was a member of Indonesia's Constituent Assembly. In 1958 he was appointed Indonesian Ambassador to the USA. Since 1971 he has been Adviser to the Chairman, National Development Planning Agency.*

*He is a member of the Advisory Council of the International Institute for Environment and Development; a member of the Club of Rome; a member of the Board of Trustees of the Aspen Institute; and a member of the Board of Trustees of the Ford Foundation. He has honorary doctorates from Yale University, USA, and Cedar Crest College, USA, and in 1971 was an International Fellow of the American Academy of Arts and Sciences.*

*The views presented in this lecture are the author's own. They do not necessarily reflect those of the Indonesian National Development Planning Agency, to which he is an adviser.*

*The author is at present Rector of the United Nations University.*

I

There seems to be a growing disparity between what we know about our human predicament which so marks our time, and our ability to act on that knowledge. We do know that the decisions we have made, are now making and will be making in the present decade will have a decisive influence on the condition in which our societies will move into the 21st century.

We have a good general understanding of the forces which have led to the present « *problématique* ». To a very large extent they are, directly or indirectly, the result of

the progression of science and technology, including the rapid growth of communications. To speak about the interdependence of the world has become commonplace. We know that the industrial world is rapidly moving into a post-industrial, information-intensive phase. We also know that the resulting dislocations are aggravated by another set of adjustment that have to be made. These are the consequences of the industrial revolution finally, after two centuries, reaching the Southern hemisphere of our globe, and the resulting demands for access to industrial country markets.

It is already obvious that we are involved in a rather painful but overdue process of change in the pattern of the international division of labour towards a more rational and equitable distribution of industrial capacity and jobs across the globe.

A process of redistribution of global power has also begun, with the emergence on the scene of new economic global as well as regional political powers. Simultaneously, there has been a considerable diffusion of power across the globe, with a relative decline in the power of the West, even though the United States' power may have increased in absolute terms. At the same time we have all become aware of the growing deterioration of the global resource base on which modern industrial societies operate, as well as of the continuing ecological degradation of land, sea and air.

Differences in the population growth rate between the North and the South have added to the complexities of these problems. Those in the West have gone down, and this is reflected in the rising median age of the population curve. Those in the South remain high, although several countries are beginning to show a declining rate of increase. Nevertheless, the age pyramid in those countries indicates a continuous lowering of the median age which is expected to continue for some more time. They are already being confronted with a youth cohort larger than ever before. And their societies, as presently structured, are beginning to strain under this pressure.

In the industrial countries of the West, the problem is that a relatively smaller pro-

ductive labour force will have to be able to support an increasingly large unproductive part of the population, in a culture which has not yet found a meaningful role for the aged. At the same time, population projections also indicate that the presently urgent problem of youth unemployment may be serious but not permanent. In the Third World it is beginning to become obvious that massive unemployment will require a development and industrialisation trajectory which will not be a replica of the Western model. It will have to be shaped autonomously, by dealing directly with rural unemployment and the structural nature of widespread and endemic poverty.

We all know that the period of cheap energy is over, but no significant movement towards an energy - and resource - conserving lifestyle and mode of production is yet discernible. If decisions are taken at all, they are in the direction of the use of nuclear power as the easiest way out despite its present technological flaws, its high ecological cost and the risks of waste disposal. Almost everyone, including those directly involved in the nuclear arms race, is aware of the ultimate irrationality of the dimensions into which it has grown.

But no one, including the super-powers themselves, seems to be able to bring the process of continuous escalation under control and to reverse it. Let alone to redirect the tremendous scientific, technological and financial resources behind it to more peaceful purposes. Neither do we seem capable of getting an adequate conceptual handle on the post-nonproliferation problems that are now beginning to stare us in the face. Not to speak of our capacity to negotiate and manage a reasonable system of control. And now the beginning fragmentation of detente has made all of us realize how much closer we are getting to the flashpoint of nuclear conflagration.

We all know what the doomsday prophets have to say about these trends. We are also familiar with the technological optimists who are putting their hopes on human inventiveness and unlimited tech-

Reproduced with permission of the International Institute of Communications

nological progress. There are also those, especially within the Third World, and I am one of them, who believe that the present crisis may signify the beginning of a historical process of long duration, but of a fundamental nature, which will eventually witness the emergence of non-Western civilisations (possibly the Sinitic, the Moslem, the Hindu, and quite likely some others as well) taking their rightful place side by side with Western civilisation, on the basis of rough parity. Be that as it may, none of these three visions deny that we are moving into a very crowded and hungry competitive world, interdependent but still unequal, with great potential for systemic dislocations and breakdowns, as well as violent international, regional and domestic conflicts.

Analysts of the general incapacity of nations to come to grips with these problems, and to bring about the necessary social changes, often blame the absence of political will for the failure to apply what is already known, for the immobility and drift that seems to be characteristic of our time; and then they move on other subjects. I suggest that this is too easy a cop-out, too facile a dismissal of a crucial problem, and an abrogation of man's responsibility for his future.

■

In many ways, some of which we don't fully understand, the development of modern communications has been instrumental in bringing about the great social changes that have shaped, and are continuously reshaping, modern life and society. It has also been partly responsible for the rapidity of the rate of change and for the fact that rapid change has become man's constant and inseparable companion in life.

In the industrial countries, modern communications have made possible the growth of large organisations and their bureaucracies. But it has, quite unexpectedly, also led to personal alienation and a growing unwillingness to identify with these larger structures. In fact, many people are turning away from a superficial and undifferentiated mass culture, also made possible by modern communications, towards a new emphasis on the individual as a human being, in search of personal authenticity and self fulfilment, often thereby narrowing the horizon of their public commitments to local politics and community affairs, away from the larger depersonalised structures and bureaucracies, including those of the state and large corporations.

The persistence of language, ethnic origin, and religion as essential elements of one's self definition as a person and as a communal or national group claiming political recognition, and the search (or roots

in what used to be the modern a-historical society par excellence - the United States - are all part of this trend. It is less clear how communications have contributed to this phenomenon, but there seems to be no doubt that it has. Likewise, modern communications has, through the rise of political consciousness of previously marginalised groups, made possible mass participation in politics. But at the same time it has also contributed to the frag-

lines, and to the vast increase in litigation which is now overloading the judicial systems leading to a search for methods of non-judicial, community-related resolution of disputes.

It has helped to increase the power of government; at the same time, it has helped to erode its authority. Modern communications have helped raise to a previously unimaginable level the frequency and intensity of human interaction in the cities, and turned them into magnets pulling in large numbers of people from the countryside. But by the same token communications have made possible the subsequent movement out of the cities, leaving them insolvent and unmanageable, with the inner core a desolate wasteland.

It is not too difficult to expand this list of the ways in which modern communications have intervened and reshaped our lives at the personal and interpersonal level. It would be incorrect and unfair, however, to look at modern communications as a primary cause, rather than as a contributing factor expanding the impact of other, more decisive ones. Likewise it would be unfair to blame the intractable nature of modern inflation on communications although, undeniably, communications have contributed to the increase of the levels of expectation of material welfare, which now seem to outstrip the capacity to meet them.

It is equally unclear what role communications have played in the shifts of basic value orientation which have taken place in much of the industrial world. Certainly, on the one hand, communications have contributed to greatly increased productivity in agriculture, in business and in government; but do we really know whether and, if so, how, communications have contributed to the loss of the work ethic in industrial society? This, as well as phenomena like the shift away transcendental faculties of the human person, the lower tolerance for injustice, the emergence of a sense of human solidarity, transcending communal, ethnic and national boundaries, may well be rooted in dynamics in which communications have played at least some significant role.

Lastly, part of the unemployment problem in affluent societies may have to do with changed expectations towards the kinds

of jobs people are willing to accept, because of a more general insistence on having meaningful jobs, jobs that have psychic value to the worker. This opens up one of the fundamental dilemmas that face an industrial society. Should it restructure its industries so as to make individual jobs more meaningful? What if this means changes in the criteria of efficiency objectives, which in turn might endanger growth and output? Or should it export

their production process without considerable loss of efficiency to other, developing, countries?

In short, the adjustments to the transition towards postindustrial society with its emphasis on capital - and information - intensive industries, the necessary development of energy - and resource - conserving lifestyles, as well as the implications of the changing pattern of the international division of labour, resulting from the gradual industrialisation of the South, are all problems which urgently and fundamentally raise the question of the capacity of modern industrial nations for necessary and inevitable social structural transformation.

As to the developing countries, especially the large and populous ones, the autonomous development - and industrialisation - trajectories which both poverty and demography impose on them will require the revitalisation of the rural countryside, through the restoration of their hope and their self-confidence, the utilisation of traditional and new skills, the active and voluntary selforganised participation of the poor. This also holds for youth, for in most of these countries youth constitutes more than half of the total population. Such a development trajectory also aims at overcoming the other structural imbalances which were inherited from colonial and pre-colonial times: those between centre and periphery, between town and countryside, between the modern and the traditional sectors, and between the foreign and national, domestic sectors.

It is obvious that such a development effort from below has its own communications requirements. The amount and range of information which has to be brought within reach of these groups simply exceeds the capacity of the more traditional forms of communication: the village headman, the extension services, and even the more recent centrally-broadcast farmers' programmes. This type of development effort will require a vast increase in locally produced, relevant information, and will need decentralised programming with the full participation of those whose interests it purports to serve.

It also requires greater ability to package the information in line with existing levels of education, intellectual orientations and

cultural traditions. Special attention will have to be given to the location of communications equipment in the villages and the poorer urban sectors in order to ensure free and equal access to, and use of, the equipment. This means as much local control of this vast domestic communication network, including the social reinforcement and feedback mechanisms that will ensure such control and such local participation, as is compatible with the equally legitimate interests of governments to reach their citizens. The general slowness in implementing such communications policies is, apart from the financial constraints, to a large extent caused by considerations that are political and legitimate, but not necessarily insurmountable. They stem from the difficulty of managing orderly structural change. The implementation of the autonomous development model involves fundamental social and political changes, of a magnitude which is bound seriously to strain the fabric of social cohesion and the resilience of the political system of these countries. In a number of Third World countries which tried to make the transition from a growth to a social justice model, but which have failed in this attempt because the accompanying tensions exceeded the capacity of the political systems to absorb them, total polarisation set in, leading towards the erosion of the centre, and eventually the collapse of the political system as a whole. And the escalation of senseless violence became almost inevitable.

We know very little of the role that communications have played in events of this kind and this magnitude. Whether and how communications have contributed to the polarisation processes, or not, and whether such collapse could have been prevented, are not questions that should be addressed to the communications media. The relevant question that remains, however, is: does the communication system have the potential capacity to dampen the extreme swings of the pendulum of opinion and emotion and if so, how should it then be used?

Development, by whatever trajectory, will have to speed up the capacity of developing countries to handle science and technology and to integrate these into the culture of their nation. In the final analysis, what makes the difference between a developing country and a developed one is whether it has, or does not have, the capacity for the self-sustained, autonomous generation of knowledge in response to the problems it faces. We still know very little about the dynamics of science and technology transfer, the mediating and filtering mechanisms that are required to make them indigenous. Nor do we know much about how to stimulate indigenous intellectual and scientific capability and creativity, other than through credible

guarantees for the freedom of scientific inquiry. But here again the question arises: is there anything that modern communications can contribute to speed up that process? Can communications research improve a nation's scientific and technological learning capacity?

People in these large populous countries will also have to learn to live under conditions of extremely high population density.

These countries will have to develop a greater capacity to manage, humanely, justly and efficiently, such high concentrations of people, both in their rapidly growing primate cities, and in rural settings.

Can modern communications help in devising administrative systems at the scale required, capable of doing this through the technological and systemic resolution of the conflicting needs of both centre and periphery, of central rationality and peripheral autonomy.

Modernisation is often equated with greater individualisation, increased competitiveness and innovativeness. The need for liberation from obsolete, unjust social structures, which have kept people shackled for so long, certainly requires this. At the same time, learning to live in areas of high density with some degree of harmony, civility and some sense of community will require major cultural adjustments, possibly rediscoveries, and innovation. In any case, people will have to learn to cooperate together effectively at higher levels of individualisation, even though it is unlikely - and even unwanted - for their cultures to reach the extreme levels of individualisation which one finds in some countries in the West.

High population density is also bound to reduce personal space. I believe that we all, in the industrial world as well as in the developing countries, will have to learn to develop a corresponding sense of inner space, through a heightened perception of beauty, through artistic creativity and through religion as an inner experience.

Should not modern communications address these questions in the setting of transitional societies, as well?

At the international level, interdependence is an undeniable fact. It is also a fact that no single country, and no combination of countries, is in control of the international system, or capable of imposing its will on others. Adding to the difficulties of managing such a situation are the larger numbers of participants or actors, in the shape of new nations, and a large number of so-called non-territorial actors: not only the international organisations and multi-national corporations, but also the extra-national terrorist groups of various kinds. Compounding this is the

greater permeability of national boundaries, through which essentially uncontrollable short term money flows and transnational portfolio investments, as well as communications, take place. Legitimate national policies within the domestic sphere of one country, including economic development plans and their environmental impact, may affect adversely the interests of other countries.

As in the domestic sphere, in industrial as well as developing countries, there is in the international sphere an urgent need for greater managerial capacity, in the first place with a view to keeping international conflict localised and preventing escalation from reaching unmanageable levels of violence or, worse, from reaching the nuclear threshold. There is also the need to manage the reduction of the level of trade in conventional arms, and to manage post-nonproliferation nuclear problems. In a different area we will have to learn to manage international cooperation at an unprecedented higher level of international interaction. Problems on a global scale like global environment, food, energy and other resources are crying out for more effective instrumentalities of international management. So do the ever increasing numbers of political prisoners and refugees, victims of the vagaries of national and international politics, but especially victims of our incapacity to manage the necessary structural transformation humanely.

Like at the national level in developing as well as industrial countries, the need for improved management capacity at the international level is clear. The problems are recognized, but there is a similar failure to act learn how to bring about fundamental structural change in an orderly fashion. In the view of a large majority of mankind the present international order is not only non-viable, but also immoral. The struggle of the Third World for a new international economic order is a manifestation of a more general desire to overcome the global, structural dualism which lies at the heart of the present international pattern of inequality and injustice. It is therefore unlikely that we will see a reduction of international tensions before the attainment of greater equity in the international division of labour and in the global distribution of political power.

### III

The capacity of a nation - not just of its government, but of society as a whole - to adjust to rapidly changing techno-economic, socio-cultural and political changes, on a scale which makes it possible to speak of social transformation, very much depends on its collective capacity of generate, to ingest, to reach out for, and to ut-

ilise a vast amount of new and relevant information. This capacity for creative and innovative response to changing conditions and new challenges I would like to call the learning capacity of a nation. This capacity is obviously not limited to the cognitive level, but includes the attitudinal, institutional and organisational levels of society as well.

It therefore resides not only in a nation's formal educational system, not only in the government bureaucracy, in parliament and the political parties, but also in the business community, in the media, the professional organisations, the trade unions, the cooperatives and the various kinds of voluntary associations within the society at large. It also includes the political public with its various political constituencies, consumer groups, and all other kinds of permanent and ad hoc pressure groups. Changing conditions are bound to make our traditional skills, and means of livelihood, obsolescent, and we will continually have to learn new ones. There will then be a need for new instrumentalities for retraining, re-schooling and re-education on a continuing basis. We will have to learn to organise for lives of 2 or 3 careers, as life expectancy increases in rapidly changing societies.

Much of the resistance to social change has turned out to be not of an intellectual and emotional kind alone, but also social.

Bureaucratic rigidities in both governmental and non-governmental organisations, institutional traditions and priorities that are no longer relevant, all very much determine the outer limits of a nation's total responsive and innovative capacity. The tendency to sit on information and to treat it as a bargaining chip in interbureaucratic competition is an affliction not only of Third World bureaucracies. These rigidities may become a major cause of a nation lagging behind others, or of falling behind the point at which new problems and challenges could be met by small incremental responses, as a result of which painful and dislocating adjustments of a much larger order of magnitude become necessary or inevitable.

Improving the organisational and institutional learning capacity of a nation would require not only a greater capacity to ingest new information, and improved two-way horizontal and vertical information flows, throughout society as a whole, and between as well as inside organisations and institutions. It might well require the development of a second generation of - open learning systems ». Opportunities for senior bureaucrats and administrators to expose themselves to new ideas and information through compulsory leave of absence of study leaves, intra-bureaucratic seminars bringing together

senior and junior staff on equal footing for unstructured bull sessions, changes in the reward and promotion system, lateral entry in order to bring in fresh blood without having to make the slow rise towards seniority, and regular reviews of the mission and priorities of the institution, are ways which should be considered in this connection.

The capacity to manage orderly social change will also very much depend on the existence of an adequate number of research and policy analysis institutions dealing with the key problems of social change. It is important that such institutions be independent of government, but close enough to it to make possible the use of its products by government institutions and decision makers. At the same time they should be remote enough to ensure the autonomous generation of information, independent critical judgement and policy innovations and proposals that are credible not only to the government bureaucracy, but also to the public at large. Such institutions could be connected with universities - although in many Third World countries universities are often part of the problem, rather than part of the solution - or they could be free standing, even though sometimes, of necessity, indirectly funded by government. Such institutions could also contribute micropolicy studies for use by non-governmental organisations, volunteer groups, local cooperatives, and other voluntary associations. Governments should realise, more than they now generally do, the importance of improving the learning capacity of the nation as a whole, through these non-governmental organisations and ad hoc citizen groups.

Ultimately, they are manifestations of a society's capacity for creative response, self-renewal and innovation, at local as well as national levels, at the level of people, as well as of governments. Ideally, these free standing institutions of policy studies, together with these non-governmental organisations, could become, and should be treated as, a second, supplementary capability in a nation's system of governance, from which the government could draw new ideas and policies.

At the cognitive level, it is clear that the improvement of the national learning capacity does not end with the ingestion of larger amounts of information. These larger amounts will have to be relevant to the problems the nation faces. There is therefore a need for greater selective capacity, although there is also a point where selectivity becomes too narrow and dysfunctional, leading towards the nation's cognitive impoverishment and retardation. What will have to be enhanced in a short period of time, in both industrial and developing nations, is the capacity for critical judgement. Critical judgement lies at the heart of a nation's capacity for disc-

covery, creativity and innovation. Even though modern communications may at some point in the future greatly increase the self-learning capacity of individuals within a society, and thereby make classroom instruction largely obsolete, the maintenance and nurturing of a nation's capacity for critical judgement and discovery, in terms of the rational and the expressive and imaginative dimensions of human life, at the individual and national levels, constitutes an autonomous faculty which is almost independent of the amount of information available, and largely unaffected by the technological advances in the communications field. These faculties cannot be nurtured and stimulated through training programmes. They can only grow and flourish in communities dedicated to free and scholarly inquiry, through untrampled exposure to cross fertilisation and mutual criticism by other creative minds committed to the pursuit of truth and excellence. This may well be a characterisation of our universities in the near future.

Part of our incapacity to comprehend fully what is happening to us in the changing conditions of the world, despite the plethora of available information, lies in the Operational inadequacies of present conceptual frameworks. We almost need a new language and we certainly need new concepts which will enable us to select, synthesise and conceptualise the full implications and the human significance of the challenges we face, of the changes we are going through, and of the means we will choose to meet these problems. In short, what we need, and what we should work towards is a comprehensive democratic theory of the management of orderly and humane societal transformation: or, put differently, a democratic theory of development. The new concepts and the new language of such a theory will quite possibly, but not necessarily, be developed in the research and policy centres of critical judgement and discovery. If, in the past, science drew greatly on the concepts of mechanics for the construction of its models, it is now cybernetics and higher mathematics that have become a source of conceptual imagery. But their application to the broader problems of social transformation in ways that would have operational significance largely still remains to be done.

Interdependence, and the need for greater international understanding that goes deeper than the level of superficial contacts through commerce and tourism, or through vicarious experience through exposure to the media, as well as the need for much higher levels of cooperation among nations as well as within nations, and the need for greater social cohesiveness in the face of stronger tendencies towards social fragmentation, all point to the crucial importance of expanded consciousness, heightened sensitivity and

empathy and greater human solidarity, not only on the part of governments and national international bureaucracies, but also between ethnic and communal groups within the same country, and among the transnational communities of the same faith. How does a nation learn to develop these sensibilities? In the past it used to be the churches and the social institutions of other religions which inculcated and helped to develop the capacity of primary groups for human compassion, transcending the limits of one's own group, and for relating and trusting others who are, in various ways, different from ourselves. Growing secularisation has left us everywhere almost institutions performing these humanising functions.

We will have to learn to develop new ways and instrumentalities for these purposes in order to bring about the attitudinal changes which are needed to deal with the vast transformations the future will bring. In doing so we should however not limit ourselves to the education of schoolchildren and to the field of child-psychology. We will all have to learn to live with the uncertainties of change, with rapid change as a permanent condition of modern life, in ways which do not lend us, in fear and self-protection, constantly to fall back on the primordial security and loyalty of one's own primary group, in hostility with all the rest. We will have to learn to live with the increasing vulnerabilities of extremely complex modern societies and an extremely fragile and complex world. We will have to learn how to manage our fears, if we are not to perish.

At a more fundamental level, increasing our capacity for almost continuous attitudinal change brings us inevitably face to face with the cultural and religious substratum of our societies, in which the values that shape our behaviour are rooted. The different value configurations of each culture are determined by the responses of that culture to the ultimate questions of human existence: death, tragedy, power, love, loyalty and hope, the meaning and purposes of life, one's expectations of life on this Earth, the place of the transcendental in human existence. These parameters predetermine for each culture the area of choice and freedom. They set the limits of a nation's capacity to learn and to adjust. They constitute the structure into which new information, new technology and new skills will have to be integrated before they can be used creatively by, and within, that culture. They prefigure a nation's cultural identity. History has shown that these parameters are not fixed for all times. They do change, but over long periods of time. More rapid change of the parameters, as a result of defeat in war, or because of the overwhelming impact of a more powerful culture, has often, though not always, led to the disintegration of the nation and the collapse of its cultural identity.

The magnitude of the societal changes that are now taking place, as well as of the challenges to which we will have to respond, now make such adjustments of these parameters themselves necessary, in both developing and industrial society. This will require a continuous process of re-interpretation and re-articulation of the often hidden but sometimes explicit assumptions of the culture and religion in which the nation is embedded, as well as re-interpretations of the myths which reflect the unspoken aspirations and purposes of culture and nation. No technocratic manipulation of values, through the media or more directly, will bring about the kind of attitudinal change which the magnitude and fundamental character of the social changes in which we are already involved require of us. The impact of any deliberate programme to bring about new attitudes may well be limited. And maybe we should say, fortunately so. Each nation will have to learn to develop these new attitudes through a clearer awareness of the problems it faces, through a greater capacity to relate the basic assumptions of its culture and its basic values to these problems, and through a greater capacity for national self-reflection, moral reasoning and moral commitment to action. It is a capacity which in the final analysis hinges on the vitality and creativity of that culture.

#### IV

What can modern communications contribute to the learning capacity of nations? The search for a democratic theory of societal transformation that is valid for an interdependent world and of global moral relevance is essentially an intellectual and conceptual activity, outside the realm of communications as such. Nevertheless, the mass impact of modern communications makes it incumbent upon the communicators to bring out not only the social and political implications of the use of new advances in communications technology, but above all their full societal potential. Each new piece of technology creates its own social structure. It becomes part of larger social structures, and embedded in a social system which affects its use, but which itself is also affected by the way it is used. It is of course not entirely to be foreseen what the ultimate social impact of a piece of new technology is going to be. But awareness of its possible implications and potentials may help nations to decide how to regulate its use without restricting its potential, and also to make sure, to the greatest extent possible, that its use will not erode the institutions, processes and procedures of democratic life and decision making, but rather strengthen them.

Like the medical doctor, the manufacturer of pharmaceuticals, the researcher in micro-biology, genetics, pharmaco-psychology,

and nuclear physics, the inventor and producer of communications technology can no longer summarily dismiss his responsibility for the broader social consequences of his inventions and their production. Of course, scientific and technological creativity has its own thrust and dynamics, but invention and development in the communications field are generally no longer products of the individual mind but of R and D systems, which can and should be held much more socially accountable. And so they have to help identify the moral and political dilemmas that technological advances raise, and to indicate the ways in which their use might strengthen civility and freedom or, conversely, threaten it.

Seen more broadly, modern man's greatest failure so far has been his incapacity to domesticate and to control science and technology, his failure to make them serve social and ethical purposes. They now derive their main thrust from the increasingly irrational needs in the areas of the production of arms and of technology of convenience. The crux of the problem which the future poses to the scientific and technological community is whether they can redirect the expansion of knowledge and technology, including communications, to better serve the goals of human survival and peace in justice, as well as the eradication of hunger, disease, illiteracy and backwardness in the larger parts of the world.

An even greater contribution that modern communications could make is in the area of improving national and international capabilities for the management of orderly social change. It is true that humankind's capacity to manage social transformation may, quite likely, be inadequate to match the magnitude of the historical forces which seem to be at work today, and which we barely understand. But the utter destructiveness of the means of violence to which it is now possible to resort, in ways in which no longer only the possible death of hundreds or thousands of people but of millions is involved, leaves man no choice but to try.

Modern communications has already contributed a great deal to the information - and management - sciences. But even there we should be more aware that their unthinking application automatically tends to strengthen the power of the centre to the detriment of the periphery; to strengthen the capacity to oppress, and to weaken the social conditions for freedom and emancipation. In improving management capability to deal with the problems and challenges ahead we will have to make it more sensitive to the eternal dilemmas of choosing between efficiency and justice, between effectiveness and freedom, between man's inevitable place in a set of information systems, and the privacy he needs to remain autonomous and creative.

The question then which we have to face is, can modern communications be used - and, if so, how - almost against its inherent social characteristics, in ways that will maintain and strengthen the essential pluralism of our societies, in ways which will ensure greater capacity and opportunity for the weak, the poor and the uninformed to participate effectively in decision affecting their lives and those of their family? This in turn raises more general and fundamental questions of control, both on the national and international level. The struggle for a new world information order at the international level with its problems of the sharing of control in allocating equitably the electronic spectrum, and the policy problems affecting freedom and the symmetry and asymmetry of information flows, of privacy, as well as Third World representation on the boards of international news agencies, almost all find their counterpart at the domestic national level, in industrial and developing countries alike. Another dimension which requires more attention is the training of communications technicians. In light of the previous discussion, the need to sensitise technicians to the broader social and political implications of the technology they are working with, needs no elaboration.

One other important area in which modern communications could make a contribution is mass education. None of the experiments in the use of TV and other electronic media for the purpose of mass education have been very successful. The reason for this may well be that the technology has been put into the hands of educationists alone, without reference to the larger processes of economic and social change and possibly without fully utilising the possibilities of bringing the medium closer to the felt needs and economic, social and political interests of their clientele. In addition, mass learning will have to be largely self learning within the context of social reinforcement mechanisms. The technologies, both in terms of hardware and software, seem to be all available, but they still remain to be put together more effectively in new « open learning - systems.

The final question deals with the importance of communications research. Communications research is still a relatively new field; it has not yet moved much beyond fragmentary studies about impact on, and interaction with, specific audiences. It would be unfair, at this early stage, to expect communication research to deal systematically with the communication's impact on whole cultures and on macro-processes of social change. Still, at some point soon it will be necessary to address these problems. To this end it will be necessary to draw the best scholars from various social science disciplines into this endeavour, it may be a useful task for the International Institute of Communications to undertake or stimulate.

A great many studies are at present underway, in various places in the world, which deal with the shape of the future. Some centre around economic, others around technological projections. One study underway is entitled « Financing the Future ». These are all legitimate and important approaches. But none deals with the future as an ethical category in which the ethical and value-choices we make today will shape that future. It is in this area in which communications research, with the support of a variety of disciplines, could at least raise the pertinent questions to which communications technology producers, experts, consumers, planners and political decision makers have to respond. For it is clear that unless those of us who are in the field of modern communications face up to these responsibilities, communications will automatically become the handmaidens of mankind's headlong rush into a totalitarian future. If modern communications, and the people in it, on the other hand, do have the courage to face up to these responsibilities, communications may become an important means for the further emancipation of both Western and non-Western civilisations in ways which will ensure human growth and freedom. For if there is going to be a tolerable future for all of us, rich or poor, weak or strong, we will have to liberate it.

### Bibliography

Alifan. Some Observations On Television In Indonesia -. in *New Perspectives In International Communication* edited by Jim Richstad. East-West Communication Institute. East-West Center. Honolulu. Hawaii, 1977.

arch Report Honolulu. Hawaii. 1978. Unpublished paper.

Ahajahbana. S. Takdir. *Values As Integrating Forces In Personality, Society and Culture*. University of Malaya Press. Kuala Lumpur. 1974.

Attali, Jacques. *La Parole Et l'Outill*. Presses Universitaires de France. France. 1975.

Bel, Daniel. • The Return Of The Sacred: The Argument About The Future of Religion -in *Buletin*. The American Academy of Arts and Sciences. Vol XXXII. No. 6. March 1975.

Berger, Peter L. Berger, Brigitte and Keller. Hansfried. *The Homeless Mind. Modernisation and Consciousness*. Random House. New York. 1973.

Brewster, Kingman, Jr. - Centennial Address - in *Centennial*. Nashville, Tennessee. USA. 1975.

Brown, Harrison. *Learning How To Live In A Technological Society*, the Ishizaka lectures (to be published in Japan).

Cater, Douglas. *A Perspective from Aspen*. Speech to the Federal Communications Bar Association on 24 November. 1975. Washington. DC. Aspen Institute for Humanistic Studies. 1975.

Coladarsi, Arthur and Amove, Robed. *Educational Transition - A Policy Critique and Guide for Developing Countries*. School of Education. Stanford University. USA. 1973.

Freire, Paulo. *Pedagogy of the Oppressed* The Seabury Press. New York. 1970.

Frey Friedrick, W. - Communication and Development in *Handbook of Communication*, edited by Ithiel de Sola Pool « et al. Rand McNally College Publishing Company. Chicago. 1973.

Giddens, Anthony. *The Class Structure of the Advanced Societies*. Harper and Row. New York. 1973.

Gouldner, Alvin W. *The Dialectic of Ideology and Technology. The Origins, Grammar, and future of Ideology*. The Seabury Press. New York. 1976.

Gunter, Jonathan F. *Draft Report on US Information, Education and Cultural Exchange and The Debate on the World Information Order*. Academy for Educational Development, Washington. DC. 1978.

Hollnsteiner, Mary Racelis. « People Power. Community Participation in the planning of Human Settlements », m *Carnets de l'Enfance*. Vol. 40. UNICEF. Geneva. 1977.

Hornet, Roland, Cater, Douglas and Robinson, Glen. *Communications and Society*. Aspen Institute for Humanistic Studies. New York.

*Hindsight : The Future of Communications*. London, 1976. International Institute of Communications. Issues in

Jackson, Karl D. and Pye, Lucian W. *Political Power and Communications in Indonesia*. University of California Press. Los Angeles. 1978.

Kaplan, Martin. *The Critique of Science*. Aspen Institute for Humanistic Studies. New York. 1975.

Kearl, Bryant E. - Communication for Agricultural Development », in *Communication and Change. The Last Ten Years* and the next edited by Wilbur Schramm and Daniel Lerner. University Press of Hawaii. Honolulu. Hawaii.

Lakatos, Imre. and Musgrave, Alan. *Criticism and the don*. 1970.

Lasswell, Harold. *Communications In a Divided World Opportunities and Constraints: The Louis G. Cowan Lectures*. International Institute of Communications. London. 1977.

Lerner, Daniel, and Nelson, Lyle M. *Communication Research - A Half Century Appraisal*. The University Press of Hawaii. Honolulu. Hawaii. 1977.

Manschot, Ben. *Media, Macht En Men sen. Over massacommunicatie en beïnvloeding*. Wetenschappelijke Uitgeverij. Amsterdam. 1974.

Porat, Marc Uri. - Global Implications of the Information Society. New approaches to Development - in *Journal of Communication*. Winter 1978. Vol. 28: 1.

Pye, Lucian W. *Communications and Political Development*. 1963.

Renfro, Ren. • How Congress is Exploring the Future -. in *The Futurist* April 1978.

Slater, J.E. *Governance*. Aspen Institute for Humanistic Studies. New York. 1976.

Soedjatmoko, « The University and the Global Community -in Centennial Celebration, Program and Addresses, Vanderbilt University. Nashville, Tennessee. USA. 1975.

Soedjatmoko. *Some Thoughts on Higher Education*, Occasional Paper No. 15. International Council for Educational Development. USA. 1975.

Susanto, Astrid, S. *Komunikasi Kontemporer*. Penerbit Binacipta. Bandung. 1977.

Susanto, Astrid, S. *Kerangka Perencanaan Komunikasi Terpadu*. Jakarta. 1978.

Susanto, Astrid, S. *Komunikasi Dengan Masyarakat Desa*. Jakarta. 1978.

Team Survey, *Masalah Komunikasi Dalam Bahasa Indonesia Di Daerah Pulau Lombok*. Fakultas Sastra Universitas Pajajaran. Bandung. 1978.

Teer, K. *The Information Industry in 1964*. Lecture. Philips Research Laboratories. Eindhoven, Netherlands. 1972.

Teer, K. *New Services and New Technologies*. Lecture. Philips Research Laboratories, Eindhoven, Netherlands. Van Peursen, C.A. *Strategies Van de Cultuur. Een Beeld Van De Veranderingen In De Hedendaagse Dank Leed-tredet*. Elsevier Nederland B.V., Amsterdam/Brussels, 1973.

Vogelaar, GAM. *Communicatie Komproes Van De Samenleving*. De Erven F Both N.V. Haarlem. 1962.

# L'UTILISATION DES LANGUES DANS LES RÉUNIONS D'OING

« Associations transnationales » a fait bonne place, en 1979, aux manifestations du cinquantième anniversaire de la Fédération des institutions internationales semi-officielles et privées établies à Genève (FUG), qui furent une réussite exemplaire à l'actif de son président Cyril Ritchie et de ses collaborateurs (1).

Le rapport du Séminaire consacré pour lors à l'utilisation des langues dans les réunions d'OING a été publié ultérieurement et distribué au Forum mondial de Bruxelles 1980.

Ce document, riche d'expérience associative, s'insère parfaitement dans nos travaux sur la communication transnationale et il nous paraît opportun de le publier ci-après.

## Préface

Le Séminaire de la FIIG sur l'utilisation des langues dans les organisations et dans les réunions d'OING fut organisé dans le but de développer un libre échange d'idées parmi tous ceux qui sont confrontés quotidiennement aux problèmes du langage, problèmes qui découlent justement du fait qu'une organisation internationale, par son essence même, doit passer outre toutes les frontières, nationales bien sûr, mais aussi culturelles et linguistiques. Une organisation internationale doit promouvoir et faciliter la communication entre tous ses membres et entre ses membres et les autres individus ou groupes d'individus. Par définition, ce genre de communication s'opère essentiellement par l'utilisation des langues.

Et pourtant, il est manifestement impossible à toute organisation internationale d'opérer dans toutes les langues normalement utilisées par tous ses membres. De plus, en changeant de contexte géographique et culturel, une langue a de fortes chances de voir ses caractéristiques, expressions, style, accents et rythmes changer également. Enfin, il n'existe pas encore de concepts ni de définitions universellement reconnus qui gouvernent la manière dont doivent être abordés les multiples problèmes auxquels les organisations internationales sont confrontées et qu'elles ont pour mission de résoudre. Et chaque année, parfois chaque semaine, de nouveaux problèmes surgissent - ou les mêmes problèmes sous un angle nouveau - et ces problèmes, les organisations internationales doivent d'une façon ou d'une autre en tenir compte et les intégrer dans leurs programmes de travail.

On pourrait donc dire, en résumé, que les langues sont les outils essentiels des relations et de la compréhension internationales et donc, de tout le processus dans lequel sont engagées pleinement les organisations internationales, à savoir : apporter davantage d'ordre, de justice, d'humanité dans les affaires de notre planète.

Le Séminaire 1979 de la FIIG réunit 44 personnes de 26 organisations différentes. En s'attaquant à quelques-uns des problèmes ou questions soulevés par son thème, ce Séminaire constituait pour la FIIG une tentative modestement ambitieuse. Quand ils organisèrent ce Séminaire, les membres du Comité de la FIIG gardèrent présents à l'esprit la très grande diversité des membres de la Fédération et le fait que, la plupart d'entre eux se trouvant soumis à des restrictions financières assez importantes, ils tireraient davantage profit d'un séminaire orienté vers des questions d'ordre pratique. Les discussions ont été centrées sur trois aspects essentiels de l'utilisation des langues; traduction, interprétation et terminologie.

C'est ainsi qu'il fut question de traduction par machines, de mise en mémoire de terminologies sur ordinateur, des techniques visant à une harmonisation des concepts par-delà les frontières linguistiques, des travaux très importants menés par l'Unité de terminologie des Nations Unies, de l'importance de l'enseignement des « langues étrangères » - c'est ainsi qu'on les appelle - de la nécessité de donner aux traducteurs et aux interprètes une formation accrue, et de celle de faire participer à cette formation les organisations internationales « utilisatrices ».

Des organisations extragouvernementales compétentes, efficaces et dont les travaux ne se recoupent pas inutilement, voilà les partenaires indispensables pour mener à bien ce travail incessant qu'est la réalisation d'un monde meilleur. Si le séminaire de la FIIG sur l'utilisation des langues parvient à aider ces organisations à améliorer leurs performances, alors il aura atteint son objectif. Par la publication du rapport de ce séminaire, le Comité de la FIIG accepte la responsabilité de donner suite aux vœux et suggestions qui y ont été exprimées. Le séminaire a été organisé et mené de façon remarquable par Mlle Alice Paquier (Fédération Internationales des Femmes Diplômées des Universités), qui en fut la présidente, et par M. Paul Tunbridge

(Commission Electrotechnique Internationale), qui en a été le rapporteur. La FIIG toute entière les en remercie vivement et remercie également les deux secrétaires de ce séminaire, Mme L. Bussard et Mlle M. Mickel. Le rapport de ce séminaire a été rédigé par Mlle Paquier. Il est d'une clarté et d'une concision exemplaires et je le recommande à l'attention de toutes les personnes et organisations concernées.  
Cyril Ritchie

## Introduction

1. Le problème des langues est un véritable casse-tête pour une organisation non gouvernementale internationale, surtout si celle-ci dispose de ressources financières restreintes. Les responsables sont sans cesse placés devant des choix pénibles; les décisions prises sont généralement source d'insatisfaction et d'irritation pour beaucoup de membres, et synonyme d'appauvrissement pour l'association.
2. Une organisation internationale est par essence confrontée au problème des langues, car elle transcende les frontières nationales et culturelles, donc linguistiques. La communication entre ses membres est fondamentale. Une association ne peut subsister et remplir sa fonction que si tous les membres sont reliés entre eux, idéalement jouissant du même droit à l'information reçue de l'organisation, partagée avec elle ou transmise à l'extérieur. Elle a besoin de l'apport de tous ses adhérents; se priver de la contribution de certains non seulement constitue un gaspillage, mais encore fausse la nature même de l'organisation.
3. Pour une ONG internationale jouissant du statut consultatif auprès des Nations Unies, qui souhaite faire entendre aux gouvernements la voix de « nous, peuples » (Préambule de la Charte des Nations Unies), il est particulièrement important que tous les mem-

(\*) Associations transnationales. Décembre 1979. n° 12.

(\*) Président de la FIIS

bres puissent communiquer leurs problèmes et leurs vœux, afin que ceux-ci puissent être, le cas échéant, transmis aux organisations inter-gouvernementales dans leur intégrité.

4. Il faut pourtant se rendre à l'évidence: la communication dans toutes les langues parlées par les membres d'une organisation internationale est irréalisable. Plus une organisation se développe, notamment en Afrique et en Asie, plus le nombre des langues dans lesquelles ses membres s'expriment le plus aisément augmente. En particulier, le coût d'un multilinguisme véritable est prohibitif.
5. Il ne faut pas sous-estimer l'aspect culturel, social, psychologique, voire politique du problème. La langue est inséparable de la culture; plus encore elle est partie intégrante de la personnalité et de l'identité d'un individu. Apprendre une langue constitue certes un enrichissement, mais s'exprimer dans une langue étrangère est le plus souvent une expérience frustrante, car les nuances ne peuvent être parfaitement rendues et la façon d'aborder les questions varie selon les langues. Au-delà des mots, il s'agit en effet de concepts, de sensibilité et de forme de pensée autres. La langue majeure de réflexion et de travail d'une association n'est pas sans influence sur sa ligne de conduite et son programme d'action.
6. Celui Qui, pour communiquer, doit toujours emprunter une langue étrangère se sent aisément en situation d'infériorité par rapport à ceux qui s'expriment dans leur langue maternelle et qui, souvent, ont peine à comprendre vraiment le problème. Ce sentiment d'inégalité peut se muer en impression d'injustice. Le privilège de certains peut être ressenti comme une discrimination ou même une manifestation d'impérialisme. A cela s'ajoute le fait que la plupart des organisations internationales sont nées en Europe ou en Amérique du Nord, le plus souvent dans un pays anglosaxon, et en restent marquées dans leurs structures et leur manière de travailler. Cela explique certaines résistances, par exemple à l'utilisation généralisée de l'anglais, et la lutte de certains pour que leur langue soit reconnue comme langue officielle. Peut-être faut-il mentionner ici l'essor pris par de nombreuses ONG en Amérique latine, d'où l'importance croissante de l'espagnol comme langue de communication.
7. Pratiquement, comment faire ? Il est impossible pour une organisation de travailler dans toutes les langues de ses membres. Il semble à plus en plus difficile de prétendre à une dimension internationale en n'utilisant qu'une langue - en l'occurrence l'anglais. (Encore faut-il reconnaître que le terme d'« anglais » recouvre des

expressions, des accents et des rythmes de parole fort différents). Il faut donc trouver un compromis, qui peut varier, au sein d'une même organisation, selon les circonstances et les moments. Les questions auxquelles une association est confrontée se posent en termes de coût et de bénéfice; elles touchent non seulement aux finances, mais à l'objectif et à la philosophie du mouvement. C'est ce qui les rend si difficiles.

8. Un personnel de secrétariat multilingue semble indispensable à une organisation véritablement internationale, mais il est très coûteux; dans quelles langues doit-il alors travailler? Les publications peuvent paraître en plusieurs langues; elles ne sont pas pour autant vraiment multilingues si la majorité des articles sont écrits dans une seule et même langue et traduits ensuite; on rédige différemment en anglais ou en français, par exemple. Et qu'en est-il de l'interprétation simultanée dans les réunions? Faut-il alourdir le budget d'une conférence pour un service d'interprétation simultanée requis par un très petit groupe de participants, qui peut-être ne seront même pas toujours présents aux séances? Où est l'équité? Jusqu'où aller dans l'effort de multilinguisme? Faut-il faire payer à tous les congressistes les frais d'un service utilisé seulement par quelques-uns? Quelle importance accorder au fait de permettre à ces quelques-uns de participer à une conférence internationale et d'enrichir par là-même l'organisation? Sur quelle base décider des langues utilisées (nombre de participants, souci des minorités, etc.)?
9. En bref, comment poser les questions, et selon quels critères, pour trouver les solutions les moins insatisfaisantes et les plus conformes à la nature et aux ressources de l'organisation?

### Les problèmes

Les problèmes linguistiques qui se posent aux organisations internationales se présentent sous trois aspects majeurs: la traduction, l'interprétation et la terminologie. Leur importance dépend, d'une part, du nombre de langues utilisées dans les activités quotidiennes d'une ONG et, d'autre part, du lieu et de la fréquence des réunions tenues en-dehors de son siège.

### La traduction

Inhérent à toute organisation et à toute communication internationale, le problème de la traduction est rendu toujours plus difficile par une terminologie sans cesse plus précise et plus diversifiée. Qui va assurer les traductions nécessaires à une organisation? C'est là un problème d'administration interne dont la solution est à rechercher à l'intérieur ou à l'extérieur de l'organisation, selon que le

recours à ces services est permanent ou occasionnel.

D'après la communication soumise par la CEI, aujourd'hui tous les traducteurs doivent être spécialisés dans leur domaine particulier, juridique, économique, médical, technique, scientifique, etc. En outre, ils doivent être au courant de l'usage terminologique dans la branche concernée, ce qui ne peut s'acquérir que par l'expérience pratique, car sous la pression des réunions le temps disponible pour consulter des sources de références est nul ou limité.

Une organisation présente au Séminaire doit fréquemment faire appel à des traducteurs extérieurs en plus de son personnel permanent, mais il devient toujours plus difficile de trouver des traducteurs expérimentés et sûrs. Le problème de savoir s'il faut employer des traducteurs extérieurs dépend des facteurs suivants:

- l'urgence des travaux de traduction et la disponibilité des traducteurs extérieurs, qui peuvent naturellement avoir d'autres engagements,
  - l'accès à une documentation interne et à d'autres documents de référence spécialisée,
  - la qualité et la conclusion des textes résultants,
  - le coût de la révision interne.
- Ne pourrait-on pas, pour alléger la tâche des traducteurs, préparer des résumés pour les longs documents? En réponse à cette question, M. Hamilton (ONU) fait remarquer que la rédaction de tels résumés requiert un art considérable et un soin particulier, surtout quand il s'agit de textes hautement spécialisés. On relève encore qu'une même langue présente deux formes: la langue de tous les jours dans laquelle on travaille, et la langue châtiée utilisée pour les textes imprimés. Abaisser la qualité de la première affecterait inévitablement la seconde.

### Formation des traducteurs

Vu l'importance et la difficulté des traductions, la qualité des traducteurs est primordiale; leur formation doit donc être solide et poussée. Voici ce qu'en dit M. L. Truffaut, président de l'Ecole de Traduction et d'Interprétation de l'Université de Genève:

Pour traduire, il faut d'abord savoir les langues étrangères. L'opération traduisante n'étant pas une équivalence de mots, le futur traducteur doit se familiariser avec les ressources sémantiques et stylistiques de sa (ou de ses) langue(s) de départ. Comprendre une langue étrangère, c'est en connaître les mécanismes internes et la valeur de leur emploi. Si traduire, c'est d'abord **comprendre** la langue étrangère, c'est aussi et au même degré la faire comprendre. D'où l'importance fondamentale de la langue maternelle. C'est seulement dans la mesure où la sensibilité du traducteur aura été aigu-

sée quant aux ressources de sa propre langue, qu'il pourra (à lire) comprendre le message qui lui est livré. Le traducteur - on a trop tendance à l'oublier - n'est pas le destinataire, mais l'intermédiaire. Comprendre les langues étrangères, les faire comprendre dans sa langue maternelle, suppose aussi un certain bagage culturel. Le traducteur doit posséder de solides connaissances sur le monde actuel, qu'il s'agisse de l'économie, du droit, de la politique ou de la socioculture. Il n'est certes pas spécialiste dans ces domaines, mais des connaissances solides élargiront son horizon en vue d'approfondir son information, de lui apprendre la documentation.

Tout futur traducteur devrait recevoir désormais une solide formation en terminologie et, si possible, avoir appris à travailler avec les machines. Les stages pratiques sont donc très importants, mais toute école universitaire professionnelle de traduction doit offrir une bonne formation en terminologie.

### La traduction automatique

Même si, de toute évidence, la traduction par machine est encore à ses débuts et si son utilisation généralisée n'est pas pour demain, les participants au séminaire écoutent avec grand intérêt une communication de Mme M. King (Directrice, Institut pour les Etudes Sémantiques et Cognitives, Université de Genève). Celle-ci se réfère aux difficultés confrontant la Commission des Communautés Européennes qui, dans un proche avenir, devrait faire face à 72 paires linguistiques (par rapport aux 30 paires linguistiques actuelles) quand le nombre de langues utilisées sera porté de six à neuf. Les avantages éventuels de la traduction par machine font l'objet d'une étude poussée. On se rend bien compte, dit Mme King, que ce genre de traduction automatique ne peut être utilisé que pour des textes de routine, par exemple des rapports administratifs de réunions ou des textes d'un caractère strictement scientifique, bref, des textes qui ne nécessitent pas des raisonnements complexes et nuancés. Il est à noter qu'au Canada les prévisions météorologiques sont traduites de cette façon depuis plus d'une année. En France, l'industrie textile, qui utilise une terminologie très spécialisée, se sert de la traduction par machine. Lors d'une discussion assez longue au sujet de la traduction automatique on souligne que dans tout genre de traduction l'essentiel est d'avoir à l'origine des textes très clairs, mais bien entendus, alors que la simplicité d'un texte est désirable, celle-ci ne devrait pas être telle qu'un texte perde la richesse naturelle de sa langue.

### L'interprétation

L'interprétation crée des difficultés aussi grandes que la traduction. On relève que

la traduction de documents et l'interprétation lors de conférences posent des problèmes entièrement différents. Les organisations présentes évoquent les expériences faites avec l'interprétation simultanée, plus satisfaisante et plus coûteuse, ou l'interprétation consécutive, moins chère mais prenant plus de temps. Le professeur Erna Hamburger signale une troisième méthode, utilisée par la CEI : une intervention est résumée, et c'est ce sommaire qui est interprété, les interprètes sont souvent des professionnels externes à l'organisation, mais il arrive aussi qu'ils soient membres de l'organisation ou fassent partie de son personnel.

On fait remarquer que les problèmes proviennent non seulement des coûts, mais également de l'inégalité des compétences du personnel disponible dans les différents pays. De l'avis général, quand des réunions nécessitent l'interprétation simultanée ou consécutive, malgré le coût élevé des billets d'avion et des « per diem », les interprètes professionnels fournissent invariablement des services très sûrs. Par contre, les services locaux d'interprétation que les pays-hôtes mettent parfois à disposition posent bien des problèmes à cause de l'inexpérience des interprètes. Par ailleurs, il est absolument nécessaire de pouvoir disposer de centres de conférences de petite et moyenne tailles, dotés d'un équipement technique adéquat pour l'interprétation simultanée. A ce propos, un participant relève les avantages de l'espéranto qui, à son avis, peut éliminer bon nombre des difficultés inhérentes à des réunions multilingues. Cette question de l'espéranto donne lieu à une discussion, et on évoque les nombreux documents, conservés encore dans les archives de la Société des Nations, où sont examinés à fond les divers mérites de l'espéranto comme langue internationale. Une des principales difficultés rencontrées par les ONG vient de l'afflux constant de termes nouveaux et de la transformation des concepts qu'entraîne la révolution sociale et technique; cette situation crée des difficultés quand il s'agit de trouver un terme équivalent dans d'autres langues.

La discussion met en valeur la manière dont diverses organisations essaient de résoudre les problèmes linguistiques auxquelles elles se heurtent. Ainsi, le Conseil Océanique des Eglises a organisé depuis 1975 un certain nombre de séminaires de formation en Afrique et dans les Caraïbes, en vue de former des interprètes et des traducteurs locaux. L'harmonisation de la terminologie a beaucoup contribué à faciliter ce travail. Un autre exemple est celui de l'Union internationale des transports routiers (IRU), qui groupe environ 100 associations nationales de conducteurs de transports routiers dans quelque 50 pays et entretient des relations avec d'autres organisations internationales, des gou-

vernements, des institutions et le public dans chacun des pays; elle utilise l'anglais et le français comme langues officielles, l'IRU a, depuis de nombreuses années, organisé un service d'interprétation en allemand à ses réunions internationales et a imprimé plusieurs publications dans cette langue.

### La terminologie

Pour beaucoup d'organisations, un des problèmes majeurs est celui de la terminologie. Comme le fait remarquer le représentant de l'ICE. «La communication internationale technique est souvent gênée par l'absence de définition. Le point est très sensible dans toutes les questions de gestion comptable : une comparaison internationale statistique est encore aujourd'hui un exercice peu rigoureux. De nombreux travaux devront être encore faits avant d'atteindre une qualité satisfaisante ».

Ce qui complique la tâche de terminologie, c'est surtout la diversité des sujets dont il doit s'occuper et le fait qu'en outre il a souvent affaire aux aspects les plus nouveaux des domaines en question. Le matériel documentaire voulu est loin d'être abondant. Il faut donc parcourir nombre de bibliographies et de catalogues d'éditeurs pour savoir ce qui se publie, sans compter que beaucoup de dictionnaires, une fois achetés, se révèlent décevants à l'usage. Un service de terminologie peut certes établir lui-même des glossaires conçus en fonction des besoins de la maison, mais cela exige beaucoup de temps et coûte donc cher. L'irruption croissante d'une nouvelle terminologie dans la plupart des domaines, social, politique, économique ou scientifique, pose des problèmes de traduction; de l'avis général des participants, il importe de mettre sans cesse à jour les lexiques, dictionnaires et glossaires multilingues, et d'instituer ensuite des banques de mots. Certains ont rencontré des difficultés quand les termes peuvent être traduits de manière différentes selon le domaine spécialisé en question parce que, dans une même langue, il peut y avoir des significations très différentes.

On a souligné qu'il convient notamment de fournir aux interprètes des références de terminologie sûres; en effet, dans de nombreux cas, interprétant des discussions hautement spécialisées, ils se trouvent obligés d'utiliser des paraphrases faute d'une terminologie spécifique. Le représentant de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) évoque le rôle important des Groupes de Travail qui produisent leur propre terminologie spécialisée sous forme de glossaires; ceux-ci sont essentiels pour la rédaction de spécifications techniques. Le professeur Erna Hamburger souligne que la CEI publie un vocabulaire électrotechnique international qui comprend environ 120.000 termes en neuf langues, les définitions étant rédigées parallèlement en

français et en anglais. Lorsque les termes dans les différentes langues ne recourent pas identiquement les mêmes concepts, un soin tout particulier doit être apporté à l'identification du domaine d'application de chaque terme. Une organisation a rencontré des difficultés en définissant l'ampleur du contenu du lexique qu'elle se proposait d'élaborer, une grande partie de son vocabulaire étant de nature technique, économique et juridique; elle n'a pas réussi résoudre ce problème de définition de manière satisfaisante. La somme de travail considérable que représentait la préparation du lexique dépassait les possibilités du personnel existant et, à défaut d'un ordinateur, il a fallu se résoudre à contre-cœur à abandonner le projet pour le moment.

L'Union internationale des Editeurs, dont les membres nationaux utilisent une grande variété de langues, veille à ce que ses documents soient rédigés dans une langue extrêmement sobre, factuelle, sans fioritures. Toutes expressions faisant appel à un contexte local, tous jeux de mots peu traduisibles, toute allusion à un événement historique limité à un ou deux pays, toute référence à un particularisme prononcé sont expurgés de leurs textes, circulaires et rapports. Les participants au Séminaire discutent des avantages que peut présenter une banque de terminologie informatisée et estiment que c'est là, en tout cas pour les grandes organisations, un outil efficace pour les traducteurs. Le problème posé par les termes doubles dans les lexiques spécialisés est un vrai problème; dans le cas de la CEI, on a même créé un Groupe de Travail spécial pour s'occuper de ce problème.

Vers la fin des années 1960, le Service des langues du COE a ressenti le besoin de fournir une « terminologie oecuménique » pour promouvoir une certaine homogénéité de vocabulaire dans ses documents et publications. L'idée était aussi que cette terminologie aiderait les églises membres à rester au courant des changements de terminologie et définirait les termes et les concepts-clés, y compris un certain nombre de termes relatifs aux finances et à l'administration. Une des difficultés fut de faire le départ entre les termes purement « techniques » et les termes plus généraux connus de la plupart des traducteurs. Le travail qui débuta en 1973 s'avéra être une tâche continue, car elle exige des mises à jour fréquentes; une deuxième édition est prévue aussitôt que les restrictions budgétaires le permettront. Un des problèmes rencontrés concernait le classement des termes dans l'ordre alphabétique, et la préparation de trois index et d'un certain nombre de renvois.

Le professeur Hamburger (CEI) souligne en conclusion qu'il faut, à notre époque où les échanges de documentation scientifique et technique se font à l'échelle mondiale, que :

- les gens à la tête du progrès soient conscients qu'ils sont responsables d'élaborer, parallèlement à tout progrès scientifique ou technique, une terminologie multilingue adéquate, et
- que les traducteurs consultent les vocabulaires spécialisés, qu'ils les appliquent scrupuleusement, mais que, en cas de moindre doute, ils fassent appel à un spécialiste de la matière dont la langue maternelle est la langue d'arrivée de la traduction.

### Le Service de Terminologie des Nations Unies

Son représentant explique que le rôle de ce service est de fournir :

1. Une bibliothèque de référence
2. Des lexiques en deux ou plusieurs langues
3. Une terminologie centralisée sous forme de fichier.

Des problèmes se sont posés lors de l'établissement d'un matériel de référence sûr qui permette aux traducteurs de fournir en retour les données nécessaires quand une nouvelle terminologie est employée.

Au cours de la discussion, les participants apprennent que le Service de Terminologie des Nations Unies est prêt à répondre à des questions de terminologie posées par les membres de la FIGG, pour autant que le travail interne le permette; il est entendu que le Service pourrait s'adresser en retour aux membres de la FIGG, pour des informations dans leurs domaines spécialisés, établissant ainsi un échange mutuellement bénéfique.

### Synthèse des discussions

Les discussions ont été si riches que tout essai de synthèse est forcément inadéquat. On peut cependant tenter de les résumer selon les grandes lignes suivantes :

#### Aspect philosophique du problème

La communication est essentielle aux relations humaines, elle est particulièrement importante pour les organisations internationales. La langue, moyen de communication par excellence, est donc un instrument essentiel des relations internationales.

La langue est liée à la culture; elle est partie intégrante de la personnalité et de l'identité d'un individu. Il existe un « pouvoir de la langue », d'où parfois des sentiments de frustration, d'intériorité, voire d'injustice chez ceux qui ne maîtrisent pas la langue employée dans un pays, une organisation ou une région. Il ne faut pas négliger les aspects psychologique, social, même politique, de l'utilisation des langues, ainsi, par exemple, le prestige d'une langue dite « internationale ».

Remarque : certaines régions du globe (par exemple les Etats-Unis) éprouvent moins que d'autres le besoin d'une communication internationale à cause de leur grandeur et de leur isolement géographique; ainsi, un vocabulaire international pour le trafic routier n'est pas nécessaire aux Etats-Unis, mais indispensable en Europe.

#### Unilinguisme, bilinguisme, multilinguisme

Unilinguisme: pour certains, l'utilisation d'une seule langue est souhaitable et à encourager (par exemple l'anglais); pour d'autres, c'est chose impossible et non désirable (appauvrissement, risque d'impérialisme d'une langue). Bilinguisme : l'anglais et le français sont les deux langues citées le plus souvent; l'utilisation de deux langues contribue à la précision de l'expression, particulièrement pour des termes techniques.

Multilinguisme : d'autres langues utilisées sont l'espagnol, l'allemand (Europe de l'Est), le japonais (domaine technique); l'utilisation des langues asiatiques pose des problèmes difficiles. Le choix des langues utilisées est lié au développement économique (par exemple pour les routiers) ou techniques (par exemple pour l'ISO et la CEI). Certaines ONG internationales travaillent en une, deux ou plusieurs langues, mais leurs membres retraduisent ensuite les textes dans leurs propre langue.

Il se pose des problèmes à l'intérieur d'une même langue (exemple: différences existant entre l'anglais d'Angleterre et l'américain. A noter que l'ONU les traductions se font en anglais et non en américain; il convient de ne pas mélanger les deux idiomes.

Une langue peut présenter divers niveaux, par exemple l'anglais littéraire, international, technique.

#### Moyens et méthodes pour améliorer la communication internationale

Un texte bien rédigé, clair et précis facilite la traduction, l'interprétation et la communication par correspondance. Pour certains participants, il convient de n'employer que des termes simples et traduisibles; pour d'autres, au contraire, il importe de maintenir la richesse de la langue.

Il faut encourager l'enseignement d'une langue étrangère. Mais selon quels critères choisir cette langue étrangère ? Les cours rapides sont utiles, mais insuffisants pour une vraie communication. A noter que, quand le besoin s'en fait sentir, on apprend ce qu'il faut d'une langue pour communiquer.

Il est à recommander que chaque organisation établisse sa propre terminologie - très spécialisée ou générale. Il s'agit souvent aussi de créer une terminologie nouvelle, en particulier dans le domaine technique. Il peut être nécessaire d'éliminer des termes doubles.

La traduction par ordinateur est encore inconnue de beaucoup; encore à ses débuts, elle transformera peut-être bientôt notre manière de travailler. Les stages de formation pour traducteurs et interprètes, professionnels ou non, pourraient être encore développés.

### Expériences et problèmes pratiques

Les organisations sont très diverses par leur but, leurs intérêts, leur travail, le nombre, le genre et la nationalité de leurs membres, leur structure et leurs moyens financiers, ainsi que leurs besoins. Elles sont pourtant toutes confrontées, d'une manière ou d'une autre, au problème des langues.

Ceux avec qui les organisations cherchent à communiquer sont des destinataires (ou utilisateurs pour les interprètes professionnels directs - participants à une réunion, lecteurs d'une publication, destinataires d'une lettre - ou indirects - public, bénéficiaires d'une organisation humanitaire ou de secours. Toute organisation doit choisir de communiquer en une ou plusieurs langues - travail du secrétariat central, contacts avec le public, réunions, relations publiques. Son choix dépend alors de facteurs économiques, des objectifs précis, des organes de direction (influence de la nationalité et de la langue des personnes aux commandes).

La question se pose toujours en termes de relation coût-bénéfice, c'est-à-dire tirer le meilleur parti possible de l'argent disponible.

### Vœux et suggestions

L'utile échange de vues et d'expériences qu'a permis le Séminaire devrait se poursuivre d'une manière ou d'une autre. Une coopération accrue dans le domaine de la terminologie est souhaitable. Peut-être pourrait-on développer les échanges et la mise en commun entre organisations d'intérêts semblables. Il conviendrait de poursuivre les contacts avec le Service de Terminologie des Nations Unies et de préciser les modalités de coopération entre ce Service et les membres de la FIG.

Des organisations pourraient éventuellement collaborer dans la formation de traducteurs - Ou d'interprètes amateurs. L'École de Traduction et d'interprétation de Genève pourrait collaborer avec des organisations internationales, sous forme encore à trouver. Il serait souhaitable de créer une sorte de « pool » de réflexion. Il est recommandé de publier un bref rapport du Séminaire.

Annexe

### Liste des documents de travail

1. But du séminaire, approche, et aspects divers du problème - document introductif préparé par la FIG *Purpose of the seminar, approach, and various aspects of the problem - introductory paper prepared by FUG*
2. *Language in the Ecumenical Movement - by the World Council of Churches*
3. Le service de terminologie en tant qu'aide à la traduction - par le Service de Terminologie des Nations Unies. *The terminology service as a support for translation - by the United Nations Terminology Service*
4. *Paper presented by the International Road Transport Union*
5. Expérience de l'ISO en matière de l'utilisation des langues - par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) *ISO's experience in using languages - by the International Standardization Organization.*
6. Utilisation des langues au sein de l'IFATCA - par l'International Federation of Air Traffic Controllers Associations
7. *The use of languages in the World Scout Organization.*
8. Utilisation des langues à l'Union internationale des Editeurs.
9. Les ONG et les problèmes posés par les activités multilingues - par
10. Document présenté par l'Institut International des Caisses d'Épargne *Paper presented by the International Savings Bank Institute*
11. De la Terminologie technique et des normes - par le Professeur Erna Hamburger
12. L'utilisation des langues dans une ONG internationale - par la Fédération Internationale des femmes diplômées des universités *The use of languages in an international NGO - by the International Federation of University women.*
13. *Language and the IEC - by the International Electrotechnical Commission*
14. Former des traducteurs - par le Professeur L. Truffaut, Ecole de Traduction et d'interprétation de l'Université de Genève.
15. *Evaluation of the 1978 version of the Systran English-French automatic system of the Commission of the European Communities - by Mr Georges Van Slype*
16. Équité, efficacité, richesse culturelle et communication linguistique - par M. Claude Piron, Institut International de Psychagogie et de Psychothérapie.

l'Alliance Internationale de Tourisme  
WGOs and problems of multilingual activities - by the International Touring Alliance.



Lo Lac Léman

# THE MAJOR CONCERNS OF THE INDEPENDENT VOLUNTARY SECTOR (IVS)

The present project has attempted to keep the question of policy-relevance in the forefront.

We have not been interested in simply discovering and describing all kinds of needed research on voluntary action and the voluntary sector. Instead, we have tried to surface those kinds of research needs that are directly related to « things that matter » in the real world of voluntary action and voluntary associations. In order to take this approach, we first had to find out precisely what are these « things that matter » as far as the voluntary sector is concerned.

As part of the preparation for the workshop, the project staff and consultants drew up a fairly comprehensive list and description of possible major concerns or « values » relevant to the independent voluntary sector (hereafter abbreviated as « IVS ») and its component voluntary groups and programs (see Appendix B).

The purpose of providing this list was to stimulate reflection and informed choice by participants among the numerous alternatives, without limiting participants to the more than seventy concerns presented.

The list provided something solid to react to and elaborate on, rather than asking each participant and small discussion group at the workshop to start from scratch.

Whether we use the term « concern », « value », « ultimate objective », « end », or some related term, the crux is to find out what we care about in voluntary action and the IVS in general, as well as discovering what is important for major sub-segments (movements, types of groups) of the voluntary sector. Prior to and during the workshop we generally used the term - value » to indicate what mattered. This term bothered many participants. The term - concern » may be a better way to convey the meaning intended.

The several small discussion groups at the Workshop first discussed what their concerns were in the field of voluntary action. Because of the purposely varied mix of individuals present in each small group, one might have expected a total lack of consensus on what matters and what is important for the IVS. Or if by chance there was consensus in a particular small group, there might have been very little

consensus among and across the eight parallel discussion groups. Such was not the case.

Encouraging a full range of discussion and the expression of dissenting views in all of the groups while at the same time pressing for a « working consensus » led to the selection of a composite total of only 19 different values chosen as especially important for voluntary action. We were surprised that the number of high priority values or concerns were small enough to be kept actively in mind, given the usual diversity of views on the nature and role of voluntary groups. In fact a few of these were raised by only one or two people in pre-workshop inputs rather than at the Workshop itself. We have collated all of these suggestions for major values or concerns of the IVS irrespective of how many people choose them and irrespective of whether they were discussed extensively at the workshop. This inclusive approach was taken to avoid an implicit bias against unusual or currently unpopular concerns.

In creating a composite list based on inputs by the project participants, however, we have made some analytical judgments about similarity and difference that could readily be argued. We have classified several different versions of the same issue or concern under a single category where we found this appropriate and separated out statements of multiple concerns into their component parts. The result of all this analytical work was a set of concerns about voluntary action that was both important and useful for several reasons.

First, on a practical level, this relatively brief list allowed a high probability of getting a significant number of workshop participants and others to rate (through the mail) priorities among this already highly selective list of concerns. Second, in their original form, as the handful of major concerns of each specific workshop discussion group, these concerns guaranteed a continuous focus on policy-relevance in the deliberations of the workshop participants. These 19 concerns in their various guises and distributed among the set of working groups provided the « reality testing » for all considerations of possibly needed research. These concerns were the collective answer to the question » Research for what ? »

Third, going beyond the bounds of the present project, this set of concerns can usefully help focus and define the policy-relevance of a great deal of voluntary action research now being done, done in the past, or proposed for the future. If a particular piece of research dealing with voluntary action is not relevant to any of these concerns, then the chances are good that it is not especially relevant to current and near future policy concerns of the IVS. By contrast, research that is relevant to one or more of these concerns is likely to be policy-relevant and useful, especially if the results are appropriately communicated to the potential users.

To state the foregoing is not to suggest that the kinds of concerns that emerged from this project are the only possible policy-relevant concerns that might be delineated for the IVS and voluntary action. A set of participants with a markedly different composition would doubtless produce a somewhat different set of concerns, as would a different method or process used with the participants in the present project. Nevertheless, the present set of concerns have a number of » virtues » to recommend them for future use as a » rule of thumb » test of the policy-relevance of voluntary action research.

Some of these advantages or « virtues » are the following : This set of concerns comes out of the serious, sustained discussion by nearly seventy » experts « all focusing on the same problem - defining the major concerns (or values) of voluntary action. These discussions did not take place in one larger plenary session of a formalized sort where most people are listening rather than participating. Instead, there were eight small groups involved in face-to-face discussion, each one tackling the whole problem from their own self-defined viewpoint.

These concerns did not arise from the narrow, one-sided discussions that might oc-

Extract from : VOLUNTARY SECTOR POLICY RESEARCH NEEDS: Report of a Participative Inquiry coordinated by The Center for a Voluntary Society

Written and Compiled by  
David Horton Smith, Project Director  
Frank Penna  
Cathy Nikkel Orme

Richard D. Ready

→ Washington, DC January 1974

Cur if only representatives of a particular Kind of voluntary action, a particular social science discipline, or a particular government agency were involved. Every one of the small discussion groups had a cross-section of individuals representing the experiences and perspectives of different academic disciplines and professions, different kinds of voluntary action (both service-oriented and issue-oriented groups), and different government agencies (and even levels of government - state vs. federal), as well as including some representatives of the foundation community. Hence the resulting list of major concerns should be broadly representative of the Kinds of policy-relevant concerns perceived and felt by knowledgeable people who are themselves somehow concerned with the voluntary sector, whether from within or without.

### Internal Ranking of the Macro-Level Concerns (For IVS as a Whole)

In spite of the carefully structured process that led to the list of values, one might still doubt the relative importance of the different concerns surfaced for the IVS as a whole. Some critics might argue that in going to great lengths not to exclude certain concerns that are put forth by only one or a few persons, we are making the resulting list a mish-mash rather than a clear set of high priorities. In order to deal with this point we went back to the participants with the list of 19 and asked for priority ratings. « Thus, if one is interested in the whole set of 19, they are to be found below and subsequently in other chapters of this report. On the other hand, if one is interested in the highest priority concerns selected from this list of 19 already high priority concerns, we also present these results - the » crème de la crème ».

The results of setting priorities within the list of 19 major concerns can be seen in Table 1, where the 19 concerns are presented in descending order of importance as indicated by the panel of 59 individuals responding by mail to this part of the project activities.

These priority ratings were requested not only from the persons attending the workshop itself but also from a larger panel of potentially interested and knowledgeable persons chosen similarly to the original workshop members. All figures are reported on the basis of the 59 individuals who had responded by the time the present report was compiled.

In talking about relative priorities within the set of 19 values, there are some methodological considerations that must be mentioned briefly and kept in mind. There are many ways to measure statistically the relative importance of each concern - the mean, the median, the mode, etc. We have settled on a very simple statistical

approach for our reporting here. Each concern was rated by participants on a scale from 1 to 10 indicating relative importance. We determined the total number of ratings given each concern on the top three points of the scale (8 to 10) as the best simple indicator of how important the set of participants felt each concern to be for the IVS as a whole. This score determines the rank order of concerns in Table 1 (in case of ties, the number of participants giving ratings of «9» or «10» broke the tie). In subsequent chapters we shall mention what is shown by other ways of measuring the priority of each concern, whenever this seems noteworthy.

**Table I.**

The High Priority Concerns of the Voluntary Sector: A Ranking\* by Responding Participants (N = 59).

- Rank 1 : Increasing citizen participation in policy decision-making of all kinds of institutions and organizations - government, business and voluntary; increasing the diversity of individuals and groups participating in decisions in and through voluntary groups and participation networks. (9)
- Rank 2 : Promoting and experimenting with innovation in and through the voluntary sector and its groups, serving as a catalyst for change and adapting to change in society, then diffusing these innovations to both business and government sectors. (8)
- Rank 3 : Achieving a balanced distribution of power by strengthening voluntary action and the voluntary sector as the countervailing force to the government and business sectors. (9)
- Rank 4 : Promoting through the action of voluntary groups and citizen participation the equitable distribution of opportunities and services of society, with special concern for improving economic and social justice for all racial and ethnic groups. (9)
- Rank 6 : Providing the independent voluntary sector and its component groups with adequate financial resources and increasing their ability to survive financially. (8)
- Rank 7 : Increasing and improving the external effectiveness of voluntary organizations in attaining and achieving their goals in the larger community and society. (8)

Rank 8 : Increasing the voluntary sector's contribution to the quality of life; developing through voluntary groups a creative vision of the future with more attention to human values (rather than material values) and life forces (rather than death forces). (8)

Rank 9 : Increasing the knowledge and information base for the voluntary sector and its component groups, with special attention to defining the scope and magnitude of the voluntary sector in our society. (8)

Rank 10 : Increasing the freedom of inquiry with respect to the voluntary sector and voluntary action; stimulating research on « unresearchable », politically or economically sensitive, or taboo topics of citizen participation. (8)

Rank 11 : Stimulating maximum informed voluntary participation by all kinds of people; promoting growth in the quality and quantity of volunteers, voluntary groups, and citizen participation networks of all kinds. (8)

Rank 12 : Increasing the role of the voluntary sector in reducing divisive conflict and promoting creative conflict; optimizing the voluntary sector's contribution to social integration and a shared sense of trust in society. (8)

Rank 13 : Increasing the viability of voluntary groups as mechanisms for amplifying the power and effectiveness of the individual, contributing to personal growth through knowledge and self-awareness, helping in personal transformation, and providing individual self-fulfillment. (7)

Rank 14 : Maximizing freedom of choice and minimizing explicit coercion or implicit constraint in individual and group voluntary action, so that peoples are free to associate or not in groups of their choice; eliminating cultural and linguistic imperialism with groups. (7)

Rank 15 : Attaining the proper balance of function and service delivery between (a) the voluntary sector and its component groups

\* This ranking is based on the number of participants giving a rank of 8, 9, or 10 to each concern, with ties broken by the number giving a rank of 8 or 10. The number in parentheses after each concern is the median rank received by that concern, to 10, absolutely vital.

<p>and (b) the government sector and its agencies. (7)</p>	<p>arrived at in the present subject area).</p>	<p>concern that our participants rated as especially important for the independent voluntary sector. None of these clusters is totally secondary in importance in terms of our criterion measure.</p>
<p>Rank 16: Achieving successful internal organization of voluntary groups and the voluntary sector: improving the structure and mobilization of the voluntary sector and citizen participation. (7)</p>	<p>Virtually all prior attempts to specify the broad scale policy concerns for voluntary action (and there have been very few) have taken one or another special viewpoint and represented primarily one or another segment of the IVS, rather than looking at the needs and problems of the sector as a whole in our society. Here we have tried to focus steadily on the whole « forest », as well as being interested in particular « trees » and clumps of trees (segments of the IVS).</p>	<p>(1) Of the six clusters, the most important one overall deals with the impact of the independent voluntary sector in society.</p>
<p>Rank 17: Promoting greater inclusiveness of the voluntary sector and its component groups, so that all diverse elements of the population become participants in voluntary action programme and operations. ** (7)</p>	<p>To use another relevant analogy, we have in this project tried to understand the concerns relevant to the whole « war » that the IVS is waging to accomplish multifarious goals, rather than getting lost in the details of particular skirmishes and minor battles however important these may be (and whether these battles be for a better environment, better health care, less discrimination, more and better art, or whatever). The « war » analogy is appropriate in the sense that many of the goals sought by the voluntary sector, perhaps most, require mobilization of numerous individuals each of whom needs to be equipped especially to accomplish a particular task against significant opposition, and where each role performed forms a part of a larger whole whose realization is supported by a fairly well-defined ideology. Where the « war » analogy breaks down is in terms of the social organization or social structure of voluntary groups, which can range from the highly hierarchical and military-like Salvation Army or Boy Scouts all the way to the very loosely structured and « officially » leaderless student movements and groups involved in anti-war protests in the 1960's.</p>	<p>All three of the concerns forming a part of this cluster fall into the top ten and one of three falls into the top five in Table 1. The project participants are thus saying that the role of the IVS is especially crucial in promoting the equitable distribution of goods and services in society (Rank 4), in developing a creative vision of the future and contributing to the quality of life (Rank 8), and in generally having an external impact on society by achieving the goals of various kinds of voluntary groups (Rank 7).</p>
<p>Rank 18: Increasing the power of the voluntary sector and its component groups by maximizing self-consciousness and self-confidence regarding the social, economic, political and psychological origins and functions of citizen participation and voluntary action. (6.5)</p>	<p>The 19 major concerns of Table 1 can be clustered in various ways. We find it useful to put them into six main clusters in order to gain an overview of what they mean.</p>	<p>(2) The second most important cluster is the set of concerns dealing with the power and service balances between the independent voluntary sector and the government and business sectors. Two of the top five concerns from Table 1 are among the total of three concerns that comprise this cluster. Most important here is the role of the IVS in achieving a more balanced distribution of power among the three major sectors of society, with the IVS serving increasingly as a counterforce to the government and business sectors (Rank 3). But this power balance must be accomplished, in terms of the concerns expressed by project participants, with an accompanying increase in the accountability of all three sectors to the public (Rank 5). Achieving a better service delivery balance between the IVS and government agencies is comparatively less important but still a major concern (Rank 15).</p>
<p>Rank 19: Clarify the positive and negative side effects and unintended impacts of voluntary social participation upon society and upon the individual. (6)</p>	<p>These six clusters constitute the organizing structure for the remainder of this document, as we report on the kinds of research needs that have been suggested under each of the 19 areas of concern in the next six chapters. Before turning to that more detailed reporting of research needs, however, we would like to note briefly the relative importance of the different clusters of concerns that can be inferred from Table 1.</p>	<p>(3) The third most important cluster deals with the internal and structural needs of voluntary organizations and the independent voluntary sector. Most important here are the concern for providing the IVS and its component groups with adequate financial resources (Rank 6), increasing the knowledge and information base for the voluntary sector and component organizations (Rank 9), both of which are among the top ten concerns. The concerns for increasing the self-consciousness and self-confidence of the IVS (Rank 18) and for achieving successful internal organization of the IVS and voluntary groups (Rank 16) are somewhat lower in priority.</p>
<p>Perhaps the most striking result of the process of rating the 19 concerns is the fact that every one of these concerns found a number of advocates within our set of participants making their ratings independently of each other. The median rating given to any of the 19 concerns was never below 6 on the scale of 10. Nearly two-thirds (12/19) of the concerns had a median rating of 8 or greater on a scale from 1 (totally unimportant) to 10 (absolutely vital).</p>	<p>To make this analysis as simple as possible, we have determined how the top five and the top ten concerns are distributed among the six major topical clusters. When we take this view, the following conclusions emerge:</p>	<p>(4) The fourth cluster of important concerns deals with the role of the independent voluntary sector in affecting conflict and change in society. Among the top five concerns in Table 1 is the promotion of in-</p>
<p>Thus, as we had expected, this set of 19 concerns as a whole already represent matters of substantial importance to voluntary action and the voluntary sector in the judgment of the majority of participants in the present project and the rating process. The lower ranking concerns in the list of 19 are not unimportant, but rather are comparatively less important than the higher ranking values in terms of the ratings made. None can be dismissed even though some concerns seem more pressing than others. Emphasis on this point is necessary lest the present rank ordering be misinterpreted.</p>	<p>Every one of the six major topical clusters contains at least one of the top ten concerns listed in Table 1. This means that each broad topical area includes some</p>	<p>** Note that greater diversity of participation in policy decision making, vs. diversity of participation in general, is part of the top ranked concern</p>
<p>As a simple rank ordering of the 19 major concerns for (the voluntary sector, Table 1 needs little interpretation. It summarizes briefly and for the first time anywhere, to our knowledge, the full range of high priority policy concerns for the independent voluntary sector as whole. This focus on the IVS in general is what is most unique (quite aside from the uniqueness of the</p>		

novation in our society through the IVS and its component groups acting as catalysts to change and adapting to change (Rank 2). This cluster also includes the somewhat less important concern for increasing the role of voluntarism in reducing divisive conflict and in increasing creative conflict, in order to promote social integration (Rank 12).

(5) The next most important cluster deals with individual participation and access to decision-making through the independent voluntary sector. This cluster contains the top-ranked concern for all participants in the project : increasing the participation in policy-level decision-making in both voluntary associations and in government as participation is brought about through the action of voluntary associations. This concern has a number of sub-aspects we shall go into later. But the cluster as a whole also contains other major concerns of less comparative importance, including the stimulation of maximum informed voluntary participation (Rank 11 ), the improvement of self-fulfillment and personal growth through voluntary action and voluntary association experiences (Rank 13), the promotion of greater inclusiveness in voluntary associations and the IVS (Rank 17), and the maximization of freedom of choice in regard to participating or not participating in voluntary groups and the IVS (Rank 14).

(6) Finally, the last cluster of concerns deals with the matter of inquiry regarding the independent voluntary sector. Among the top ten concerns in Table 1 is increasing the freedom of inquiry with respect to the voluntary sector and voluntary action-researching the « unresearchable » and thinking about the « unthinkable » in this subject area (Rank 10). Also included is the somewhat lower concern for clarifying the positive and negative side effects and unintended impacts of voluntary social participation on society and on the individual (Rank 19).

The foregoing conclusions are based on the participants' ratings of all 19 areas of concern and give a good overview of how these concerns are viewed. Judging one concern to be important does not prevent one from rating any or all others as equally important. However, in reality putting emphasis on dealing with a few concerns necessarily means relative neglect of several other possible concerns, however important they may be in an absolute sense.

For this reason, it is also interesting to examine the results of each participant's choosing the top five concerns for the independent voluntary sector from among the set of 19. It was these top five that each participant was asked to rate in more detail regarding the various kinds of needed research rather than having to rate research areas under all 19 concerns.

The question effectively put to each participant was : » If you had to choose only five major concerns out of these 19 as most important for the independent voluntary sector, which would they be ? » This forced each respondent to look back over the ratings he or she had given to the set of 19 and to pick the highest priority concerns balancing each against every other.

When compared with the results in Table 1, some interesting changes in rankings occurred in Table 2 (where we have preserved the rankings-all based on the number of times a concern is rated in the top five by a participant, see page 15).

Overall, the rankings in Table 2 are quite similar to those in Table 1. The large majority of concerns have a ranking within two places of where they are in the first rank order. The largest change in rankings that occurs involves a move of only eight places, and fairly substantial changes of four or more places occur for only three concerns out of the total set of nineteen.

What are these concerns that « when push comes to shove », undergo marked changes in relative priorities according to ratings by our project participants ?

The biggest change occurs for the concern for stimulating maximum informed voluntary participation by all kinds of people. This concern comes out of the middle rankings (Rank II in Table 1 ) and into third place in Table 1 (chosen in the top five by over 1/3 of the participants) because our participants view this matter as much more crucial when forced to choose between it and other concerns. In a way this concern for more voluntary participation of all kinds can be seen as underlying many other concerns of the independent voluntary sector. This primary concern affirms the basic meaning and value of citizen participation and the IVS in society.

Another big change is a drop from Rank 6 to Rank 11 for the concern with more adequate financial support for the independent voluntary sector. Apparently, many participants feel that increasing the financial viability of the IVS and voluntary groups in general is quite important. But when this goal must be weighed against various other high priority goals, the need for better financial support pales a bit in significance within the total set of 19 major concerns. This is interesting because, of course, money is not the distinguishing feature of the IVS and voluntary action. Other concerns and values emerge as much more important when stacked up against the matter of finances.

A similar big drop in ranking is experienced by the concern for the role of the IVS in experimenting with innovation. Although still ranked quite high (Rank 7.5, tied for 7th place) in Table 2, this innovative role seems somewhat less important in a competitive choice situation than

when all high independent scores are simply summed.

Finally, there is a sharp rise in the ranking of the concern for clarifying the positive and negative side effects and unintended impacts of voluntary action, going from last place in Table 1 to a Rank of 14 in Table 2. However, this jump is made somewhat less meaningful by the fact that only four participants' choices produce the difference. There is much general similarity of the scores for concerns Ranked 9 to 19.

Even with the carefully chosen mix of participants involved, the results might have shown that certain of the 19 major concerns surfaced as high priorities by this project are universally considered unimportant when put in competition with other concerns.

Table II.

Ranking\* of High Priority Concerns of the Voluntary Sector as Reflected by Number of Choices Among the Top Five by Responding Participants (N = 58).

- Rank 1 Increasing citizen participation in policy decision-making of all kinds of institutions and organizations-government, business and voluntary; increasing the diversity of individuals and groups participating in decisions in and through voluntary groups. (=1)
- Rank 2 Achieving a balanced distribution of power by strengthening voluntary action and the voluntary sector as the countervailing force to the government and business sectors. (=3)
- Rank 3 Stimulating maximum informed voluntary participation by all kinds of people; promoting growth in the quality and quantity of volunteers, voluntary groups, and citizen participation networks of all kinds. (= 11)
- Rank 4 Promoting through the action of voluntary groups and citizen participation the equitable distribution of opportunities and services of society, with special concern for improving economic and social justice for all racial and ethnic groups. (=4)
- Rank 5 Increasing and improving the external effectiveness of voluntary organizations in attaining and achieving their goals in the larger community and society. (#7)
- Rank 6 Increasing the voluntary sector's contribution to the qual-

\* The rank of each concern in Table 1 is indicated in parentheses after its description in this table.

ity of life; developing through voluntary groups a creative vision of the future with more attention to human values (rather than material values) and life forces (rather than death forces). (#8)	<b>Rank 15 Promoting greater inclusiveness</b> of the voluntary sector and its component groups, so that all diverse elements of the population become participants in voluntary action programs and operations. (# 17)	groups and (b) the government sector and its agencies (#15).
Rank 7.5* Promoting and experimenting with innovation in and through the voluntary sector and its groups, serving as a catalyst for change and adapting to change in society, then diffusing these innovations to both business and government sectors. (= 2)	<b>Rank 17** Maximizing freedom of choice</b> and minimizing explicit coercion or implicit constraint in individual and group voluntary action, so that people are free to associate or not in groups of their choice; eliminating cultural and linguistic imperialism within groups. (= 14)	<b>Rank 17** Achieving successful internal organization</b> of voluntary groups and the voluntary sector; improving the structure and mobilization of the voluntary sector and citizen participation. (=16)
Rank 7.5* Increasing the accountability of all sectors and organizations - voluntary, governmental, and business - to the public. (#5)	Rank 17** Attaining the proper balance of function and service delivery between (a) the voluntary sector and its components	Rank 19 Increasing the power of the voluntary sector and its component groups by maximizing selfconsciousness and self-confidence regarding the social, economic, political and psychological origins and functions of citizen participation and voluntary action. (=18)
<b>APPENDIX B</b>		
<b>Possible concerns (Values) * of the Independent Voluntary Sector and Voluntary Groups.</b>		
Rank 11** Providing the independent voluntary sector and its component groups with adequate financial resources and increasing their ability to survive financially. (= 6)	A. Increasing economic resources : increasing the sum of the control over money, goods, and services possessed by and/or available to the voluntary sector/type of voluntary group, such as the following :	relationships with other groups or individuals (« good will »).
Rank 11 ** Increasing the knowledge and information base for the voluntary sector and its component groups, with special attention to defining the scope and magnitude of the voluntary sector in our society. (#9)	1. Increasing manpower/time commitment: the available human resources, including the amount and kinds of skills and talents that can be called upon and the availability of those talents and skills on both a routine and an « emergency » or « special » basis; constituency; membership; volunteer person hours available.	6. Increasing ability to pose an economic threat : the mutually recognized ability to impose economic sanctions on individuals or groups (e.g., boycotts, strikes, threat of firing a person or cancelling a contract, etc.).
Rank 11** Increasing the freedom of inquiry with respect to the voluntary sector and voluntary action; stimulating research on « unresearchable », politically or economically sensitive, or taboo topics of citizen participation. (= 10)	2. Increasing income : the money received as a result of payment (dues, fees, contracts) for services and activities, or from other sources (endowment, grants, donations, bequests, etc.) to support services and activities.	B. Improving status : improving the relative ranking or standing of the voluntary sector/voluntary groups in comparison with other sectors/groups, in terms of the following :
Rank 11 ** Increasing the role of the voluntary sector in reducing divisive conflict and promoting creative conflict; optimizing the voluntary sector's contribution to social integration and a shared sense of trust in society. (= 12)	3. Increasing land/real property : the land, buildings, and other physical facilities owned or to which access is available.	1. Increasing fame: the extent of being « known » by various publics without regard to their respective evaluations, positive, negative or neutral.
Rank 11** Increasing the viability of voluntary groups as mechanism for amplifying the power and effectiveness of the individual, contributing to personal growth through knowledge and self-awareness, helping in personal transformation, and providing individual self-fulfillment. (=13)	4. Increasing miscellaneous property : equipment, supplies, and other goods used in activities (e.g., research libraries, laboratory supplies and equipment, vehicles of various kinds, media-related supplies and equipment, furniture, appliances, files, etc.).	2. Increasing prestige : engaging in activities that are valued but are not commonly open (with the same value potential) to all those who might wish to engage in them.
Rank 14 Clarify the positive and negative side effects and unintended impacts for voluntary social participation upon society and upon the individual, (# 19)	5. Increasing other assets : economic potential (beyond manpower, income, land/real property, and miscellaneous property), including savings and endowment, overall ability to pay for expenses (cash flow pattern), ability to borrow and use money or other resources required (credit status), and the potential economic value, if any, of	3. Increasing respect: meriting special consideration due to the evaluation of the inherent nature of the activities engaged in, people involved, goals sought, positions taken, or views expressed; deserving honor and recognition.
		4. Increasing age: the number of years a person or group has been in existence, as an indication of prior contributions, seniority, and respect due.
		<small>value scheme proposed by Harold D. Lasswell (1958). Richard P. Resdy and David Norton Smith worked out this elaboration. Although applied to the IVS and voluntary groups, the scheme has general applicability. It might serve as a guide for self-evaluation of individual, group or institutional assets.</small>
		<small>** Tie rankings were not resolved in this table</small>

- 5. Affirming lineage : the relationship of a person or group to its originating forces and to other kindred persons or groups, especially insofar as these have had wealth, status, and/or power in their own right.**
- 6. Improving overall image :** a global assessment of self presentation and perception by others: what is known, thought, and felt about a sector /type of group.
- C. Increasing power, influence, authority :** increasing the ability of the voluntary sector/voluntary groups to affect the actions of other individuals/groups/sectors and the manner and the contexts within which that ability is used, as follows :
- 1. Increasing raw power :** the ability to affect the actions of other individuals or groups, without regard to their desires and without their consent, through physical force or threat of using such force.
  - 2. increasing structural authority :** the ability of the person or subgroup holding a recognized position within a social system to affect the action of individuals or groups within that system in a way that is seen as legitimate by those involved.
  - 3. Increasing political influence :** the ability to shape and/or alter political thinking, processes, and decision-making in themselves and/or the framework within which they occur without necessarily using raw power, structural authority, or even being involved in a particular formal organization or system.
  - 4. Increasing control-order :** the use of various kinds of power or authority through sequences of managed/controlled events to bring about desired ends for an individual, group, or social system.
  - 5. Increasing responsibility:** the legitimate mandate, moral expectations, and job description of an individual or group exercising power, as viewed by all relevant persons and groups.
  - 6. Increasing accessibility:** the capacity of those in power to be reached and affected by those they affect or control.
  - 7. Increasing accountability :** the review, evaluation, and sanctioning (control of rewards/punishments) of people, activities, means, and procedures in the light of the accepted value standards and the legitimate mandate being exercised regarding means and ends.
  - 8. Increasing respect for minority rights/dissent :** the consideration given by those in power to the legitimacy, value, and validity of differing views and opinions held by relatively small or disadvantaged groups of people within a system.
- 9. Increasing pluralism : the existence** of a substantial number of efficacious groups representing various interests, concerns, and points of view in each of a wide variety of areas of interest, concern, and activity within a social system or territory.
- 10. Increasing freedom of association:** the freedom to meet with others and to join with others (individuals or groups) in activities of mutual concern and interest without interference in such activities by governmental agencies or other groups.
  - 11. Increasing freedom of communication :** the freedom to express, share, and disseminate ideas, beliefs, and opinions by the societally available means for such activity without interference by governmental agencies or other groups.
- D. Acting according to morality, idealism :** acting in terms of « high » value standards and goals, and the assessment and evaluation of people, activities, practices, and procedures in terms of these standards and goals.
- 1. Increasing concern for the public interest/altruism :** the pursuit of the general good or good of others without primary regard to direct personal or organizational gain or benefit.
  - 2. Increasing moral authority :** legitimate power to affect actions, based on the recognized ability and/or mandate to interpret « higher » value standards by which activity and behavior may be evaluated and judged.
  - 3. Increasing justice :** the perceived « fittingness » of the outcomes of activities and events in terms of socially accepted value standards.
  - 4. Increasing contribution to the accountability of others :** the effect of an individual/group/sector's activities and efforts to change another individual/group/sector's accountability (using accountability here as defined in C 7).
  - 5. Increasing morality :** the « rightness » of activity in terms of socially accepted « higher » value standards for judging a given type of activity.
  - 6. Increasing idealism :** the active pursuit of and follow-through on ideas, ideals, and beliefs, especially those based on « high » value standards, altruism and morality.
- E. Increasing knowledge, awareness, information :** increasing the nature, quality, and effects of what is or may be known, including both perceptions that we cannot express as well as ideas that we can communicate, especially as such knowledge is relevant to voluntary action and the voluntary sector.
- 1. Increasing information :** what may be known descriptively and conveyed concerning a person, event, group, situation, object, activity, etc.
  - 2. Improving expertise:** special abilities and skills based on training and/or experience in the use and application of specific forms of knowledge, usually technical in nature.
  - 3. Increasing wisdom :** knowledge of what is true or right coupled with just judgment as to action.
  - 4. Increasing realism :** the extent to which information or knowledge effectively and accurately encompasses and portrays existing or prior conditions, processes, events, and states.
  - 5. Increasing the provision of alternative definitions of reality/morality:** the extent of encouragement for and provision of differing understandings of the nature of the world and/or conditions, events, and processes occurring within it, as well as differing value bases on which judgments might be made about the rightness, goodness, or value of these situations.
  - 6. Increasing openness :** non-secreteness and the willingness to share information/knowledge.
  - 7. Improving freedom of inquiry:** the freedom to seek needed or desired new information without hindrance.
  - 8. Increasing privacy :** the right to protect and not share certain information of a personal, proprietary, or potentially self-damaging sort.
  - 9. Increasing self awareness :** being conscious of one's role, powers, talents, and contributions as well as one's weaknesses, problems, needs and failings.
- F. Achieving successful internal organization :** increasing the appropriateness of the intraorganizational activities/policies in terms of their ability to attain voluntary group/sector goals through the following aspects :
- 1. Increasing successful internal organization :** use of the most fitting structure/design, policies and operational procedures to best aim at the ends of the organization/sector, and to best meet challenges to the attainment of those ends.

- 2. Increasing appropriateness of means to situation and to ends :** the « fittingness » of the approaches taken by the organization or sector in terms of the resources, the context in which it is operating, and the ends it hopes to attain.
- 3. Improving style :** the quality of the way that the group/sector works or operates; flair; elegance.
- 4. Increasing thoroughness :** the completeness, breadth, persistence, and degree of followthrough manifested in the group or sector's activities.
- 5. Increasing optimization of resource access :** attaining the best mix of access to skills, information, materials, wealth, manpower, etc., in view of the goals sought and existing means to them.
- 6. Increasing optimization of planning for the future:** appropriate planning for future needs and problems of the group/sector, recognizing prior trends and probable future events, but without precluding future flexibility and responsiveness.
- 7. Increasing commitment/dedication :** the depth of motivation of the group/sector in its efforts and activities on a daily basis and in its overall determining to attain its specified ends.
- G. Achieving external effectiveness :** increasing the overall influence and outcomes of the voluntary group/sector on various specific aspects of the external environment or participants themselves.
- 1. Increasing objective impact :** objective outcomes of the group/sector activities on participants and various aspects of the external environment, including individuals, groups, and sectors of society.
- 2. Increasing success :** the degree to which objective impact is consistent with the aims and goals the group/sector has set for itself.
- 3. Increasing complementarity/unique-ness :** the goodness of fit of a group's or sector's activities with the activities of other groups/sectors involved in related efforts; non-redundancy of effort and activity relative to other groups/sectors.
- 4. Improving cooperation :** the degree that the group or sector works together with other groups or sectors sharing similar and related interests and goals.
- 5. Increasing relevance to current and future needs of the larger community/society :** the match between the activities and goals of a group/sector and the actual current and probable future needs of the community and larger society or world.
- H. Promoting innovation :** the continuing creation of new approaches and adaptation to emerging and changing demands by the voluntary sector or voluntary groups in terms of the following:
- 1. Improving flexibility:** the potential to meet emerging demands created by changing internal conditions and changing external environment, either through instituting new or revising old approaches, programs, policies, processes, and procedures.
- 2. Increasing innovativeness :** the actual initiation and implementation of substantially new and different programs, approaches, policies, and procedures.
- 3. Increasing provision of feedback to the other systems :** actual communication to other groups/sectors that is designed to foster a broader and more complete awareness of the effects (positive, neutral, and negative) of their activities and related events.
- 4. Increasing change advocacy :** arousing in others an awareness of the need for change, and working to bring about those changes that are perceived to be needed.
- I. Contributing to personal growth :** contribution to the fullest and broadest development of personal potentialities through experiences, involvement, and activities in voluntary groups and the voluntary sector, with regard to the following facets :
- 1. Increasing contribution to a sense of competence :** fostering the ability to act meaningfully, usefully, and effectively to achieve self-defined goals/ends.
- 2. Increasing contribution to appropriate involvement :** helping individuals/groups/sectors to choose and follow a course of action and level of participation most suited to their interests, resources, abilities, goals, and the requirements of the situation.
- 3. Increasing contribution to self-actualization :** fostering personal growth and psychosocial development, overall as well as in specific activity/interest areas.
- J. Contributing to enjoyable interpersonal relations :** contribution to the positive feelings, meaningfulness, and quality of interaction among people.
- 1. Increasing contribution to appropriate fellowship:** fostering a sense of belonging, friendship, and relationships among people most suited to their needs and desires, given the nature and potentialities of their situations.
- 2. Increasing contribution to affection :** fostering the feeling and expression of love, warmth of feeling, passion, empathy and understanding.
- 3. Increasing contribution to compassion :** fostering the ability of people to join with others in their problems, difficulties, and misfortunes in a reasonably full and sensitive way.
- K. Contributing to well-being :** contribution to the fulfillment of human needs and desires of all kinds.
- 1. Improving physical well being :** contribution to the adequacy of food, shelter, sleep, sense of safety, physical health, physical comfort, sense of physical security, and absence of psychosomatic symptoms.
- 2. Increasing kinesthetic pleasure :** provision of pleasure through physical activity, sexual behavior, exercise, and active recreation.
- 3. Increasing relaxation :** provision of physical rest, idleness, and recuperation.
- 4. Increasing emotional expression :** fostering adequate personal emotional feeling and expression, including catharsis.
- 5. Increasing tranquility :** fostering contemplation, detachment, serenity, peacefulness.
- 6. Increasing religious experience :** fostering mystical experience, « satori », oneness with divine being, oneness with universe, religious awe.
- 7. Increasing aesthetic experience:** providing the experience of, and fostering the appreciation of, beauty in any form - objects or events that evoke pleasure directly.
- 8. Increasing overall happiness :** contribution to a global personal feeling of satisfaction with life, with one's prior experiences, and with one's future prospects in life.
- 9. Increasing composite quality of life:** contribution to satisfactions from all of the various components of personal or societal experience, including work, the environment, interpersonal relations, physical safety, etc.

# LES OBLIGATIONS ATTACHEES AU STATUT CONSULTATIF

*Parmi tes divers travaux préparatoires au Forum, les Actes de l'événement mentionneront le groupe de travail relatif au, obligations attachées au « Statut consultatif » qui s'est réuni à Paris au cours de l'hiver 1979-1980 sous la présidence du Professeur Marcel Merle de l'Université de Paris I membre du Comité directeur de l'VAI.*

*La qualité des membres de ce groupe de travail confère toute son autorité au rapport de son rapporteur M. Vladimir Hercik, ancien haut-fonctionnaire de l'Unesco, orfèvre en la matière. Les conclusions bien établies de ce rapport retiendront l'attention et forceront la réflexion de toutes les instances des organisations intergouvernementales pressées de respecter l'autonomie des OING et d'admettre le lien de nature contractuelle qui caractérise le Statut consultatif. Et, partant, de procéder aux révisions nécessaires de vieux textes souvent dépassés par l'évolution de la pratique.*

1) D'entente avec le Secrétaire Général de l'Union des associations internationales, le mandat du Groupe de Travail a porté sur les trois sujets suivants :

a. l'admission des OINGs aux diverses catégories du statut consultatif (A, B, C)

b. la nature et l'étendue des obligations susceptibles d'être imposées aux OINGs bénéficiaires du statut consultatif et des contraintes éventuelles affectant la structure, l'implantation, le mode et les sources de financement ainsi que les activités des OING.

c. des sanctions susceptibles d'intervenir en cas de non-respect des obligations ci-dessus.

2) Le groupe de travail a été dirigé par le Professeur M. MERLE de l'Université de Paris I. Ont participé aux travaux du groupe, à titre personnel : Madame S. BASTID de l'Institut; Mme. LAFITTE. Présidente du Comité des organisations internationales non-gouvernementales coopérant avec l'UNESCO; Melle J. CHATON, de la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales; Mgs. DESCAMPS de l'Office International de l'Enseignement catholique; M. C-L GENTY, Président du Comité de liaison des OING bénéficiant du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe; M. V. HERCIK, ancien fonctionnaire de l'UNESCO (Rapporteur). Le Groupe a tenu quatre réunions: le 5 décembre 1979; le 17 janvier 1980; le 28 février 1980; le 20 mars 1980.

3) La documentation mise à la disposition du groupe comprenait notamment : les documents relatifs au règlement régissant les relations de l'UNESCO avec des organisations internationales non-gouvernementales ainsi qu'aux décisions récentes des organes directeurs de l'Unesco concernant ces organisations; les communications et des observations

des OINGs intéressées; les communications des Secrétariats du B.I.T., de l'O.N.U.;...

4) Outre l'étude des documents écrits, le Groupe a tenu compte des renseignements et des témoignages recueillis auprès du Secrétariat de l'Unesco dont il a pu bénéficier grâce au fait que celui-ci se trouve à Paris. Par ailleurs, la plupart des membres du Groupe avaient une connaissance directe des activités de l'Unesco. Ces circonstances ont amené le Groupe à traiter les problèmes qui s'étaient posés à l'Unesco avec plus d'attention que les relations des OINGs avec d'autres institutions du système des Nations Unies. D'ailleurs, les renseignements dont le Groupe disposait sur ce dernier point n'étaient pas en général assez complets.

## a) L'admission des OING au statut consultatif

5) Tandis que le Directeur Général a le pouvoir d'établir des « relations d'information mutuelle » (Catégorie C) avec les organisations de son choix, l'admission dans les catégories supérieures B et A dépend de la décision de l'organe politique (Conseil Exécutif) composé de représentants des gouvernements. Les critères d'admission de base sont les mêmes pour les 3 catégories : exercer des activités dans les domaines de la compétence de l'Unesco : avoir une composition représentative du point de vue international ou régional; posséder un organe directeur de structure internationale et fonctionner efficacement sur le plan international.

Un examen de quelque 200 OINGs admis actuellement dans la Catégorie C tend à conclure que les critères définis dans «les Directives» sont loin d'être appliqués avec rigueur, notamment en ce qui concerne la représentativité internationale des membres et de l'organe direc-

teur. L'attitude du Directeur Général semble résolument libérale en la matière.

6) En 1952, plusieurs organisations ayant comme caractéristique commune une forte représentation dans les pays de l'Europe de l'Est et leur siège dans l'un de ces pays ont été privées du statut consultatif par la Conférence Générale, sur proposition du Conseil Exécutif. Les nouvelles demandes d'admission au statut consultatif formulées par ces organisations durant les années 1954-1966 ont été constamment rejetées par le Conseil Exécutif malgré les recommandations positives du Directeur Général. Ce n'est qu'en 1968-70 que le Conseil Exécutif a approuvé la réadmission de ces organisations au Statut Consultatif.

7) Dans un certain nombre de cas le Conseil Exécutif a refusé l'admission d'une organisation au statut consultatif en invoquant les dispositions des « Directives » visant a) à refuser l'admission - à titre individuel aux organisations groupées dans un organisme plus vaste déjà admis et autorisé à représenter ces organisations »... b) à différer l'admission à titre individuel en vue de favoriser la création de fédérations ou d'organismes de coordination... propres à mieux servir les fins de l'Unesco ». Tout en reconnaissant le bien fondé du principe de coordination des activités sur le plan international plusieurs organisations mettaient en doute l'opportunité de fédérer des organismes non-gouvernementaux sur la seule instigation d'une agence intergouvernementale. Si la création de conseils de coordination s'est révélée fructueuse pour les organisations des sciences exactes et naturelles, des sciences sociales et humaines et même pour les organisations de l'éducation physique et du sport les tentatives encouragées par l'Unesco en vue de grouper des OING d'enseignants, de jeunesse et de femmes ont toutes échoué.

g) Aussi le libellé des dispositions en question a-t-il été atténué dans le redac-

tion révisée des « Directives » approuvée par la Conférence Générale de l'Unesco en 1960 ce qui a permis au Conseil Exécutif d'accorder le statut consultatif à titre individuel à une organisation affiliée à un organisme plus vaste lorsque celui-ci représentait l'organisation en question pour l'ensemble de ses attributions. De même, l'Unesco a cessé de différer l'admission des organisations qui tout en poursuivant des objectifs similaires n'étaient pas prêtes, pour des raisons idéologiques, professionnelles ou autres, à se grouper en fédérations ou conseils de coordination.

9) Si l'on essaie d'évaluer sommairement la pratique de l'Unesco en matière d'admission des OING au Statut Consultatif et leur classification dans diverses catégories on peut conclure, premièrement que le Secrétaire et le Directeur Général se sont efforcés d'appliquer les « Directives » avec objectivité; le Directeur Général montre une attitude invariablement libérale lorsqu'il s'agit de l'admission à la Catégorie C, admission qui est strictement de son ressort. Deuxièmement, en statuant sur l'admission dans les Catégories B et A le Conseil Exécutif a été guidé dans nombre de cas davantage par des considérations purement politiques que par des critères techniques définis dans les « Directives » et rappelés constamment par le Directeur Général. Cette discrimination a pris fin lorsque le climat politique international a changé et la composition du Conseil a été modifiée. Troisièmement, l'Unesco a su tirer la leçon des difficultés que rencontrait l'application des certaines dispositions des « Directives » (p.ex. la promotion active des fédérations ou de conseils de coordination) et a révisé les dispositions en question pour tenir compte de la situation réelle et des avis des OINGs.

Il serait opportun que le Comité Permanent des organisations co-opérant avec l'Unesco soit informé des problèmes pouvant se poser en matière d'admission des organisations dans diverses catégories du statut consultatif.

## b) Obligations et contraintes éventuelles imposées aux OING

10) Les obligations des OINGs admises aux différentes catégories de Statut

s'attachent à ce statut sont définies avec précision dans « les Directives ». Ils font l'objet d'un échange de lettres entre le Directeur Général et COING intéressée au moment de l'octroi du statut. Les obligations portent essentiellement sur le concours technique que COING est censée apporter dans le domaine de sa compétence. Aux termes des Directives, l'OING est tenue à présenter un rapport

périodique concernant sa contribution. De l'avis du Secrétariat cette disposition n'est appliquée qu'une fois tous les six ans à l'occasion d'un rapport sexennal présenté par le Conseil Exécutif à la Conférence générale.

11) Outre l'exécution des obligations définies dans les « Directives - les OINGs sont appelées à « agir conformément aux résolutions de la Conférence générale les concernant ». Jusqu'à présent cet appel de caractère général formulé périodiquement par la Conférence générale n'a pas été suivi d'une enquête concernant l'action effective des OINGs individuelles.

12) Au sein du « Comité des Organisations non-gouvernementales » dans le cadre du Conseil Economique et Social des Nations Unies, une discussion a eu lieu sur la question de savoir si les OING bénéficiant du statut consultatif sont obligés, sous peine de sanctions.

résolutions adoptées par les Nations Unies. La décision finalement approuvée stipule que l'obligation des OING vise uniquement l'appui aux activités et aux résolutions en conformité avec les buts et les objectifs des OINGs intéressées.

13) La Conférence Générale de l'UNESCO adopte régulièrement des résolutions directement adressées aux OINGs leur demandant d'intensifier leurs efforts pour aboutir à une large extension géographique en ce qui concerne tant leur composition que leurs activités. Comme la visée de ces résolutions va au delà des obligations spécifiées dans les Directives leur libellé évite-la plupart du temps-un langage contraignant. Ce n'est pas toujours le cas de certaines représentants des gouvernements ne réalisant pas que les OINGs sont des organismes autonomes.

14) A partir de 1970, la Conférence Générale et le Conseil Exécutif de l'Unesco ont pris une série de décisions affectant la structure et les activités de certaines OING ayant le statut consultatif. En 1970, la Conférence Générale a demandé au Conseil Exécutif de prendre les mesures nécessaires, après enquête du Directeur Général « pour rompre toutes relations avec les OING à l'égard desquelles il ne serait pas établi, à la satisfaction du Conseil Exécutif, que leurs branches, sections, adhérents ou autres éléments de la République Sudafricaine, de Rhodésie du Sud ou des territoires africains sous domination portugaise ne pratiquent pas la discrimination ni la ségrégation raciale... et qu'ils ne collaborent pas... à la politique d'apartheid ».

15) En 1971, le Conseil Exécutif a approuvé les critères permettant de déterminer si une organisation coopère ou non avec la politique de discrimination

ou de ségrégation raciale. Dans l'ensemble, ces critères font confiance aux OING car « une déclaration nette - d'une OING ou de sa branche est considérée suffisante pour lever le soupçon de collaboration avec la politique de discrimination. Ce même « lors qu'il y a des indications prouvant qu'une filiale, malgré sa soumission à la loi d'apartheid, fait tous ses efforts pour atténuer les effets de l'apartheid, cette filiale ne doit pas être considérée comme collaborant à l'apartheid ». Enfin, le Conseil a atténué la portée de la Résolution adoptée par la Conférence Générale en 1970 en décidant que les OING qui n'ont que des membres individuels dans les territoires concernés doivent poursuivre « leur féconde association avec l'Unesco ».

16) Entre 1971 et 1975 le Directeur Général a conduit des enquêtes successives auprès des OING en vue d'obtenir des renseignements sur leur branches dans les territoires visés par la Résolution. De nombreuses organisations envoyaient des réponses dilatoires ou s'abstenaient de répondre. Des mesures de suspension de relations ont été prises par la Conférence à l'égard d'un certain nombre d'organisations, le Conseil exécutif étant autorisé à lever ces mesures lorsqu'il « a acquis la conviction qu'elles réunissent les conditions requises pour pouvoir reprendre leur collaboration avec l'Unesco... En 1970, 1972 et 1974, la Conférence Générale a tenu à réinscrire cette question à l'ordre du jour de sa prochaine session et à demander un rapport à ce sujet. Depuis 1976 elle se contente de charger le Directeur Général de veiller, avec le Conseil Exécutif, à l'application des mesures approuvées en la matière.

17) A l'heure actuelle (février 1980) les relations de l'Unesco restent suspendues avec neuf OING, dont deux de la catégorie B et sept de la catégorie C. Il convient de noter que six de ces organisations n'ont jamais répondu au Directeur Général concernant les enquêtes en la matière.

18) En 1976, la Conférence Générale a adopté une résolution, reprise en 1978, demandant à toutes les OING coopérant avec l'Unesco « d'exclure immédiatement et de rompre toutes relations... avec leurs branches, sections ou éléments liés à la clique de Tchiang ».

19) Comme dans le cas des OING ayant des membres en République Sudafricaine et en Rhodésie, le Directeur Général a communiqué la Résolution précitée aux OING intéressées et les a invitées à l'informer des mesures qu'elles auraient prises pour se conformer aux dispositions de la dite résolution. Sur les 41 OING ayant signalé qu'elles avaient des branches, sections ou membres individuels à Taiwan 26 ont répondu.

20) La grande majorité des réponses contenait un refus poli mais ferme de se conformer aux injonctions de la résolution. Nombre d'organisations ont affirmé que l'admission ou l'exclusion de leurs membres sont régies par la Constitution de l'OING approuvée par une assemblée représentative des membres - et non par une institution extérieure quelconque. Une organisation s'est élevée explicitement contre une « ingérence extérieure, politique ou autre » dans ses affaires intérieures. Plusieurs organisations ont insisté sur le caractère technique, culturel ou humanitaire des activités de leurs membres à Taiwan, aspects dont ne semble point tenir compte la Résolution de la Conférence Générale, préoccupée essentiellement de considérations politiques. Une organisation a rendu compte des pourparlers qu'elle a conduits avec l'Union des écrivains de la République populaire de Chine, et d'où il ressort que l'Union ne s'oppose pas aux activités d'un centre d'écrivains à Taiwan !

21) L'événement qui vient d'être signalé au paragraphe précédent indique que les sentiments qui ont inspiré la résolution en question en 1979 ont considérablement évolué. Une tendance vers la dédramatisation du problème est reflétée également dans la résolution du Conseil Exécutif (Octobre 1979) qui, loin de prendre position sur les déclarations sans équivoque des OING se contente d'un rappel de routine de la résolution et demande un nouveau rapport sur la question dans un an.

22) L'injonction adressée par les organes directeurs de l'Unesco aux OING d'exclure certaines de leurs sections nationales a été justement ressentie par les OING comme une atteinte à leur autonomie. Il s'agit d'une ingérence dans les affaires intérieures des OING, ingérence qui ne se justifie nullement dans le cadre du Statut Consultatif. Le document « Le concept des OING et ses implications sur le statut consultatif avec l'Unesco » approuvé par la quinzième conférence des OING entretenant des relations de consultation (1975) constate que « rien dans les « Directives » n'oblige une OING dotée du statut consultatif à avoir ou n'avoir pas de groupements ou d'individus adhérents dans des pays nommément désignés ». Les réactions des OING concernant la Résolution sur Taiwan ont mis en relief la même principe.

### c) Sanctions appliquées aux OING en cas de non-respect des obligations

23) Avant l'adoption des « Directives » actuelles le règlement régissant les rela-

tions de l'Unesco avec les OING prévoyait une « révision » périodique de la liste des OING ayant des relations de consultation.

Il appartenait au Conseil exécutif de proposer à la Conférence Générale le transfert d'une OING d'une catégorie de relations « supérieure » à une catégorie « inférieure ».

24) En procédant à une révision périodique en 1952 le Conseil Exécutif a proposé le « déclassement » d'un nombre d'OING en justifiant ses propositions par l'un ou l'autre des critères ci-après :

a) n'ont pas manifesté suffisamment d'intérêt pour les buts et les activités de l'Unesco.

b) en raison des changements survenus dans ces organisations, ou pour d'autres raisons, ont cessé d'être suffisamment conformes aux objectifs de l'Unesco.

Si les OING sanctionnées en raison du critère (a) l'ont été sur une base objective de manque de coopération avec l'Unesco le libellé et l'interprétation du critère (b) a servi à justifier une action de discrimination politique contre un groupe d'OING (voir para. E). Ajoutons que la Conférence Générale a approuvé les propositions négatives du Conseil Exécutif.

25) Aux termes des « Directives » adoptées en 1960 il appartient au Directeur Général de prendre l'initiative de changement éventuel de catégorie d'une OING en saisissant pour décision le Conseil Exécutif. Une innovation importante prévoit que l'OING intéressée sera informée des raisons qui auraient motivé la proposition du Directeur Général et les observations éventuelles de l'OING seront communiquées au Conseil Exécutif avant qu'une décision définitive ne soit prise.

Les mêmes dispositions s'appliquent au cas où le Directeur Général estimerait nécessaire de mettre fin aux relations de l'Unesco avec une OING. Depuis 1980 aucune OING n'a fait l'objet ni de l'une ni de l'autre procédure.

26) Les mesures prises par le Conseil Exécutif (en vertu d'une résolution de la Conférence générale) par lesquelles les relations de l'Unesco ont été « suspendues » avec neuf OING ayant des adhérents dans la République Sudafricaine ou en Rhodésie du Sud (para 17) ne sont pas conformes aux procédures des « Directives » relatives au changement de statut en ce que « la suspension » n'a pas été proposée par le Directeur Général. En revanche, avant que la décision du Conseil fût prise, les organisations en question ont eu l'occasion de présenter leurs observations et, si elles le souhaitent, d'être entendues.

27) Aucune sanction n'a été prise jusqu'à présent contre les OING ayant des adhé-

rents au Taiwan. A la différence de la résolution de la Conférence Générale relative à la République Sudafricaine et la Rhodésie du sud, la résolution concernant Taiwan n'autorise pas le Conseil Exécutif à effectuer des changements dans les relations des OING avec l'Unesco

28) A la lumière des renseignements mis à sa disposition, le groupe est en mesure de formuler les conclusions suivantes :

28.1 Les textes réglementaires régissant les relations entre différentes institutions intergouvernementales du système des Nations-Unies (notamment ECOSOC, OIT, UNESCO, FAO, OMS) et les OING contiennent un nombre de dispositions similaires. Il existe toutefois des divergences entre les procédures en vigueur dont certaines paraissent plus favorables aux OING que d'autres. Ainsi un Comité restreint de l'organe directeur de l'OMS a le pouvoir de rejeter une demande de statut consultatif d'une OING sans en référer à un organe supérieur comme c'est la règle dans d'autres OIG.

Dans la FAO et l'OMS, les OING admises au statut consultatif sont soumises à des révisions fréquentes (dans l'intervalle de 2 et 3 ans) sans que les droits des organisations éventuellement sanctionnées soient proprement sauvegardés. En revanche, selon le règlement de l'UNESCO, l'OING incriminée doit être informée des raisons qui auraient motivé la proposition la concernant et elle a la possibilité de présenter ses observations avant qu'une décision définitive ne soit prise. Il paraîtrait souhaitable qu'à l'occasion d'une révision des règlements relatifs aux relations avec les OING, les OIG intéressées s'efforcent d'aligner certaines procédures sur celles des autres OIG qui tiennent compte davantage des intérêts des OING.

28.2 Les modifications introduites au cours des années dans les règlements de certaines OIG indiquent essentiellement deux tendances :

a) la volonté croissante des OING d'être associées à l'élaboration et à l'exécution des programmes des OIG.

b) un plus grand respect de la part des OIG pour la spécificité et l'autonomie des OING. Bien que des progrès sur ces deux lignes ne soient pas aussi évidents dans toutes les parties du système des Nations-Unies, il est permis de conclure que la pratique quotidienne est en avance sur les textes réglementaires.

<p>res. En effet, le corps de ces textes établis il y a plus de trente ans porte des traces de paternalisme et non d'autoritarisme à l'égard des OING qui semblent être considérées implicitement comme des subordonnées des administrations inter-gouvernementales.</p> <p>Une prise en considération sérieuse du principe de participation volontaire, d'autonomie et d'initiative des OING exigerait une révision du texte des règlements qui serait basée sur les principes du respect mutuel et de réciprocité entre les partenaires.</p>	<p>une OING menacée d'être privée du statut consultatif le droit d'être informée des raisons de cette sanction et de présenter ses observations avant qu'une décision soit prise. Il semble que dans aucun règlement actuellement en vigueur il n'existe de possibilité pour une OING à laquelle l'admission au statut consultatif a été refusée, de bénéficier d'un droit analogue, c'est-à-dire d'être informée des raisons du refus et de présenter ses observations. Il serait souhaitable de combler cette lacune.</p>	<p>signifie qu'une OIG n'est pas en droit d'imposer à une OING sans son consentement, des obligations en dehors du cadre du statut consultatif. En conséquence, une OING est justifiée de ne pas se conformer à des injonctions d'une OIG exigeant l'exclusion de groupements ou d'individus adhérant à l'OING concernée. De telles injonctions constituent une ingérence inadmissible d'une OIG dans les affaires intérieures d'une OING. Les OING étant des organismes indépendants, elles sont liées avant tout par les principes définis par leurs constitutions.</p>
<p>28.3 Sous l'autorité du Directeur Général, le Secrétariat international d'une OIG joue un rôle essentiel en matière d'application du règlement relatif aux relations avec les OING.</p>	<p>28.5 Lorsqu'un groupement représentatif d'OING existe auprès d'une OIG, il pourrait être opportun que l'OIG en question tienne ce groupement informé des problèmes qui se poseraient en matière d'admission d'OING aux diverses catégories du statut consultatif.</p>	<p>28.7 L'admission au statut consultatif auprès d'une OIG n'implique pas automatiquement pour une OING l'obligation d'agir conformément à toutes les résolutions adoptées par les organes politiques de l'OIG intéressée, étant bien entendu que le bénéfice du statut consultatif auprès d'une OIG implique pour l'OING l'obligation de respecter les principes fondamentaux inclus dans l'acte constitutif de l'OIG.</p>
<p>Aux termes du règlement, c'est le Directeur Général qui formule des propositions concernant l'admission au statut consultatif ou des changements de ce statut. L'expérience montre que ces propositions, basées généralement sur des critères technico-objectifs sont parfois écartées par l'organe directeur d'une OIG pour des raisons d'ordre politique.</p>	<p>28.5 Les obligations des OING admises par des OIG aux différentes catégories de statut consultatif sont définies dans les textes réglementaires des OIG concernées. Ces obligations ainsi que les avantages qui en sont la contrepartie font l'objet d'un échange de lettres entre le Directeur Général et l'OING intéressée au moment de l'octroi du statut.</p>	<p>Les OING étant des organes indépendants, elles sont liées avant tout par les principes définis dans leurs constitutions. C'est en fonction de ces principes que les OING sont en mesure de répondre aux demandes de collaborations venant des organisations extérieures.</p>
<p>28.4 Le règlement d'une OIG, au moins, prévoit une procédure assurant à</p>	<p><b>Le lien entre les deux parties est donc de nature contractuelle, ce qui</b></p>	

## FORCES ET ENJEUX DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Recueil d'écrits de M. Merle

### (suite de lap. 117)

L'auteur mentionne les contradictions internes de l'opinion publique. Aussi le cas d'utilisation du droit pour des opérations de propagande idéologique où il perçoit un danger d'immixtion de l'opinion dans les affaires des juristes. Sans doute. Mais, abus pour abus, cette immixtion, illustrée d'une déclaration du Tribunal Russel, est une des réactions provoquées par la raison d'Etat et de la diplomatie des Etats, qui empêchent trop souvent les juristes nationaux et internationaux de s'occuper précisément de leurs affaires ou de se mêler de ce qui les regarde, pour parler Valéry.

En conclusion, la question étant posée de l'insensibilité du droit aux fluctuations de l'opinion, l'auteur s'élève majestueusement à la philosophie de son propos, avec référence à Pascal et à Hegel.

C'est l'instant d'un choix ou d'une conciliation entre le juriste, qui redoute « la contamination du droit par la politique » et le voudrait bien maintenir idéalement - raison et vérité - hors de l'influence de l'opinion, et le sociologue qui sait et voit bien que le droit positif est l'expression momentanée et toujours insuffisante d'un corps social en changement dans un système d'Etats lourds dont les institutions ne bougent qu'à coup de boutoir de l'opinion, celle-ci fut-elle sentiment et arbitraire.

Mais, tout bien pesé, « pourquoi l'opinion ne serait-elle pas aussi porteuse de cette justice dont les juristes n'ont pas le secret exclusif et qui est la véritable instauratrice du droit ? » La réponse est sans peur et sans reproche :

« L'opinion publique et le droit international ne se confondent pas et ne gagnent

raient pas à être confondus. C'est de la tension inévitable et nécessaire entre eux que peut surgir un peu plus de justice dans le monde. Si les juristes étaient déliés de la pression de l'opinion publique, ils risqueraient de se transformer en purs techniciens de l'ordre établi. Si l'opinion était livrée à elle-même, elle risquerait d'errer sans fin à la recherche de ses projets : seul le droit peut l'aider à réaliser son idéal en lui procurant les cadres et les institutions d'un monde nouveau. C'est pourquoi il est de l'intérêt de la communauté des hommes que le dialogue ne cesse jamais entre le droit international et l'opinion publique. »

A verser au dossier de la participation des forces associatives d'opinion à l'ordre mondial et à l'action internationale.

R.F.

Participant respondents

	1	2	3	4	5	6	7	8
A	+	-						
B	+	-	+	-				
C			+	-	+	-		
D					+	-	+	-
E	+	-					+	-
F								
G								
H								

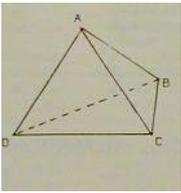
Viewpoints/Questions

Fig. 2

	1/2	3/4	5/6	7/8	9/10	...	...
A/B	+						
B/C		+					
C/D			+				
D/E				+			
E/F					+		
F/G						+	
G/H							+
H/I							+

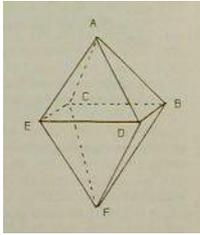
	A	B	C	D
A	X			
B	±	X		
C	±	±	X	
D	±	±	±	X

Fig. 3 : Tetrahedron

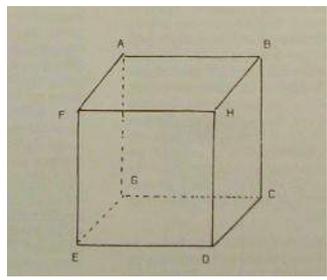


	A	B	C	D	E	F
A	X					
B	±	X				
C	±	±	X			
D	±	±	±	X		
E	±	±	±	±	X	
F	±	±	±	±	±	X

Fig. 4 : Octahedron



	A	B	C	D	E	F	G	H
A	X							
B	±	X						
C		±	X					
D			±	X				
E				±	X			
F	±				±	X		
G	±	±	±	±	±	±	X	
H		±	±	±	±			X



# METACONFERENCING POSSIBILITIES

Anthony J.N. Judge

## 1. Introduction

This document describes investigations subsequent to the article « Metaconferencing » (Transnational Associations, 1980, 8). In that article it was suggested that on-line terminal access to computer facilities from a conference site could open up an entirely new approach to the conference process. The first part of this document outlines, in the light of discussions with an international computer time-sharing service (CEGOS-TYMSHARE), specific possibilities which are described in more detail in the second part of the document. This also includes examples of results and the computer instructions used to obtain them during the course of the World Forum of Transnational Associations (Brussels, 1980).

## 2. Participant questionnaires

A series of questionnaires to participants based on selected viewpoints, is planned. The first is included here and is self-explanatory. It is received by the participants in their registration folders.

## 3. Data input from questionnaires

For the first round, the questionnaires are sent to CEGOS-TYMSHARE after the first morning session. The responses are typed into a computer storage file with the indication of participant name/pseudonym. The advantages of doing this off-line are speed and reduction in risk of errors. There is no limit to the number of participants or questions.

## 4. Conceptual distance separating participants or viewpoints

The data is processed using a standard factor analysis routine. There are practical limitations on the number of participant responses that this routine can reasonably handle. These are primarily cost limitations because of the non-linear increase in processing time required as the number increases. Thus for 100 participants answering 30 questions each the cost is of the order of 2.000.- Belgian Francs (\$ 65,00) for 3.000 elements. This is the major cost factor.

## 5. Plot of graphical display (« map »)

Only a few instructions are required to get the terminal to print out a graphical display. Because of the complexity of the calculation, the results can only be considered a simplification in two-dimensions of a many-dimensional situation. However, compared with the conventional one-dimensional meeting agenda of a series of poorly related items, this is already a major step forward. There are a number of possibilities.

### 5.1. All participants

In this form all participant names (or pseudonyms) are printed out on an area of specified dimensions (Document 1). The names are positioned so as to reflect the « distance » between the participants in the light of the degree of difference between their responses.

### 5.2. All viewpoints

In this form the number of each statement in the « questionnaire » is printed out on an area of specified dimensions in a manner similar to that for the participant names. The identifying numbers are positioned so as to reflect the « distance » between the viewpoints as perceived by the participants.

### 5.3. Partial maps

There may be several reasons for producing portions of either of the above complete maps :

- Points on the display may be crowded on top of each other so that they cannot be distinguished.
- Paper width on the terminal maybe too narrow, such as to cause crowding as in (a).
- Detailed maps may be required, around a given participant or viewpoint, for example.

Partial maps are then produced, using an appropriate scale (These can be attached together with adhesive tape if desired).

## 6. Clusters of participants or viewpoints

As a possible alternative or complement to factor analysis (point 4 above), a differ-

ent routine may be used to create categories.

## 6.1. Participants

In this case, the number of categories into which the participants are to be grouped is specified (e.g. 5). As a result the names are clustered into those (5) categories according to an assessment of the degree of difference between the participants in the light of this response to the viewpoints.

## 6.2. Viewpoints

An analogous procedure is adopted to that for participants. The clusters provide an indication of the relatedness between viewpoints as perceived by participants - namely how they would tend to group them for a given number of categories. In both cases the computer in fact calculates which cluster a participant or viewpoint belongs to when the total number of categories is 1, 2, 3, 4, etc. The resulting list, for a given choice, is therefore a column selected from this table (which may be used for later calculations).

## 7. Proximity lists

On the basis of the factor analysis (point 4 above), lists may be established in relation to individual participants or viewpoints. With a few additional instructions, this may be done systematically for all of them.

### 7.1 Participants

For a given participant lists may be printed out of

- Names of a selected number of other participants who are closest to him in terms of an absolute measure of distance between them defined by the difference between their viewpoints responses.
- Names of a selected number of other participants most distant from him.

(\*) Prepared on the occasion of the World Forum of International/Transnational Associations, Brussels, 1980.

An introduction to this technique appeared in *Transnational Associations*, 1980, 10, p. 411-420.



## 7.2. Viewpoints

Similarly for a given viewpoints, lists may be printed out of

- (a) Viewpoints closest to the given viewpoint, as perceived by participants.
- (b) Viewpoints most distant from a given viewpoint.

Note that because this is based on an absolute measure of distance it conveys more information than the plotted graph (map) of point 5 which is merely a projection.

## 8. Global measures of distance

### 8.1. Average for participants

The average distance between all participants may be computed from which lists may be established of

- (a) Participants who are « closer » together than the average (« the central clique »).
  - (b) Participants who are more « isolated » than the average.
- These lists may be refined by narrowing the parameters.

### 8.2. Average for viewpoints

A similar procedure may be adopted for viewpoints, namely the « core » and « isolated » viewpoints.

### 8.3. Standard deviation for participants

The standard deviation of the distance between participants may be computed as an indication of the level of disagreement between them.

### 8.4. Standard deviation for viewpoints

A similar procedure may be adopted for viewpoints as an indication of the level of « incompatibility » between them.

## 9. Detailed analysis of responses

Tables may be easily produced giving the responses by participant to viewpoint statements with an analysis of these.

## 10. Comparison between successive rounds

All the above can be based on responses to one questionnaire. If a second questionnaire is subsequently used the responses may be analyzed in the same way. It is however useful to examine ways in which participant opinions appear to have shifted from one round to the other. This may be done as follows :

### 10.1 Based on factor analysis results (distance)

The change in the distance between any two pairs of participants may be computed.

ed. Whilst this may be easily done for any given participant pair, time/cost constraints appear once this is done for all participants in cases when these exceed about 500-1000.

### 10.2 Based on cluster analysis results (groups)

Using the tables (see point 6 above), an analysis may be made of the change in the way each participant is grouped in the case of 1, 2, 3, 4, etc. categories.

## 11. Configuration possibilities

The results indicated above enable participants to get some impression of how the conference as a whole may be analysed. This may suggest actions which individuals could take individually or collectively. A further step may be envisaged, at least as an experiment. The question is whether it is possible to use the questionnaire information to recommend configurations of participants for dialogue or group discussion.

A first step in this direction is the indication of the participants who are closest to one another (as was described above). If however it is assumed that participants benefit more from discussion with those who are most dissimilar, this possibility was also described above. A more useful refinement may be that participants would benefit most from discussing with others who represent a compromise between those two extremes namely :

- not too similar, and
- not too different.

This assumes that this would provide sufficient « common ground » and sufficient stimulating « differences of opinion ».

### 11.1. «Doubles»

The results may be used to indicate, for each participant, other participants for whom :

- roughly 50 % of the responses are very similar
- roughly 50 % of the responses are very different.

### 11.2. «Triples»

The analysis may be extended to cover groups of 3 people who have a similar overlap of shared and divergent opinions.

### 11.3. Groups

Clearly the analysis may also be extended to recommend the creation of groups with a balance of divergent and shared opinions. Note however that, especially for groups of more than 3, there are two possible approaches to this analysis :

- (a) Same opinions strongly held by all group members. In this case it is only the strong differences of opinion between pairs of group members which vary from pair to pair.

- (b) Both shared opinions and differences in opinion vary from pair to pair amongst the group members. Groups of type (a) can lose a member without affecting the basic consensus linking all members together - although some members may thereby lose the stimulus of disagreement. Groups of type (b) are more fragile because each member is essential to the viability of the whole. Much greater diversity is possible in such groups.

## 11.4. Stabilized groups

The groups of type (b) above are derived from an essentially dualistic analysis of patterns of similarities and differences of opinion. By extending the analysis to locate somewhat more complex patterns, a new type of high diversity may be found which is not as vulnerable as the type (b) group. These are the tensegrity groups described in the previous metaconferencing paper.

The following remarks indicate a direction for exploration only. They require further refinement before making use of the computer analysis which can be easily adapted to them.

- (a) A simple type (b) situation is illustrated in Fig. 1 (The matrix would be held by computer). The combination of two people, A and B, answering two questions, 1 and 2, such that they agree strongly (+) on 1 and disagree strongly (-) on 2, may be represented more compactly as in Fig. 2. Already it would be interesting to investigate groups of this kind. But the longer the « chain », the greater the probability that it would be unstable and unmeaningful to those in it. A second chain might however be present (dotted) to increase its integrity. And perhaps other patterning features could be present which could be detected by computer in order to recommend the creation of such a group within a larger conference (of questionnaire respondents).

The issue is whether it is possible to detect more interesting patterns which would signal the possibility of more interesting groups. The tensegrity structures all involve 3-dimensional patterns but it is not clear how these might be detected in a 2-dimensional matrix.

- (b) Consider the simplest example of a tetrahedral pattern. This may be represented in Fig. 3 when the intersection of A and C for example means as in Fig. 2 that A/C are « bound » together by agreement (+) and disagreement (-) on one or more questions. (Such pairs could be easily selected out of the larger matrix of respondents). Note that all cells below the diagonal are filled - this is definitely a minimum condition.

- (c) The next most complex form (in the Platonic series) is the octahedron. This is one of the two principal forms important for tensegrity patterns. This may be represented in Fig. 4. Note that there are now empty cells below the diagonal and that these form a line - namely a detectable pattern. Note also, however, that this line could equally well have been parallel to the diagonal if the points on the octahedron had been lettered in a different order. But it would still be a line. (The line derives from the missing links across the empty centre of the octahedron - the cells constituting it reflect the axes of symmetry of the form.)
- (d) In Fig. 5, the matrix for another (of the 5 Platonic) forms is given, namely the cube. Note that the cube is not suitable as a basis for tensegrities since it is unstable unless the faces are triangulated. This instability may be said to be reflected in the proportion of unfilled cells in the matrix.
- (e) In Fig. 6, the matrix for the other principal form (also Platonic) which is important for tensegrity patterns, namely the icosahedron. There is greater order in this matrix than is immediately evident and this can be brought out by (computer) reordering of the rows and columns. The disorder results from the arbitrary lettering of the form.
- (f) There is a progressive increase in the proportion of unfilled cells from Fig. 3 to Fig. 6 (excluding Fig. 5). In fact by omitting one further intersection from each row/column of Fig. 6 the pattern of another form, the cuboctahedron, is obtained. This may also be used for a tensegrity.
- (g) As a final example, showing how a basic form such as the octahedron gives rise to more complex patterns, consider the 2-frequency octahedron in Fig. 7.

What these patterns seem to signify are the conditions of equilibrium for minimal bonding requirement. In other words they indicate the most complex groups that can be created with minimal consensus. Returning to the questions represented in the matrices of Fig. 1 and 2, these could be conceived as forming a third dimension with the matrices of Figs. 3 to 7. This opens up interesting possibilities for analysis and pattern recognition, but much further reflection is required for designing computer routines to make use of it. (Further study may benefit from the Japanese discipline of « go », which is specifically concerned with the elegance of the evolving balance between opposing patterns).

Clearly in the first round of a metaconference the selection of questions may not distinguish sufficiently strongly between the participants. They may not give the opportunity for **strong** and variegated

patterns of agreement/disagreement bonds between participants. A means is required to discover for later rounds, more fundamental questions which polarize the participants more strongly, but in a variety of ways.

A « highly tuned » conference would thus be one in which there was :

- profound polarization on many issues
- equivalent agreement on other issues
- an appropriately variegated pattern so that the network of agreement contained the polarization, and the polarization enriched the agreement (namely much more than a simple division into opposing camps).

## 12. Conclusion

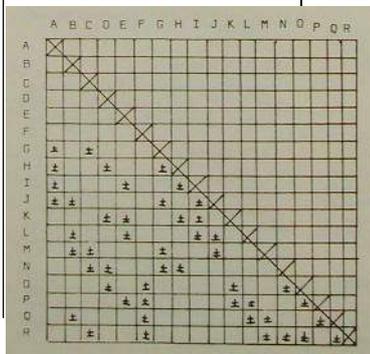
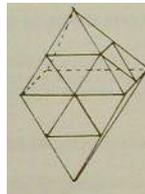
There are clearly many possibilities of which the value and constraints can only be determined in practice. But other opportunities will be required to push the an-

alysis further as indicated in point 11.4 (above).

In response to the question « why produce such documents » one could imagine that the ideal conference centre of the future - modifying the motto of the oracle at Delphi - might bear the following phrase over its doors : « Conference : Know Thyself ». Such documents contribute to that end

The computer-assisted search either for questions which could move a conference into a highly-tuned condition, or for groups of participants which could function in such a condition, may appear time-consuming and not worth the effort. However, if the metaphor can be forgiven, it is rather like mining for gold. But it is worth the effort. Or, with a slightly different metaphor, it is a question of locating diamonds in dross, the most valuable being those of the largest number of carats. Such are the patterns which it seems could be discovered with a new approach to conferences.

Fig. 7 : 2-frequency Octahedron



# DE LA CONSULTATION A LA COOPERATION

## L'UNESCO ET LES ONG

### Résumé

*Le présent document constitue la contribution de l'Unesco aux travaux du Forum mondial des associations internationales/transnationales, organisé à Bruxelles, du 23 au 27 juin 1980, à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'Union des associations internationales.*

*Il décrit le système des relations existant entre l'Unesco et les ONG axé, d'une part, sur un ensemble de mécanismes d'information mutuelle et de consultation et, d'autre part, sur une coopération en vue de la mise en œuvre des objectifs et actions de programme de l'Organisation.*

*Le document traite également de plusieurs résolutions de la Conférence générale concernant les ONG (\*).*

### I. Introduction

L'histoire des relations internationales montre que les organisations non gouvernementales ont exercé une influence considérable dans la prise de conscience des peuples et leur mobilisation en vue de la promotion des droits de l'homme aux plans individuel et collectif et, plus récemment, dans la création des conditions favorables à l'instauration d'un nouvel ordre économique et social mondial.

Dès avant la fondation de l'Unesco, l'existence d'un certain nombre d'ONG était considérée comme un facteur essentiel de communications et de liaison entre les membres des communautés scientifique, éducative et culturelle mondiales.

L'Acte constitutif de l'Unesco proclame « qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et qu'il importe par conséquent que cette paix soit établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ».

Pour atteindre cet objectif, les fondateurs de l'Unesco ont recherché les moyens d'associer le plus étroitement possible les populations à l'élaboration et à la mise en œuvre des objectifs et programmes de l'Organisation. La participation d'organisations internationales non gouvernementales à l'action de l'Unesco a permis à cette dernière de dépasser son caractère inter-gouvernemental en nouant des liens avec des associations volontaires repré-

sentatives de l'opinion nationale et internationale.

Les fondateurs de l'Organisation ont pensé réaliser cette Unesco des personnes et des peuples de deux manières. D'une part, ils ont proposé d'instituer au sein de chaque Etat membre une commission nationale composée non seulement de représentants officiels mais aussi de personnalités choisies en fonction de leurs compétences ou de leur intérêt pour les problèmes de l'éducation, de la science et de la culture. D'autre part, ils ont estimé nécessaire sinon vital, pour l'avenir de l'Organisation, d'établir des liens directs de consultation et de coopération avec diverses organisations dont les objectifs et l'action dépassent les limites territoriales des Etats, qu'il s'agisse d'organisations spécialisées dans les domaines de compétence de l'Unesco ou encore d'organisations représentatives des grands secteurs de l'opinion publique.

La question de la place et du rôle des ONG au sein de l'Unesco s'est posée à la Conférence réunissant les représentants de 44 gouvernements qui s'est tenue à Londres, en 1945, et qui a abouti à la création de l'Organisation. Après avoir examiné différentes propositions sur la nature des relations entre l'Unesco et les ONG, la Conférence a inséré dans l'Acte constitutif l'article XI, paragraphe 4, qui s'inspire de la Charte des Nations Unies (art. 71), et qui constitue la base de la coopération entre l'Unesco et le secteur non gouvernemental des relations internationales. Cet article précise que :

« l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut prendre toutes dispositions utiles pour faciliter les consultations et assurer la coopération avec les organisations internationales privées s'occupant de questions qui entrent dans son domaine. Elle peut les inviter à entreprendre certaines tâches déterminées rentrant dans leur compétence. Cette coopération peut également prendre la forme d'une participation appropriée de représentants desdites organisations aux travaux de comités consultatifs créés par la Conférence générale ».

La première session de la Conférence générale, qui s'est réunie à Paris en 1946, a adopté des Directives provisoires concernant les relations de l'Unesco avec les ONG. C'est lors de sa onzième session (1960) que la Conférence générale a

adopté le texte actuel des Directives qui, avec un amendement adopté en 1966, définissent les conditions auxquelles doivent satisfaire les organisations internationales non gouvernementales avec lesquelles l'Unesco maintient des relations officielles.

Ainsi, dès son origine, l'Unesco, institution intergouvernementale, a recherché la collaboration des organisations internationales non gouvernementales. Nées de l'initiative privée, ces organisations constituent pour la réalisation des objectifs de l'Unesco le trait d'union naturel entre les gouvernements et les peuples.

### II. Fondements du système de relations entre l'Unesco et les ONG

Les ONG avec lesquelles l'Unesco coopère sont très diverses et ont des activités et des intérêts qui couvrent tous les domaines de compétence de l'Organisation, qu'il s'agisse d'organisations spécialisées ou savantes (enseignants, chercheurs scientifiques, philosophes, sociologues, journalistes, écrivains, juristes, etc.), d'organisations de masse (syndicats, coopératives, associations féminines, mouvements de jeunesse, etc.) ou d'organisations confessionnelles.

En application des dispositions de l'article XI de l'Acte constitutif, les Directives concernant les relations de l'Unesco avec les organisations internationales non gouvernementales définissent les principes et les méthodes selon lesquels l'Unesco peut établir des arrangements en vue de consultation et de coopération avec les organisations internationales non gouvernementales exerçant des activités dans les domaines de sa compétence. Ces arrangements en vue de consultation ou de coopération sont destinés, d'une part, à permettre à l'Unesco de disposer de la documentation, des conseils et de la coopération technique des organisations internationales non gouvernementales et, d'autre part, à permettre à ces organisations, qui représentent des fractions importantes de l'opinion publique, de faire connaître les points de vue de leurs membres.

(\*) Cet important document a été publié en traduction anglaise dans «Associations transnationales», 1981, n° 1.

Tous ces arrangements ont pour but de promouvoir les objectifs de l'Unesco en lui assurant le plus large concours possible de la part des organisations internationales non gouvernementales dans la préparation et dans l'exécution de son programme, et en intensifiant ainsi la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture.

Selon ces mêmes Directives, est considérée comme organisation internationale non gouvernementale avec laquelle l'Unesco peut maintenir des relations officielles toute organisation internationale qui n'a pas été créée par voie d'un accord inter-gouvernemental, dont les buts et le rôle ont un caractère non gouvernemental et qui répond aux conditions suivantes :

- Exercer des activités dans les domaines de la compétence de l'Unesco, avoir les moyens et la volonté de contribuer efficacement à la réalisation des objectifs de celle-ci, conformément aux principes énoncés dans l'Acte constitutif.
- Réunir une proportion importante des groupements ou des personnes intéressées à une ou plusieurs des activités de la compétence de l'Unesco: et avoir des adhérents réguliers dans des pays assez nombreux et assez variés pour pouvoir, dans toute la mesure du possible, représenter valablement différentes régions culturelles du monde.
- Dans le cas d'une organisation de caractère régional, au sens géographique ou culturel de ce mot, avoir des adhérents dans un assez grand nombre de pays pour pouvoir représenter valablement l'ensemble de la région intéressée.
- Etre dotée d'un organe directeur permanent de structure internationale, avoir des représentants dûment autorisés et disposer de méthodes et de moyens lui permettant de communiquer régulièrement avec ses membres dans les différents pays.

Les relations entre l'Unesco et les organisations internationales non gouvernementales sont de trois catégories différentes, selon la nature de la coopération entre ces organisations et l'Unesco. Les modalités d'admission dans chacune de ces catégories ainsi que les obligations et les avantages y afférents sont fixés par les Directives.

Actuellement, l'Unesco entretient des relations d'information mutuelle, de consultation et d'association avec 456 ONG se répartissant comme suit :

- Relations de consultation et d'association (catégorie A) .....	39
- Relations d'information et de consultation (catégories) .....	207
- Relations d'information mutuelle (catégorie C) .....	210

En outre, le Directeur général peut, s'il le juge propre à servir les objectifs de l'Unesco, maintenir des relations non officielles avec des organisations internationales non gouvernementales ne figurant dans aucune des catégories de relations définies par les Directives. Il s'agit là d'une pratique courante qui constitue d'ailleurs, dans un certain nombre de cas, une étape préalable à l'établissement de relations officielles.

Si l'on tient compte de la coopération avec, d'une part, ces organisations et d'autre part, des organisations affiliées aux conseils fédératifs des catégories A et B, on peut estimer que l'Unesco entretient des relations avec environ 650 organisations internationales non gouvernementales.

C'est au Conseil exécutif qu'il appartient d'admettre une ONG dans la catégorie A ou B. En revanche, lorsqu'il s'agit de l'admission d'une organisation dans la catégorie C, le Directeur général est habilité à prendre la décision et à informer le Conseil exécutif des demandes qu'il a retenues ou refusées.

Le Conseil exécutif, à sa 72<sup>e</sup> session, a créé le Comité du Conseil exécutif sur les organisations internationales non gouvernementales dont les membres sont élus et le mandat adopté par le Conseil exécutif à sa session qui se tient à la fin de chaque session ordinaire de la Conférence générale. Les mandats successifs du Comité, outre l'examen des nouvelles demandes d'admission au bénéfice du statut consultatif ainsi que des changements de catégories, ont porté sur toutes les questions relatives aux organisations internationales non gouvernementales dont le Conseil exécutif a été saisi.

### III. Avantages et obligations des ONG dans leurs relations avec l'Unesco

Les relations entre l'Unesco et les organisations internationales non gouvernementales reposent sur un ensemble d'avantages et d'obligations.

Les obligations que doivent accepter les organisations admises dans les diverses catégories de relations sont les suivantes :

#### Relations d'information mutuelle (catégorie C)

- Tenir le Directeur général informé de leurs activités ayant trait au programme de l'Unesco et du concours apporté par elles à la réalisation des objectifs de l'Unesco.
- Faire connaître à leurs membres, par tous les moyens dont elles disposent,

les activités du programme et les réalisations de l'Unesco de nature à les intéresser.

#### Relations d'information et de consultation (catégorie B)

Outre l'obligation de remplir les conditions décrites ci-dessus, les organisations appartenant à la catégorie B doivent :

- A la demande du Directeur général fournir des avis et apporter leur concours en ce qui concerne les enquêtes, études ou publications de l'Unesco relevant de leur compétence.
- Contribuer par leurs activités à l'exécution de certaines parties du programme de l'Unesco et, dans la mesure du possible, inscrire à l'ordre du jour de leurs réunions des questions ayant trait au programme de l'Unesco.
- Inviter l'Unesco à se faire représenter à leurs réunions dont l'ordre du jour présente un intérêt du point de vue du programme de l'Unesco.
- Présenter au Directeur général des rapports périodiques sur leurs activités et sur le concours qu'elles ont apporté à l'action de l'Unesco.

#### Relations de consultation et d'association (catégorie A)

Outre l'obligation de remplir les conditions s'appliquant aux ONG des catégories B et C, les organisations de la catégorie A doivent :

- S'engager à collaborer étroitement avec l'Unesco en développant celles de leurs propres activités qui relèvent de la compétence de l'Unesco.
- Assister l'Unesco dans ses efforts tendant à améliorer la coordination internationale des activités des organisations non gouvernementales travaillant dans un même domaine.

Aux obligations énumérées ci-dessus correspond un ensemble de dispositions favorisant l'expression des organisations non gouvernementales quant aux orientations et programmes de l'Unesco de même que leur participation à la mise en œuvre de ceux-ci.

En ce qui concerne tout d'abord la participation des ONG à la Conférence générale, le paragraphe 14 de l'Article 4 de l'Acte constitutif prévoit que les organisations appartenant aux catégories A et B sont invitées par le Directeur général à envoyer des observateurs aux sessions de la Conférence générale et de ses commissions. Ces observateurs peuvent y faire des déclarations sur les questions relevant de leur compétence devant les commissions, comités et organes subsidiaires de la Conférence générale, avec l'assentiment du Président en exercice. Ils peuvent également prendre la parole en

seance plénière. sur des questions de leur ressort, sous réserve de l'approbation du Bureau de la Conférence générale.

Conformément aux dispositions de l'article IV, paragraphe 13. de l'Acte constitutif, la Conférence générale, votant à la majorité des deux tiers, peut, sur recommandation du Conseil exécutif, inviter comme observateurs, à des sessions déterminées de la Conférence ou de ses commissions, des représentants des organisations admises dans la catégorie C.

L'expérience antérieure montre que les ONG désireuses de s'exprimer à la Conférence générale et dans ses commissions ont toujours été invitées à le faire lorsqu'elles en ont formulé la demande.

C'est ainsi qu'à la vingtième session de la Conférence générale, tenue à Paris en octobre-novembre 1978. sur 129 organisations non gouvernementales représentées par 285 observateurs. 17 d'entre elles ont pris la parole dans le débat de politique générale, tandis que 40 organisations se sont exprimées en commissions.

Les Directives prévoient en outre que les organisations appartenant aux catégories A et B peuvent, par décision de leur organe directeur, soumettre au Directeur général des observations écrites dans l'une des langues de travail de l'Unesco et portant sur des questions qui relèvent de leur compétence et qui ont trait au programme de l'Unesco. Le Directeur général communique ensuite la substance de ces observations au Conseil exécutif et si cela est jugé opportun, à la Conférence générale. Il est à noter que jusqu'ici, les ONG ont peu utilisé cette forme d'expression vis-à-vis de la Conférence générale et du Conseil exécutif.

Les Directives prévoient en outre une série de dispositions visant à favoriser la communication et la collaboration entre les ONG et le Secrétariat de l'Unesco.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne les ONG entretenant des relations d'information mutuelle (catégorie C), le Directeur général doit prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer avec ces organisations un échange d'informations et de documentation sur les questions d'intérêt commun, de même qu'elles peuvent être invitées à envoyer des observateurs à certaines réunions convoquées par l'Unesco si, de l'avis du Directeur général, elles sont en mesure d'apporter une contribution importante aux travaux de ces réunions.

Les organisations admises en catégorie B (relations d'information et de consultation) reçoivent toute documentation appropriée ayant trait aux activités du programme correspondant à leurs objectifs statutaires. Elles sont consultées par le Directeur général sur les projets de programmes de l'Unesco. Elles sont invitées par le Directeur général à envoyer des observateurs à des réunions organisées

par l'Unesco et portant sur des sujets de leur compétence, et elles peuvent recevoir des subventions.

Quant aux organisations de la catégorie A, outre qu'elles bénéficient des dispositions précitées, elles sont associées aussi étroitement et régulièrement que possible aux divers stades de la planification et de l'exécution des activités de l'Unesco relevant de leur compétence.

### 1. La consultation

Les ONG sont régulièrement consultées par le Directeur général soit individuellement, soit au plan collectif.

Au plan individuel, les Directives prévoient que les ONG de la catégorie A - seront associées aussi étroitement et régulièrement que possible aux divers stades de la planification et de l'exécution des activités de l'Unesco relevant de leur compétence » et que celles de la catégorie B « seront consultées par le Directeur général sur les projets de programme de l'Unesco ».

Se conformant à ces dispositions, le Directeur général a jusqu'ici consulté régulièrement les ONG de la catégorie A au stade de la préparation du Projet de programme et de budget, en même temps que les Etats membres, et les ONG de la catégorie B au moment de la parution de ce Projet.

Il convient de noter que, pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation, le Directeur général a pris l'initiative d'associer à la consultation préalable à l'établissement du Projet de programme et du budget pour 1981-1983 (Document 21 C/5) les organisations non gouvernementales de la catégorie B. Cette expérience s'est révélée très satisfaisante tant par la qualité des réponses que par leur nombre élevé.

Au plan collectif, la section V des Directives prévoit que les organisations internationales non gouvernementales admises dans les catégories A et B pourront, avec l'accord du Directeur général, se réunir tous les deux ans en conférence au siège de l'Unesco, en vue d'examiner les problèmes que pose leur coopération avec l'Unesco et de faciliter la coopération entre les organisations ayant des intérêts communs (art. V.I).

Dix-sept conférences des ONG ont eu lieu jusqu'à présent. La dernière s'est tenue au mois de juin 1979. Au cours de ces conférences, le Directeur général procède à une consultation collective de ces organisations en vue de recueillir leurs avis et suggestions sur le programme de l'Unesco. Entre deux sessions de la Conférence, un comité permanent élu par la Conférence, composé de représentants de 15 ONG, assure la mise en œuvre des décisions adoptées et entretient la liaison avec le Secrétariat de l'Unesco.

Jusqu'à 1971, la Conférence des ONG constituait des groupes de travail réunissant les organisations intéressées à certains problèmes. La treizième session de la Conférence (1971) a décidé de remplacer les groupes de travail par l'organisation de colloques sur des grands thèmes ayant trait aux domaines de compétence de l'Unesco.

Il y a lieu d'ajouter qu'ont été organisées ces dernières années plusieurs consultations sectorielles ayant pour but de recueillir les avis et les propositions d'un nombre restreint d'ONG, dont la compétence porte sur certains aspects particuliers du programme de l'Unesco.

Le point de vue des organisations non gouvernementales peut être également entendu à l'occasion des diverses réunions convoquées par l'Unesco et auxquelles elles sont invitées en tant qu'observateurs qu'il s'agisse des conférences internationales d'Etats ou d'autres réunions de caractère intergouvernemental, de conférences non gouvernementales, de congrès internationaux, de comités consultatifs ou de réunions d'experts.

Le rôle joué par les ONG à l'occasion de réunions récentes telles que la Conférence intergouvernementale sur le développement des communications tenue au siège de l'Unesco en avril 1980 et, plus récemment, à l'occasion du Congrès mondial sur l'éducation en faveur du désarmement (9-13 juin 1980), montre que de telles rencontres sont l'occasion, pour les organisations non gouvernementales, d'exposer leurs points de vues et propositions d'action.

Enfin, par delà l'ensemble des mécanismes formels de consultation tels qu'ils sont décrits précédemment, il y a lieu de souligner que les échanges de vues qui ont lieu fréquemment entre les ONG et le Secrétariat de l'Unesco sont une occasion d'enrichissement mutuel dans l'élaboration et la mise en œuvre des objectifs communs.

### 2. La coopération

Le système de relations existant entre l'Unesco et les organisations internationales non gouvernementales permet non seulement à ces organisations de pouvoir s'exprimer sur ses objectifs et programmes à court et à moyen termes, mais aussi de prendre part à la mise en œuvre concrète de ceux-ci.

Il ne fait pas de doute qu'il s'agit là d'une reconnaissance non seulement de la mission de conseil que ces organisations peuvent exercer à l'égard de l'Unesco, mais aussi de leur capacité opérationnelle de prendre part aux actions de programmes adoptées par la Conférence générale.

Cette participation des ONG dans la conduite des programmes de l'Organisation est sans aucun doute l'une des

caractéristiques spécifiques et originales de la relation existant entre ces organisations et l'Unesco.

La capacité technique des ONG d'entreprendre des recherches, de conduire des études ou des projets sur le terrain, n'est pas la seule justification de cette coopération.

La poursuite des idéaux de l'Unesco nécessite en effet que les objectifs et programmes d'action qui en découlent soient pris en relais par des organisations qui sont en contact étroit avec les diverses composantes de l'opinion publique nationale et internationale. Les ONG sont, à cet égard, considérées comme autant de forces militantes et demultiplicatrices des efforts déployés par l'Unesco elle-même pour promouvoir les idéaux proclamés dans son Acte constitutif.

Nombreux sont les services rendus jusqu'ici par les ONG à l'Unesco et, plus largement, à la communauté internationale dans les domaines de l'éducation, de

la science, de la culture et de la communication. Par exemple, dans les programmes d'alphabétisation poursuivis à travers le monde, les études sur la rénovation de l'éducation, la promotion de l'éducation des adultes, la promotion des arts, la valorisation des cultures, la conduite de programmes tels que « L'Homme et la biosphère », les recherches dans le domaine de l'océanographie ou énergétique, la promotion et la défense des droits de l'homme... les organisations non gouvernementales ont joué un rôle non négligeable dans le passé, qu'il s'agisse de celles rassemblant des spécialistes de haut niveau ou encore de celles regroupant de larges couches de population : femmes, jeunes, immigrés, organisations syndicales, rurales, de jeunesse...

Sur de grandes questions telles que la décolonisation, la lutte contre la discrimination raciale et l'apartheid, l'action en faveur du désarmement et de la paix, l'édification d'un nouvel ordre économique et social mondial. le renforcement de la compréhension entre les peuples, le rôle des ONG a été déterminant, non seulement dans les processus de réflexion en vue de contribuer à relever de tels défis, mais également dans la mobilisation permanente des opinions publiques, condition nécessaire pour y parvenir.

Quelques exemples suffisent à montrer que la coopération avec les ONG peut être extrêmement précieuse, non seulement dans la recherche des solutions les plus adaptées aux exigences du monde contemporain, mais également dans la conduite des processus nécessitant l'association du plus grand nombre à la réalisation des objectifs visés. L'expérience antérieure a montré que pour être pleinement efficace, toute réforme des contenus et méthodes d'édu-

cation suppose non seulement que l'Etat joue pleinement son rôle, mais également qu'y soient associées les organisations de la profession enseignante, les organisations de parents et les organisations d'étudiants.

Par ailleurs, il ne fait pas de doute que l'évolution du monde vers un nouvel ordre économique et social nécessite la convergence des efforts non seulement des Etats, mais également des entreprises publiques et privées, des organisations syndicales, de consommateurs,...

• On peut multiplier à l'infini les exemples dans les différents domaines de compétence de l'Unesco où l'histoire a prouvé que la réalisation des objectifs majeurs de l'Organisation a requis non seulement le plein concours des Etats mais aussi celui des organisations professionnelles tout autant que le soutien des forces organiques de l'opinion publique.

Le Projet de programme et de budget de l'Unesco pour 1981-1983 qui vient d'être

aux organisations non gouvernementales avant son adoption par la Conférence générale à sa vingt-et-unième session (Belgrade, septembre-octobre 1980) indique à l'évidence que la coopération des ONG sera largement encore sollicitée à l'avenir, dans les domaines de l'éducation, des sciences sociales, de la culture et de la communication. Ou encore des sciences exactes et naturelles, en particulier lorsqu'il s'agit de répondre à l'attente suscitée par la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement. Enfin, si les ONG sont consultées sur le Projet de programme et de budget de l'Unesco et, par la suite, invitées à coopérer sa mise en œuvre, elles n'en sont pas moins associées à l'élaboration des orientations à plus long terme de l'Organisation.

C'est ainsi qu'au cours des années 1981-1983, les organisations internationales non gouvernementales pourront participer à des activités d'évaluation, de réflexion et de prospective qui sont destinées à orienter l'évolution future de l'Unesco à la lumière des problèmes qui

se posent dans le monde au seuil de la décennie 1980-1990.

Dans l'exposé qu'il a fait lors de la 17<sup>e</sup> Conférence des ONG (Paris, juin 1979), le Directeur général lui-même a invité les ONG à prendre part activement à l'élaboration du Deuxième Plan à moyen terme de l'Unesco pour 1984-1989. Les dispositions ont d'ores et déjà été prises par le Secrétariat pour les y associer au même titre que les Etats membres.

### 3. Les modalités de l'aide financière de l'Unesco aux ONG.

Afin d'associer étroitement les ONG à la mise en œuvre des programmes de l'Unesco, les Directives prévoient que celles-ci peuvent, dans des conditions précises, soit bénéficier de subventions, soit conclure des contrats. Elles peuvent également bénéficier d'une aide au titre du Programme de Participation.

#### 3.1 Les subventions

Une aide financière sous forme de subvention peut être accordée par la Conférence générale à un nombre limité d'organisations internationales non gouvernementales des catégories A et B, dans la mesure où ces organisations apportent une contribution particulièrement efficace à la réalisation des objectifs de l'Unesco et l'aident à mettre en œuvre une partie importante de son programme. Les conditions de l'octroi des subventions, les fins auxquelles elles sont accordées, les modalités de leur utilisation et le contrôle y afférent font l'objet de dispositions précises qui figurent dans les Directives concernant les relations de l'Unesco avec les organisations internationales non gouvernementales. En outre, l'octroi de ces subventions doit tenir compte des critères établis par le Conseil exécutif.

A titre indicatif, le montant des subventions fixé par la Conférence générale à sa vingtième session pour la période biennale 1979-1980 a atteint la somme de 3.022.200 dollars des Etats-Unis, se répartissant comme suit entre les Secteurs du Secrétariat :

	Dollars
Education. ....	
237.800	
sciences exactes et naturelles,	
Applications de ces sciences au développement .....	623.200
Sciences sociales et	
applications de ces sciences .....	668.700
Culture et communication.....	1.330.200
Droit d'auteur, systèmes et services	
.....	422.200

Le montant proposé dans le Projet de programme et de budget soumis à la Conférence générale à sa vingt-et-unième session s'élève à 4,755.600 dollars (1980-1983, soit pour trois années).

### 3.2 Les contrats

Les contrats sont d'une nature juridique différente de celle des subventions et obéissent à des critères différents. Le contrat entraîne le versement par l'Unesco à une organisation non gouvernementale d'une certaine somme d'argent en contrepartie d'une tâche spécifique définie dans le Programme et budget de l'Unesco, que cette organisation s'engage à exécuter. Les contrats peuvent être conclus avec les organisations non gouvernementales des trois catégories A, B et C ainsi qu'avec toute autre organisation ne maintenant pas de relations officielles avec l'Organisation. Si les subventions font l'objet de propositions dans le Projet de programme et de budget, par contre les contrats ne peuvent être connus d'avance car il ne sont négociés entre le Secrétariat et les organisations qu'après approbation du Programme et budget par la Conférence générale, notamment sur la base de l'intérêt qu'une organisation apporte à tel ou tel programme approuvé, ainsi que de la compétence dont elle fait preuve. Durant l'exercice biennal 1977-1978, l'Unesco a conclu avec les ONG un total de 569 contrats pour un montant de 2.928.107 dollars, se répartissant comme suit:

### 3.3 Le Programme de participation

Le Programme de participation permet à l'Unesco de participer aux activités des Etats, d'organisations inter-gouvernementales susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs définis par la Conférence générale. Il y a lieu de noter que pour obtenir une aide au titre du Programme de Participation, les ONG bénéfi-

cient du statut consultatif auprès de l'Unesco doivent adresser leur demande au Directeur général de l'Unesco par l'intermédiaire du Gouvernement de l'Etat membre sur le territoire duquel elle est située lorsqu'il s'agit d'activités de caractère national. Lorsqu'il s'agit d'activités de caractère sous-régional, régional ou inter-régional, la même procédure est applicable, le territoire concerné étant soit celui du siège de l'organisation ou celui sur lequel se déroulera l'activité pour laquelle l'assistance est demandée.

### 4. Dynamique de la coopération

Avant de conclure cet énoncé des objectifs et modalités de la participation des ONG à la mise en œuvre des programmes de l'Unesco, il y a lieu de souligner que cette coopération est sans aucun doute l'une des caractéristiques spécifiques du système de relations existant entre l'Unesco et les organisations internationales non gouvernementales.

Si certaines organisations bénéficient de subventions ou concluent des contrats en vue de la mise en œuvre d'actions de programmes spécifiques, ou encore recourent aux possibilités qui leur sont offertes au titre du Programme de Participation, il est important de noter que la plupart d'entre elles contribuent bénévolement au programme de l'Unesco, autrement dit de manière totalement désintéressée.

D'autre part, il est important de rappeler que c'est précisément en fonction du type de contribution qu'elle est susceptible d'apporter dans la mise en œuvre des objectifs et programmes de l'Unesco que la demande d'admission d'une ONG au statut consultatif est évaluée par le Directeur général.

A cet égard, il est sans doute opportun de signaler qu'il n'est pas nécessaire qu'une ONG entretienne des relations officielles avec l'Unesco pour pouvoir coopérer avec elle, voire même conclure des contrats en vue d'actions prévues au programme de

l'Organisation. Bien au contraire, la procédure d'évaluation d'une demande d'admission dans l'une des catégories prévues dans les Directives est généralement facilitée lorsque l'organisation demandant à bénéficier d'un statut officiel peut se prévaloir, au moment de l'examen de son dossier, d'une coopération déjà existante.

A cette évaluation intervenant au moment de la demande d'admission d'une ONG, correspond une procédure systématique par laquelle l'Unesco examine la contribution qui lui a été apportée par les organisations non gouvernementales des catégories A et B pendant une période déterminée. C'est ainsi que tous les six ans, le Conseil exécutif présente à la Conférence générale un rapport sexennal sur le concours apporté par les ONG à l'action de l'Unesco. Ce rapport, qui contient notamment une évaluation des résultats obtenus grâce aux subventions accordées à certaines ONG, est soigneusement étudié par la Conférence générale et fait l'objet d'une recommandation portant sur la coopération future.

### IV. Extension géographique et universalité

Si l'exercice d'activités dans les domaines de compétence de l'Unesco, conformément aux principes énumérés dans l'Acte constitutif de l'Organisation, constitue l'une des conditions essentielles à l'établissement de relations officielles avec les ONG, la nécessité d'une large représentation soit au plan régional, soit au plan international, en est une autre tout aussi importante.

Les Directives précisent à cet égard que, pour être considérée comme organisation non gouvernementale avec laquelle l'Unesco peut entretenir des relations officielles, une telle ONG doit :

« - réunir une proportion importante des groupements ou des personnes intéressés à une ou plusieurs des activités de la compétence de l'Unesco; et avoir des adhérents réguliers dans des pays assez nombreux et assez variés pour pouvoir, dans toute la mesure du possible, représenter valablement différentes régions culturelles du monde;

- dans le cas d'une organisation de caractère régional, au sens géographique ou culturel de ce mot, avoir des adhérents dans un assez grand nombre de pays pour pouvoir représenter valablement l'ensemble de la région intéressée ». Alors qu'à l'époque de sa création, l'Unesco réunissait 44 Etats membres, elle en compte aujourd'hui exactement 150. De ce fait, il n'est pas étonnant que la Conférence générale ait demandé, depuis plusieurs années, aux ONG, de façon de plus en plus pressante, que celles-ci multiplient leurs efforts afin de

Secteurs	Nombre de contrats	Montant en dollars
Education .....	159	686.268
Sciences exactes et naturelles et applications de ces	216	905.970
Sciences sociales et applications de ces	84	559.219
Culture et communication .....	75	559.590
Programme général d'information .....	34	215.560
Droit d'auteur, statistique et soutien du programme .....	1	1.500
<b>TOTAL .....</b>	<b>569</b>	<b>2.928.107</b>

s'étendre géographiquement le plus largement possible, notamment dans les pays en développement et répondre ainsi aux exigences de la coopération internationale.

C'est ainsi qu'au terme de l'examen du dernier rapport sexennal sur le concours apporté à l'action de l'Unesco par les organisations internationales non gouvernementales, la Conférence générale, à sa seizième session, a exprimé à nouveau « l'espoir que le principe de l'élargissement géographique en ce qui concerne la composition et l'activité des organisations internationales non gouvernementales soit encore plus largement appliqué au cours des six années à venir » et a formulé le souhait que « l'ensemble des organisations internationales non gouvernementales reflète toujours mieux la diversité culturelle, intellectuelle et méthodologique qui caractérise le monde actuel » (Résolution 12. paragraphes 9 et 11).

Sur les 2.676 ONG répertoriées en 1976 par l'Union des associations internationales, 117 seulement avaient leur siège en Afrique, 148 en Amérique latine et aux Caraïbes, et 138 en Asie et Océanie, alors que 1.990 organisations ont établi leur siège en Europe et 283 en Amérique du Nord. Si l'on prend en considération le

rattachés aux ONG (dont la moyenne, pour 2.112 ONG ayant communiqué la liste de leurs membres, est de 28 groupements ou individus membres par organisation), la répartition par continents se présentait comme suit en 1977 :

Afrique	8.603	soit	14,5%
Amérique latine et Caraïbes	12.688	soit	21,4%
Asie et Océanie	11.307	soit	19,1%
Europe	26.628	soit	45 %
	<b>59.226</b>		

Avec l'aide de l'Unesco, les ONG des catégories A et B se sont attachées à améliorer leur implantation géographique en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Si l'on peut enregistrer des progrès en ce domaine au cours des dernières années, notamment de la part d'organisations bénéficiant de subventions, ceux-ci demeurent néanmoins insuffisants.

A l'occasion de la 17<sup>e</sup> Conférence des ONG, tenue au siège de l'Unesco en juin 1979, le Directeur général a présenté un document intitulé : « Etude préliminaire du Secrétariat de l'Unesco sur l'extension géographique des organisations internationales non gouvernementales ». Ce document résulte notamment des travaux d'un groupe composé, d'une part, de représentants d'ONG et, d'autre part, de fonctionnaires désignés par le Directeur général de l'Unesco.

Le document précité présente notamment une liste des principaux obstacles qui ont empêché jusqu'ici les ONG de s'étendre géographiquement conformément au souhait de la Conférence générale. En outre, il indique les actions qui pourraient être entreprises par les ONG elles-mêmes avec l'aide de l'Unesco, des Etats membres et des commissions nationales afin que la réalité des ONG réponde mieux aux exigences de la coopération internationale.

Parmi les obstacles identifiés, il y a lieu notamment de mentionner :

- l'inexistence, dans un pays déterminé, d'un membre potentiel ou, au contraire, la présence de plusieurs groupes distincts aux options parfois divergentes, voire antagoniques;
- le manque de moyens financiers ne permettant pas à une ONG de disposer des possibilités de communiquer régulièrement avec ses membres dans les différents pays;
- le caractère très spécialisé de l'organisation (parfois très utile à l'Unesco pour la conduite de ses études ou la réalisation de ses programmes) ne permettant pas un recrutement aisé dans un grand nombre de pays;
- l'absence, voire dans certains cas le non respect, d'une législation nationale assurant le droit d'expression et d'association.

Telles sont quelques-unes des difficultés que les ONG ont fait connaître au Directeur général lorsque celui-ci, se faisant

monde et appartenant aux différentes cultures et civilisations.

A la lumière de l'expérience acquise, quelques mesures pratiques susceptibles de contribuer à une plus large extension géographique des ONG peuvent être énumérées.

Les ONG pourraient tout d'abord être encouragées à faire place, dans leurs programmes, à des activités susceptibles de susciter l'intérêt et la collaboration active des spécialistes des pays où elles ne sont pas encore implantées.

Par ailleurs, la création de centres régionaux peut constituer un stimulant décisif dans la constitution de branches nationales dans des pays proches les uns des autres. La coopération de ces structures régionales avec les organes régionaux de l'Unesco peut également contribuer à l'établissement de bonnes communications entre diverses organisations volontaires, certaines commissions nationales et les Etats membres d'une même région.

Sur le plan national, l'expérience prouve que l'action des ONG peut être grandement facilitée par l'aide éclairée des autorités des pays dans lesquels ces organisations souhaitent s'implanter.

Les Etats pourraient donc examiner quelles mesures législatives ou administratives peuvent favoriser l'établissement de groupements nationaux de spécialistes sur leur territoire et faciliter le rattachement de ces associations à l'organisation internationale correspondant à leur domaine d'action. L'adoption d'une législation libérale et démocratique régissant les associations à but non lucratif, et à vocation éducative, scientifique et culturelle, des facilités d'octroi de passeports, de visas et de devises aux personnes assurant les contacts internationaux de ces associations, et enfin une aide en ce qui concerne les charges de locaux et d'administration, constituent autant de mesures à la portée des Etats membres et qui sont susceptibles de contribuer à une meilleure implantation géographique des ONG.

D'autre part, plusieurs décisions de la Conférence générale et du Conseil exécutif de l'Unesco, ainsi que des recommandations de rencontres entre secrétaires généraux des commissions nationales et représentants d'ONG ont mis en lumière le rôle particulièrement important que les commissions nationales des pays de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie peuvent jouer dans ce domaine. Leur action pourrait revêtir notamment les formes suivantes :

- Travail de réflexion et de prospection afin de conseiller les secrétariats internationaux des ONG quant au choix de personnes qualifiées qui, dans leur pays, seraient en mesure d'assumer des responsabilités dans la création d'organisations dans les domaines dont elles s'occupent

- Préparation des répertoires de toutes les associations qui groupent dans leur pays les spécialistes des différents domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication.
- Initiative prise par les commissions nationales dans la création d'associations groupant des spécialistes de diverses disciplines et démarches effectuées par ces mêmes commissions en vue du rattachement de ces organisations à des ONG internationales déjà existantes.
- Aide apportée par les commissions nationales dans l'organisation de rencontres régionales ou internationales dans leur pays, notamment dans le cadre du Programme de Participation de l'Unesco.

En ce qui concerne le rôle du Secrétariat de l'Unesco, le Directeur général s'est toujours efforcé de mettre à profit les diverses occasions qui se sont présentées à ses collaborateurs en mission dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, pour examiner, avec les responsables des commissions nationales, les moyens par lesquels la collaboration avec les organisations socio-culturelles, éducatives et scientifiques peut être développée.

De telles démarches peuvent être systématisées à l'avenir, notamment :

- à l'occasion des réunions techniques régionales organisées par l'Unesco dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie;
- à l'occasion des visites des secrétaires des commissions nationales de ces pays au siège de l'Unesco;
- grâce à une action persévérante des Bureaux régionaux de l'Unesco, ayant pour but de chercher à décentraliser la coopération avec les ONG.

Au cours des dix dernières années, la création d'ONG de caractère régional a connu un essor sans précédent dans l'histoire des relations internationales. Sans être en mesure de chiffrer ce phénomène, faute de statistiques précises, il est à noter qu'au cours de cette période, l'Unesco seule a établi, dans les domaines de sa compétence, des relations officielles avec plus de quarante ONG créées en Afrique, en Amérique latine ou en Asie. Il s'agit d'organisations qui répondent à l'exigence d'une efficacité accrue, sur le plan régional, en raison de la proximité géographique, de la communauté de civilisation ou d'idéologie, de l'identité des structures économiques et sociales, de pays voisins. L'existence d'ONG de vocation mondiale dans un même domaine n'est nullement un obstacle à une collaboration fructueuse avec elles.

Telles sont quelques-unes des mesures que le Secrétariat de l'Unesco et les ONG pourraient prendre ou encourager, en vue

de développer le rayonnement du secteur non gouvernemental des relations internationales. Mais cette action et ces mesures ne sauraient, en aucun cas, remplacer ni limiter, ni gêner l'initiative des ONG elles-mêmes, ni porter atteinte à leur autonomie qui est la condition sine qua non de leur existence. L'action gouvernementale, l'action non gouvernementale et l'action de l'Unesco doivent se compléter, chacune s'exerçant dans le domaine qui lui est propre.

## V. Résolutions de la conférence générale concernant les ONG

Parmi les résolutions adoptées par la Conférence générale concernant les ONG, il en est deux qui ont suscité des réactions au sens divers. Afin d'éviter tout malentendu à leur sujet, il n'est pas inutile, dans le cadre d'un tel exposé, de rappeler la portée de les résolutions et d'apporter quelques commentaires au sujet de leur mise en œuvre.

### 1. Contribution de l'Unesco à la paix et tâches de l'Organisation en ce qui concerne les droits de l'homme, l'élimination du colonialisme et du racisme.

Lors de sa seizième session, tenue en 1970, la Conférence générale a adopté la résolution 8 concernant la contribution de l'Unesco à la paix et aux tâches de l'Organisation en ce qui concerne l'élimination du colonialisme, laquelle, aux paragraphes 9 et 10 :

« Prie le Directeur général d'entreprendre des enquêtes sur toutes les organisations internationales non gouvernementales qui sont admises au bénéfice de relations avec l'Unesco et qui ont des branches, sections, adhérents ou autres éléments dans la République sud-africaine, en Rhodésie du Sud ou dans les territoires africains sous domination portugaise, au sujet de la discrimination raciale ou de la ségrégation raciale pratiquée dans leurs politiques, leurs activités ou leur recrutement, ou de leur collaboration sous quelque forme que ce soit à la politique d'apartheid du gouvernement de la République sud-africaine et de présenter au Conseil exécutif un rapport sur la question.

« Demande au Conseil exécutif de prendre, à la lumière du rapport du Directeur général, toutes les mesures nécessaires pour rompre, à dater du 31 décembre 1971, toutes relations avec les organisations internationales non gouvernementales à l'égard desquelles il ne serait pas établi, à la satisfaction du Conseil exécutif, que leurs branches, sections, adhé-

rents ou autres éléments de la République sud-africaine, de Rhodésie du Sud ou des territoires africains sous domination portugaise ne pratiquent pas la discrimination ni la ségrégation raciale dans leur politiques, leurs activités ou leur recrutement et qu'ils ne collaborent pas non plus de quelque façon que ce soit à la politique d'apartheid du gouvernement de la République sud-africaine ».

Après les différentes enquêtes menées par le Conseil exécutif, puis la mise en œuvre de la résolution précitée, les relations de l'Unesco ont été et sont toujours suspendues avec 9 organisations internationales non gouvernementales : 2 dans la catégorie B et 7 dans la catégorie C.

Outre que la Conférence générale a adopté, lors des sessions suivantes, plusieurs résolutions dans l'esprit du texte initial, il est essentiel de noter que le Conseil exécutif, à sa 88<sup>e</sup> session (1971), a approuvé « en tant qu'éléments d'appréciation permettant de déterminer qu'il n'y a pas de coopération avec la politique de discrimination ou de ségrégation raciale appliquée en République sud-africaine, en Rhodésie du Sud ou dans les territoires africains sous domination portugaise, les principes directeurs suivants :

- (i) une nette déclaration d'une ONG selon laquelle sa filiale ne pratique pas la discrimination raciale doit être acceptée;
- (ii) une nette déclaration d'une ONG selon laquelle sa filiale ne collabore pas à l'apartheid doit être acceptée;
- (iii) s'il y a des indications prouvant qu'une filiale ne se soumet à la loi sur la discrimination raciale et l'apartheid que sur la base d'un « compromis non volontaire » - c'est-à-dire que cette filiale est ouverte à toutes les races et qu'elle a déclaré publiquement son hostilité de principe à la discrimination raciale, ou qu'elle a démontré ouvertement par d'autres moyens son opposition à l'apartheid - cette filiale doit être considérée comme ne collaborant pas à l'apartheid;
- (iv) lorsqu'il y a des indications prouvant que cette filiale, bien que se soumettant à la loi sur l'apartheid poursuit le travail antérieurement accompli parmi toutes les races sans aucun changement important ayant des effets défavorables sur ses activités, il ne faut pas considérer que cette filiale collabore à l'apartheid, surtout si ses activités et les principes de l'ONG (services centraux et filiale) sont en accord avec la Déclaration des droits de

l'enfant ou toute autre déclaration des Nations Unies touchant les droits fondamentaux de l'homme;

(v) lorsqu'il y a des indications prouvant que cette filiale, malgré sa soumission à la loi sur l'apartheid, fait tous ses efforts pour atténuer les effets de l'apartheid, cette filiale ne doit pas être considérée comme collaborant à l'apartheid;

(vi) si les statuts d'une ONG contiennent une clause interdisant la discrimination raciale et que cette ONG déclare que sa filiale ne pratique pas la discrimination raciale et qu'elle-même dispose de renseignements appropriés qu'elle ne peut révéler parce qu'ils sont confidentiels ou qu'il serait indiscret de donner des renseignements complémentaires en raison de la situation existant dans le pays, il convient d'accepter la déclaration de l'ONG comme constituant une indication suffisante du fait que sa filiale ne collabore pas à l'apartheid;

(vii) quand une ONG n'est pas en mesure de fournir des informations sur le point de savoir si sa filiale pratique la discrimination raciale ou collabore à l'apartheid, la présence d'un éminent Africain de réputation mondiale représentant les intérêts africains au sein de l'organe directeur de cette ONG doit être considérée comme une indication acceptable prouvant que cette filiale ne pratique pas la discrimination raciale et ne collabore pas à l'apartheid;

(viii) lorsque les informations concernant la filiale d'une ONG sont insuffisantes, mais que les statuts de cette ONG comprennent une clause ferme interdisant la discrimination raciale, le fait que les organismes nationaux membres sont obligés de souscrire à cette clause doit être tenu pour une indication acceptable prouvant que cette filiale ne pratique pas la discrimination raciale et ne collabore pas à l'apartheid.

Au cours de cette même session, le Conseil exécutif a décidé que les ONG n'ayant que des membres individuels dans les territoires concernés devaient poursuivre leur association avec l'Unesco.

Les critères précités ont été appliqués aux organisations ayant coopéré à l'enquête menée par le Directeur général.

compte tenu de la résolution de la Conférence générale. Le Conseil exécutif, lors de l'examen des demandes d'admission des ONG, continue de les appliquer.

## 2. Question de la Chine

Au cours de sa 93e session (octobre 1973), le Conseil exécutif, après avoir examiné le point de son ordre du jour intitulé : « Question des organisations internationales non gouvernementales maintenant des relations avec l'Unesco et ayant des branches, sections ou membres liés à la clique de Tchang Kai-chek », a adopté la décision 6.9. Au paragraphe 5 de cette décision, le Conseil exécutif :

« Prie instamment les organisations internationales non gouvernementales maintenant des relations avec l'Unesco, auxquelles participent des organismes ou des éléments liés à Tchang Kai-chek en usurpant illégalement le nom de la Chine de prendre des mesures pour les en exclure sans délai et de rompre les liens avec eux ».

Par la même décision, le Conseil exécutif a invité le Directeur général à transmettre cette décision à toutes les ONG maintenant des relations avec l'Unesco et à présenter un rapport à ce sujet à une prochaine session du Conseil exécutif, qui a examiné cette question lors de ses 94<sup>e</sup> et 95<sup>e</sup> sessions. La dix-huitième session de la Conférence générale, après l'examen d'un document d'information présenté par le Directeur général Sur le même problème, a adopté la Résolution 6.51 qui :

» Demande instamment à toutes les organisations internationales non gouvernementales qui maintiennent des relations avec l'Unesco et auxquelles participent encore des organismes ou éléments liés à Tchang Kai-chek qui ont illégalement usurpé le nom de la Chine de prendre des mesures pour les exclure immédiatement et de cesser toutes relations avec eux.

« Invite le Directeur général :

(a) à transmettre cette résolution à toutes les organisations internationales non gouvernementales maintenant des relations avec l'Unesco;

(b) à prier les organisations internationales non gouvernementales concernées de l'informer des mesures qu'elles auront prises pour se conformer à cette résolution;

(c) à soumettre un rapport à ce sujet au Conseil exécutif à sa session d'automne en 1975 ».

Par la suite, la Conférence générale, à ses dix-neuvième et vingtième sessions, a

adopté des résolutions s'inspirant de la première, le Conseil exécutif ayant quant à lui examiné périodiquement les rapports du Directeur général à ce sujet.

Les deux résolutions précitées ont entraîné des réactions en sens divers de la part des ONG.

Elles suscitent de la part de l'Unesco des explications complémentaires suivantes :

### Sur la question du racisme et de l'apartheid :

Il est parfaitement légitime que la Conférence générale s'interroge sur l'attitude des ONG à l'égard des principes contenus dans l'Acte constitutif de l'Unesco : principe de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine, rejet de l'inégalité raciale.

Lorsqu'on examine la liste des critères définis par le Conseil exécutif pour juger de cette conformité de la part des ONG ayant des membres en Afrique australe, le moins qu'on puisse dire est que le Conseil exécutif a traité de la question de manière extrêmement responsable et ouverte à l'égard des ONG.

Cette attitude du Conseil exécutif et de la Conférence générale, respectant la diversité des ONG et reconnaissant la difficulté de certaines situations, est conforme à l'esprit qui régit les démarches de l'Unesco.

Elle témoigne du souci de l'Organisation de promouvoir la cohérence de l'action par rapport aux idéaux qu'elle proclame et que doivent reconnaître tous ceux qui déclarent vouloir s'associer à son action.

### Au sujet de la question de la Chine :

Les résolutions traitant de la question de la Chine se réfèrent quant à elles à la Résolution 2753 (XXVI) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies concernant le rétablissement de la République populaire de Chine dans tous ses droits et la reconnaissance des représentants de son gouvernement comme les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations Unies.

Si les rapports entre l'Unesco, organisation intergouvernementale, et les organisations non gouvernementales doivent être fondés sur le respect de l'autonomie et de la nature propre de chacune de ces organisations, cela n'interdit pas à l'Unesco de solliciter de la part des ONG un acte volontaire à partir d'une résolution de la Conférence générale, assemblée souveraine de l'Organisation.

A cet égard, il y a lieu de souligner que les relations entre les ONG et l'Unesco ne sont pas de caractère contractuel. Même

si les Directives adoptées par la Conférence générale font état, à diverses reprises, d'« arrangements » entre l'Unesco et les ONG, il n'y a pas de contrat entre les parties, au sens propre du terme.

La relation établie par les ONG avec l'Unesco résulte d'une adhésion apportée à un ensemble d'obligations et d'avantages fixés par la Conférence générale de l'Organisation qui en conserve l'entière et exclusive maîtrise.

Cela étant rappelé au plan juridique, il ne fait pas de doute que le dialogue qui s'est instauré entre l'Unesco et les ONG sur cette question a permis, par delà la question posée, de renforcer la compréhension et l'estime réciproque entre les instances concernées.

Sur la question elle-même, les relations très positives qui ont été établies ces dernières années en République populaire de Chine par un nombre non négligeable d'ONG ayant noué dans ce pays des relations de coopération dans les domaines de compétence de l'Unesco, laissent entrevoir, à terme, une solution positive aux difficultés rencontrées.

### VIII. Conclusions

Alors que les organisations non gouvernementales constituaient déjà, dès la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, un instrument important des relations internationales, c'est seulement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qu'est née l'Unesco, comme l'Organisation des Nations Unies et les autres institutions spécialisées du système, de la volonté des Etats de préserver la paix mondiale.

Le préambule de l'Acte constitutif de l'Unesco stipule que « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doit être élevée les défenses de la paix ».

Soulignant par ailleurs « qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et suivie des peuples et que, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité », le même préambule assigne de manière évidente un rôle aux organisations non gouvernementales dans le cadre même de l'Unesco.

Les Directives concernant les relations de l'Unesco avec les organisations internationales non gouvernementales ont précisé par la suite les modalités selon lesquelles celles-ci pouvaient contribuer non seulement à l'élaboration, mais aussi à la mise en œuvre du programme de l'Organisation.

Depuis l'adoption, le 16 novembre 1945, de l'Acte constitutif de l'Unesco, le monde a connu des changements profonds dans les relations entre les hommes et les sociétés, comme dans le domaine de la connaissance et celui du progrès matériel. Un processus, qui n'est certes pas totalement achevé, a conduit à une modification radicale de la vision que le monde se faisait de lui-même. L'éclosion rapide de nouvelles nations, l'accession à l'indépendance de nombreux peuples soumis jusque-là à la domination coloniale, a constitué, en effet, sur le plan politique, l'un des faits les plus marquants des années qui ont suivi la création du système des Nations Unies. Qu'il suffise de rappeler que 51 Etats ont signé la Charte des Nations Unies en 1945, alors qu'aujourd'hui, le nombre des Etats membres de cette Organisation s'élève à 152. L'Unesco, quant à elle, en compte 150. Ainsi, la communauté internationale n'a cessé de s'élargir, accueillant en son sein de plus en plus de peuples auxquels on déniait, il y a encore un quart de siècle, tout droit à l'existence.

Parallèlement à cette éclosion de nouvelles nations, les quelques dernières décennies ont été marquées par un essor sans précédent des sciences et des techniques qui a abouti à transformer profondément la face du monde.

De ce fait, les possibilités existent désormais de venir à bout de la plupart des fléaux qui ont toujours hanté l'humanité - la maladie, la faim, la pauvreté, l'ignorance - et avec elles, les préjugés et les méfiances réciproques entre les hommes. Mais le développement scientifique et technologique qui offre la possibilité d'améliorer radicalement le sort de l'humanité porte également en lui les germes de sa destruction. Une part croissante des ressources que l'humanité pourrait consacrer à améliorer et à embellir la vie sert en réalité à inventer, à produire et à entretenir des engins de mort et de destruction, de plus en plus perfectionnés, de plus en plus meurtriers. On ne peut pas penser sans frémir au chiffre bien connu de ce que coûte la course aux armements - environ 400 milliards de dollars par an; chiffre bien supérieur à ce que tous les Etats du monde dépensent pour leurs budgets consacrés à la santé et à l'éducation.

Il est pourtant bien évident que l'une des caractéristiques essentielles du monde contemporain, c'est sa profonde unité, l'interdépendance de tous les pays et de tous les peuples et l'aspect global des problèmes à résoudre.

Pourtant, cette interdépendance des peuples et des Etats ne se traduit pas par une solidarité réelle et les fléaux qui frappent l'humanité continuent de sévir.

Si ces fléaux continuent de frapper des populations entières, si l'injustice et l'oppression engendrent encore la frustration et la violence, c'est sans doute que l'homme n'a pas encore atteint un degré de conscience ou acquis une capacité d'organisation qui lui permette d'envisager son être, ses rapports réciproques et son avenir autrement qu'à travers un héritage qui limite son horizon à sa seule communauté et à ses seuls intérêts immédiats.

Cette situation est d'autant plus grave que les Etats ont des desseins, des priorités, des moyens d'action extrêmement variés. Ils font face à des besoins, à des pressions multiples. Ils s'inspirent de philosophies divergentes et conçoivent, en conséquence, l'avenir selon des optiques différentes, voire contradictoires.

Le défi que le monde est aujourd'hui condamné à relever est celui de faire prévaloir à travers tout l'ambition unitaire de l'humanité sur les intérêts particuliers qui la divisent. C'est aussi de trouver des équilibres nouveaux, qui inscrivent les espérances spécifiques de chaque individu, de chaque peuple dans un destin voulu par tous.

Dans cette perspective, l'Unesco, qui a inscrit au premier plan de ses préoccupations les aspects éthiques de l'action internationale, a un rôle essentiel à jouer.

Grâce à sa dimension universelle et par la nature même de sa structure où tous les Etats, grands et petits, riches et pauvres, forte et faibles, siègent et se côtoient sur le plan de l'égalité, elle est particulièrement bien placée pour percevoir et analyser les problèmes mondiaux dans une optique globale. C'est, en effet, dans des organisations telles que l'Unesco que les Etats peuvent le mieux prendre conscience de leur interdépendance, de leur profonde solidarité, de la nécessité de chercher en commun des solutions fondées sur l'avantage mutuel et l'intérêt supérieur de la communauté internationale.

Cette solidarité ne pourrait cependant être pleinement effective si l'Unesco ne pouvait s'appuyer sur la collaboration des organisations internationales non gouvernementales qui, constituées en vertu du droit d'expression et d'association, exercent une influence complémentaire à celle des gouvernements dans la construction d'un monde plus juste et plus solidaire.

Aussi, plus que jamais, l'Unesco est-elle désireuse de maintenir, sinon d'accroître encore dans l'avenir - quantitativement et qualitativement - ses relations de coopération avec les organisations internationales non gouvernementales qui partagent avec elle les mêmes préoccupations et les mêmes idéaux.

## FORCES ET ENJEUX DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Recueils d'écrits de Marcel Merle \*

Le professeur Marcel Merle, membre administrateur de l'UAI dont nos lecteurs savent la connaissance et le talent, vient de publier un copieux recueil d'écrits, une bonne vingtaine d'exposés éparés dans diverses publications qu'on se félicite de voir ainsi rassemblés et désormais accessibles : idée heureuse qui permet d'apprécier la continuité de pensée chez un juriste-sociologue à l'esprit ouvert aux questions internationales de notre temps, dont il nous offre un ample répertoire de propos variés.

Six grands titres de sujets logiquement groupés : le concept des relations internationales; le droit aux prises avec les faits; le système international; les jeux de la politique: la force et la richesse; le rôle des croyances et des idées. Cela va du Statut du Tribunal de Nuremberg à l'attitude des Eglises chrétiennes devant les problèmes internationaux en passant par l'évolution de la société, la crise de l'Etat-nation, les aspects intellectuels et moraux et plusieurs articles complémentaires les uns des autres. En tout, quatre cents pages bien enchaînées dont la lecture est attachante, sans relâche.

### Les relations internationales

L'article liminaire reproduit la récente contribution de l'auteur à *Encyclopedia Universalis* (l'éd. 1980) sur le concept même de l'expression reçue et courante de « relations internationales ». Concept assez clair à s'en tenir aux relations entre Etats-nations, mais plus ambigu du fait que l'Etat ne peut plus prétendre à la qualité exclusive d'acteur international.

Il semble dès lors que « la solution consiste à définir les relations internationales comme les flux de toutes natures et de toutes origines qui traversent les frontières - la frontière matérialisant l'existence de collectivités politiques indépendantes sans lesquelles les échanges en question perdraient leur caractère international -

Traitant de l'évolution historique du phénomène, l'auteur constate que pendant des siècles, les relations internationales n'ont été à peu d'exceptions près, que des relations de voisinage qui s'inscrivaient

dans le cadre d'une région plus ou moins vaste. Signalons, à l'appui de ce point d'histoire, un ouvrage original mais peu connu, écrit en 1940 et paru en traduction chez Flammarion en 1945 « Les origines de la diplomatie » par Ragnar Numelin, un sociologue finlandais, ancien élève de l'Université de Bruxelles.

Le fait nouveau, résultant de la décolonisation, est « l'universalité des relations internationales pratiquement achevée aujourd'hui ». Soit « un phénomène récent à l'échelle de l'histoire humaine... ». Un phénomène « irréversible dont nous commençons seulement à entrevoir les caractéristiques et les conséquences ».

Le contenu de ces relations internationales a beaucoup changé dans le temps. Les « Affaires Etrangères » ne sont plus le seul domaine de la diplomatie ou de la stratégie, ni la sécurité la préoccupation suffisante des Etats maintenant tenus à des efforts « sociétaux » de coopération et de solidarité. En réalité plus de deux cents organisations intergouvernementales sont aujourd'hui le cadre mondial et régional d'activités multilatérales. Preuve d'une solidarité accrue entre les collectivités étatiques ? Pas nécessairement, à voir le quotidien des tensions et des affrontements. « Il n'empêche que l'institutionnalisation des relations internationales offre dès maintenant aux Etats un recours sans équivalent dans le passé et préfigure peut-être l'organisation sur de nouvelles bases de la société internationale. »

Dans les transformations en cours, l'auteur se pose la question des acteurs et des facteurs. (Eléments important essentiellement au destin du mouvement associatif.)

Les tenants de l'école universitaire classique, accoutumés à une vision territoriale d'Etats souverains, retardent sur les faits quand ils minimisent les acteurs et les facteurs non gouvernementaux. C'est là sous-estimer « l'intérêt des phénomènes de solidarité aussi bien que l'irruption des passions collectives qui introduisent dans le cours des affaires des éléments qui échappent à toute nationalité ». Plus actuelle, l'école américaine de la théorie

« organiciste » s'efforce à saisir cette complexité, avec d'ailleurs tous les aléas des sondages d'opinion et des enquêtes quantitatives.

La diversité des facteurs accuse la disparité des Etats en espaces, en ressources, en structures sociales, en techniques: " Ce qu'il est convenu d'appeler « accélération de l'histoire » paraît imputable, pour l'essentiel, à la maîtrise acquise par l'homme sur ses conditions de vie, de travail et de communication ». Les progrès de la science et de la technologie ont transformé la diplomatie, révolutionné la stratégie, favorisé les brassages de population et les échanges d'idées et d'informations à travers les frontières, brisé les particularismes nationaux. Parmi tous ces facteurs d'accélération de l'histoire, le facteur culturel, qui englobe les croyances, les mythes, les idéologies, révèle les contradictions et les antagonismes. L'auteur porte ici un jugement pondéré sur la tendance au nationalisme, au régionalisme et sur les besoins divers de sécurité, d'identité, de solidarité, de spécificité, pour conclure que « la discordance à peu près inévitable, entre structures politiques et comités culturels, est une source d'instabilité mais aussi un élément de vitalité pour une société qui ne se réduit pas à la juxtaposition d'Etats ».

Evaluant la somme et le poids des divers caractéristiques de la société contemporaine dont les changements du dernier demi-siècle illustrent l'universalité des relations internationales dans l'espace planétaire autant que dans la société globale, l'auteur constate - une interdépendance réelle entre les collectivités politiques », qui devrait « logiquement conduire à promouvoir la solidarité et la coopération internationale. S'il n'en est rien encore, c'est parce que la société internationale devenue hétérogène est dépourvue d'un pouvoir approprié à l'exercice des fonctions ». Et de compter les divers facteurs d'hétérogénéité particulièrement accusés par la prolifération nucléaire et la « multipolarité » des pou-

\* Marcel Merle, Professeur au Département science politique de l'Université de Paris I.  
- Forces et enjeux dans les relations internationales -  
Collection politique compare. Erithon Economie 49  
rue Héricart 75015 Paris 1981.

voirs militaires, politiques et économiques, avec une pointe de regret ou de crainte devant cette dispersion de puissance « qui fait qu'aucun pays, qu'aucune coalition de forces ne peuvent désormais contrôler la totalité des perturbations qui agitent la société internationale ». (On peut différemment penser que, faute d'une autorité mondiale, la multipolarité des pouvoirs est encore le meilleur garant de la paix globale, même au prix de tensions et de conflits douloureusement localisés.)

A lire un texte et un contexte subtilement nuancés, on hésite à se demander si l'auteur implique, comme il convient, les forces associatives dans le rapport général des forces, traditionnellement mesuré jusqu'ici en termes de puissance d'Etat, alors que le Prince d'aujourd'hui, quel qu'il soit, ne peut plus, sans risques et périls, faire graver insolemment sur ses canons et ses fusées : ultima ratio regum, le dernier argument du souverain.

Il est vrai que les forces d'opinion et plus généralement encore les multiples intérêts associatifs sont pétris de contradictions humaines, autant du reste que les intérêts d'Etat et d'entreprises lucratives. Vrai aussi, faut-il le noter, que les masses, mieux informées et organisées que devant, pressent toujours davantage les gouvernements de satisfaire leurs revendications. Sans compter le rôle amphibie des firmes multinationales au service tantôt des gouvernements, tantôt de leurs propres intérêts.

Dans la voie élargie des solidarités humaines et sociales, l'instabilité résultant du jeu de ces forces « pourrait prélever à une redistribution des chances et à une réduction progressive des inégalités les plus criantes ». Dans la voie rétrécie des égoïsmes - individuels et collectifs - c'est inversement la tentation du repli sur soi-même, de l'autarcie, du retour à la société close selon Bergson.

Le mot de la fin, animé d'espérance, rejoint la morale temporelle de l'effort vers le mieux : « Quelle que soit l'issue d'une crise qui relève beaucoup plus d'un changement de structure que d'un aléa de la conjoncture économique mondiale, plusieurs conclusions sont au moins certaines : tensions internes et tensions externes se recourent constamment dans un univers en voie de rétrécissement, diplomatique, stratégique, économique et culture sont des activités de plus en plus interdépendantes les unes des autres; justice et sécurité sont des valeurs complémentaires qu'on ne peut envisager de faire triompher séparément l'une de l'autre. Le passage du stade des interactions, qui sont actuellement sources de chaos et facteurs de domination, à celui d'une solidarité effective englobant toutes les composantes de l'humanité est à peine amorcé.

C'est pourtant de la réussite de cette transition entre la vieille et la nouvelle société que dépend l'avenir des relations internationales. »

Nous mentionnerons pour mémoire un chapitre de l'ouvrage repris de nos propres publications : le texte de la communication introductive du professeur Merle à notre colloque de Genève en 1976 (1) qui a bien posé « le problème des rapports entre les associations transnationales, les organisations intergouvernementales et les firmes multinationales ».

#### Le droit international et l'opinion publique

Contraint de choisir dans un recueil bourré d'idées et d'arguments, auquel nous ne pouvons ici que convier le lecteur en nous promettant à nous-mêmes d'y revenir à l'occasion, le souci associatif désigne le cours fait par le professeur Merle en 1973, à l'Académie de Droit International de La Haye, sur « le droit international et l'opinion publique ». L'occasion rêvée pour un juriste-sociologue de confronter le droit à la science politique, avec la tentation, côté juriste, de s'excuser d'infidélité à une « noble discipline », qui, mise à part la conscience morale, voit moins dans la loi une transcendance souveraine de principes et de tabous qu'un ensemble de règles d'époques soumises à l'évolution continue de la société.

Le côté sociologue discerne le phénomène de l'opinion publique internationale organisée sous ses deux aspects, public et privé : « la version officielle » des Etats prétendant exprimer le point de vue de la communauté internationale d'une part et, de l'autre, les sondages et enquêtes, les actions coordonnées par les courants d'opinion au service de telle ou telle cause. Après un savant examen des mécanismes par lesquels l'opinion publique internationale exerce une influence sur le droit international, l'auteur en montre les résultats. Notons ici les effets associatifs de l'action des forces d'opinion organisées autour de certains « thèmes » : les droits de l'homme, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit à la guerre, le Tiers monde et le développement, aussi le statut de l'Etat, mis en question par des interventions de l'opinion visant tantôt à la reconnaissance d'un pouvoir insurrectionnel ou inversement à la rupture des relations diplomatiques, tantôt à la dissolution de l'Etat souverain dans des projets d'inspiration fédéraliste ou mondialiste.

Faisant réflexion sur les divers secteurs du droit affectés par l'action de l'opinion publique, le professeur Merle écrit :

- Si l'on rapproche ces indications les unes des autres, il apparaît à l'évidence

que le droit international, tel qu'il est conçu par l'opinion publique, n'a que peu de rapports avec le droit international tel qu'il a été forgé par les Etats au cours des siècles. C'est une sorte de droit international « Social » ou « humanitaire », qui comporte autant de devoirs à la charge des Etats que de droits stipulés à leur profit. Dans une très large mesure, c'est un droit qui anticipe sur le droit positif ou qui, du moins, tend à extraire du droit conventionnel les éléments les plus novateurs et les plus dynamiques. D'une autre manière on pourrait dire que ce droit se fonde sur l'hypothèse d'une société internationale unifiée et déjà harmonisée plutôt que sur le postulat d'une juxtaposition d'Etats souverains et indépendants. Par la même, l'opinion publique peut être considérée comme exerçant sur la collectivité des Etats une contrainte salutaire. Mais le risque d'un conflit ne peut du même coup être écarté entre les tendances novatrices d'une opinion en quête de progrès permanents et le comportement conservateur des Etats en place. Le risque est d'autant plus grand que cette vision dynamique du droit est encore très proche de la politique et peut difficilement en être dissocié. Les revendications qui ont le droit pour prétexte sont souvent, par la force des choses, compte tenu de l'état des rapports internationaux, des revendications politiques qui présupposent une refonte radicale des mœurs et des structures de la société internationale. C'est pourquoi les aspirations qui s'expriment à travers ces références au droit international ont peu de chances de trouver satisfaction auprès des Etats.»

L'efficacité des interventions de l'opinion publique, disons d'une certaine participation, est freinée par la résistance des Etats portés à défendre leur « être » et à la limite à une attitude d'« égoïsme sacré » : « Sauf quand un Etat parvient à mobiliser une organisation au service de sa propre cause, les gouvernements restent toujours défiants envers les initiatives qui leur échappent ou risquent de leur échapper ». Les chances des actions de l'opinion « se mesurent très exactement à la capacité dont disposent les groupes de pression internationaux d'infléchir, de l'intérieur, le comportement de chacun des Etats ». On pourrait ajouter que les chances sont optimales quand le courant d'opinion est porté par des intérêts et appuis d'Etat comme ce fut le cas dans le mouvement anticolonial dont Alfred Sauvy fait, avec le mouvement antinazi, un des deux cas d'opinion publique mondiale (2).

(suite p. 101)

(1) Un colloque de réflexion préparatoire au Forum \* 1980 sur « L'avenir des associations transnationales dans les perspectives du nouvel ordre mondial ».

(2) Alfred Sauvy : « L'opinion publique ».

# THE IAPCO 1981 ANNUAL MEETING



Thirty-five delegates from 21 companies in 14 countries attended the 1981 general Assembly and Workshop of the International Association of Professional Congress Organizers (IAPCO), held at the end of February in Tel Aviv, Israel.

The professional (PCOs) look forward to this event, not only because it is, of course, immaculately organised but because for once in the year they can talk to people who understand their problems and their language.

This year was no exception, and the exchange of views on current complications and prospects for the future was a lively and stimulating as ever. Optimism for the future dominated the atmosphere, with delegates divided in their views as to the source of the expansion of their businesses over the coming decade. To some diversification was the key, with the need to add to conference organising other activities such as conference promotion, travel and tour programmes, lecturing and teaching in the Third World on conference

matters, and consultancy services : others were determined to stay with what they knew best and to concentrate on providing even better conference organising services in order to be entrusted with the organisation of the most important and prestigious of the conferences coming to their countries. It was generally agreed that both points of view were equally valid, and the course to be followed depended very largely on whether the PCO's home city was a natural attraction for conferences - London or Paris for example - or a place which had to be sold hard in order to persuade a conference to come; and whether the PCO was independent, or attached to a large organisation such as a Convention Centre or a Travel Agency.

As for the future of conferences as such, the general view was that they would continue to grow in importance and number, with perhaps changes in kind as air travel and international journeys come within the reach of younger and less affluent delegates eager to sit at the feet of the ac-

knowledged world leaders of their professions and technologies.

Interspersed with the discussions and the « what do you do when... » conversations were a number of harder-core sessions. In an effort to resolve the long-running controversy on whether or not a PCO should computerise his services, and especially the whole delegate-registration process. Lars Christensen of D.I.S. Congress Service, Copenhagen had been enterprising enough to have air-freighted a computer from Denmark to Israel, to have it with its ancillary hardware installed in a room at the Conference hotel, and to have the operation of a registration programme demonstrated by two highly-skilled technicians, also flown from Copenhagen. This initiative, combined with a plenary session introduced by Lars Christensen and incorporating a very detailed question and answer period, should have finally left each PCO in no doubt as to whether or not he should change his ways. The dominating but not the only factor in the decision is of course cost, and one of the most interesting comments was from Albert Cronheim of HOC in the Hague, one of the pioneers of computers in the conference industry, to the effect that his computer had meant no saving in permanent staff but had removed the need to employ expensive and inexperienced temporary staff in the immediate run-up period before a conference. So the equation to some extent became simpler - did the cost and disadvantages of temporary staff make the expense of a computer worth-while ? Each PCO made his or her mental calculation and one almost certain convert to computers was revealed.

A second down-to-earth session was the presentation by Anthea and Tim Fortescue of Conference Associates Ltd., London, of the draft of a model Agreement to be used by all IAPCO members as the basis of their contracts with their principals - the Committees and Associations for whom they undertake conference organisation. During the twelve months since the 1980 General Assembly in Bled, Yugoslavia, the Fortescues had compared and analysed the form of contract used by each IAPCO member across the world, and had found a great deal of common



ground. They had prepared in English draft text, an amalgam of the conditions common to all or most members, and had circulated it at the beginning of the conference. They emphasised that there was no intention to impose any form of agreement on anybody, but explained the advantages which would stem from a generally accepted « IAPCO Form of Agreement » which could serve as a starting point for the detailed negotiations involved before any PCO anywhere agrees to organise a conference.

A two-and-a-half hour drafting session - with a drafting committee of thirty-five ! - resulted in the original text being amended and adapted to everybody's satisfaction, and it will now be submitted to legal scrutiny before it emerges as a document which, it is confidently expected, will become a standard tool for conference work. « IAPCO Terms » were born in Tel Aviv.

The General Assembly saw the birth of another important IAPCO document - the long-awaited brochure, soon to be distributed to over a thousand leading organisations, associations and firms to explain the advantages of using Professional Conference Organisers in conference work. Handsomely produced, it sets out the strict code of professional conduct incumbent upon IAPCO members, and outlines the many ways in which a Conference Organising Committee can, by using a PCO, relieve itself of the multiplicity of detailed worries and problems which congress organising inevitably brings.

Other interesting features of the Tel Aviv General Assembly were :

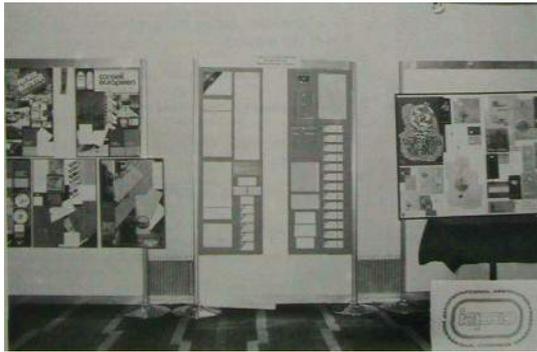


Some of the participants, during a workshop - from left to right - Ghislaine de Coninck (IAPCO Secretariat Brussels), Louis Jolivet (IHA Paris), Godofredo Figueroa (United Nations New York), Jean Destree (Destree Congres. Brussels), Joan Gross (Mc Gill University, Montreal), Betty Fata (Venue West Vancouver).

- an account of the activities of the International Hotel Association and plans for future co-operation between IAPCO and IHA by its Public Relations Officer, Mr. Louis Jolivet;
- the presence of Mr. Godofredo Figueroa, Chief of Planning and Meetings Servicing Section of the Department of Conference Services at the United Nations in New York, IAPCO being the only organisation in the conference field of which the United Nations is a member ;
- the election of Gideon Rivlin of Kenes, Tel Aviv, as President of IAPCO for the next two years to succeed Juana Bravo de Laguna of Siasa Congressos, Madrid, who had held the office with such distinction for the previous two years ;
- the unanimous decision to increase significantly the membership subscription in order to allow the Association's work to expand :
- the decision to hold the 1982 General Assembly in Stockholm ;
- the report of the highly successful seventh IAPCO seminar just held in Switzerland which had attracted students from every continent ; and the decision not only to continue to hold such basic seminars annually in Switzerland, but to initiate an advanced seminar intended for more experienced conference personnel, including those who had in the past attended one of the basic seminars.

Finally, no account of the General Assembly in Tel Aviv would be complete without tribute to the outstanding organisation and arrangements of Kenes, the Israeli PCO firm responsible; the efficiency and comfort of the Tel Aviv Hilton, and the overwhelming warmth of hospitality which took every delegate into three different Israeli private homes on three consecutive evenings and sent us all away dazzled and overcome by the lengths to which our hosts and hostesses had gone to make us feel welcome.

Further information about IAPCO, its activities and publications, and the qualifications for membership can be obtained from the Secretariat : 1, rue aux Laines 1000 Brussels



The IAPCO Award, was won, this year by Conferences and Special Events McGill University in Montreal for the best documentation for social events, this including individual programmes of social events, invitation, tickets, menus, etc



## Liège

C'est un bilan très positif que celui du Palais des Congrès de Liège pour l'année 1980. On peut le résumer en quelques chiffres: près d'un millier de manifestations dont 109 congrès, soit 23 congrès de plus qu'en 1979-près de trois millions de recettes supplémentaires, soit une augmentation de 25 % par rapport à 1979 - un chiffre d'affaires global, avec le restaurant, de 52 millions de francs, soit 18 % de plus que l'année précédente - le bilan du restaurant presque en équilibre pour 1980 - Par rapport à l'ensemble des services publics de la Ville de Liège, le Palais des Congrès a coûté 17% de moins qu'en 1979. En 1980, les dépenses des congressistes ont rapporté au tourisme et au commerce liégeois près de 130 millions de francs. Parmi les 109 congrès, on relève 56 internationaux, 22 nationaux et 31 régionaux, ce qui représente, pour les deux premières catégories, une forte augmentation: 33 et 69 % par rapport à 1979. Par contre, c'est le statu quo pour les congrès régionaux.

Ces congrès ont réuni au total près de 22.000 participants et le nombre de journées/congressistes est passé de 36.000 en 1979 à 43.000 en 1980 (soit 19,5 % de plus). Suivant les normes établies par l'Union des Associations Internationales et d'autres Instituts de recherches, on peut estimer que les dépenses des congressistes, en 1980, ont rapporté au tourisme et au commerce liégeois près de 130 millions de francs. Si l'on examine les thèmes et la nature des congrès, on constate que la catégorie dominante est celle des congrès scientifiques (40 sur 109), dont le nombre a doublé par rapport à 1979. Les congrès politiques ont également doublé et les congrès professionnels ont triplé, tandis que les congrès commerciaux ont baissé

de 55 %. Cette tendance vaut aussi bien pour les congrès internationaux que pour les congrès nationaux et régionaux.

## Médical meetings business

There was a bigger than ever European attendance at the recent Joint Conference on Medical Conventions held in the Los Angeles Bonaventure Hotel. It included representatives from Great Britain, Holland, Austria, Denmark, France, Germany and Monaco.

The Conference, which takes place in the United States every January, is co-hosted by the Professional Convention Management Association; this year they introduced a new Affiliate Membership category for suppliers.

ced a new Affiliate Membership category for suppliers.

Geoffrey Smith, Director, London Convention Bureau, was elected to the new affiliate membership committee, to represent the interests of overseas suppliers to the US medical meetings industry.

About nine hundred delegates attended, including the executives who plan meetings for most of the major US medical associations.

Representatives of the seven European countries hosted two successful and well-attended evening receptions, at which European foods and beverages from the participating countries were served.

There is a continued strong movement of US medical meetings into European countries.



At the Joint Conference on Medical Conventions in Los Angeles some of the team who hosted a popular European reception Left to right - Hank Borgman (Groningen Holland), Geoffrey Smith (London), Bob Ledoux (Monaco), Bob

## Assemblée Générale de l'A.I.P.C.

Nairobi - 23-26 février 1981

Pour sa première Assemblée Générale hors d'Europe, l'A.I.P.C. a réuni un peu plus de la moitié de ses membres, soit les 17 Palais des Congrès suivants :

Amsterdam      Dakar      Libreville  
Belgrade      Den Haag      Nairobi  
Berlin ICC      Firenze      Paris  
Berlin  
Kongresshalle      Grenoble      Versailles  
Bologna      Hamburg      Zagreb  
Bordeaux      Khartoum

La réunion a été ouverte par le Ministre du Tourisme du Kenya, Son Excellence EW. Mwangi.

Dans son allocution, celui-ci a rappelé l'importance du Tourisme de Congrès à Nairobi où en 7 ans, 261 congrès ont été accueillis.

Conformément aux statuts, un nouveau Comité Directeur a été élu. Il est composé pour les deux prochaines années des personnes suivantes :

Président : M. Bernhard Van der Staaij (Den Haag).

Vice-Président: Miss Mary Gichuru (Nairobi).

Secrétaire Général : M. Jean Delobel (Versailles).

Tésorier: M. Hernet Fieberg (Berlin).

Membres : M. Lamberto Ariani (Firenze)

M. Radovan Volmut (Zagreb).

Les Commissions ont également été renouvelées :

Commission Technique

Président : M. Radovan Volmut (Zagreb)

Membres : M. Hans Hock (München)

M. Kurt Späti (Lausanne).

Commission Economique

Président : M. Bruno du Roselle (Paris)

Membres : M. Rodolphe Beyler (Strasbourg)

M. Dolph Engels (Den Haag).

Une Commission *ad hoc* « pour Les Relations Publiques et l'avenir de l'A.I.P.C. » a été créée :

Présidente : Mme Bernadette Stengel (Paris)

Membres : M. Popovic (Belgrad)

M. Matthias Fuchs (Berlin).

5 nouveaux membres ont été admis :

- Arusha (Tanzanie)

- Bregenz (Autriche)

- Ljubljana (Yougoslavie)

- Stockholm (Suède) (1)

- Stuttgart (République Fédérale Allemande) (1)

Ainsi, 55 Palais des Congrès sont membres de l'A.I.P.C. qui continue à se développer régulièrement.

Au cours de cette Assemblée Générale ont eu lieu 3 débats :

1. Les Congrès en Afrique

Rapporteur- Miss Gichuru (Nairobi).

Les représentants des autres Centres Africains de Congrès ont exposé la situation

(1) Sous réserve d'un avis favorable de l'enquêteur qui visitera les installations



Bernard Van der Staaij, nouveau Président de l'AIPC s'adresse à l'Assemblée; à ses côtés le secrétaire général Jean Delobel

du Tourisme de Congrès dans leurs pays respectifs.

### 2. Les Relations Publiques d'un Palais des Congrès

Rapporteur - Mme B. Stengel (Paris).

A partir de l'exemple du Palais des Congrès de Paris, les intervenants ont passé en revue les différents aspects d'une politique de Relations Publiques ayant pour cible les organisations de congrès et la presse professionnelle.

### 3. Le rôle des Services Techniques dans un Palais des Congrès

M. Radovan Volmut (Zagreb) a évoqué tous les problèmes qui se posent à la Direction Technique d'un Palais des Congrès.

Ces débats ont permis un large échange de vues entre les participants, chacun trouvant dans l'expérience des autres idées nouvelles et matière à réflexion.

L'organisation générale de cette Assemblée a été parfaite grâce au travail préparatoire de Miss Gichuru, Directeur du Kenyatta Conférence Centre.

les membres de l'A.I.P.C. a une soirée folklorique aux Bornas du Kenya et à un dîner de clôture à l'Hôtel Serena.

La plupart des participants ont prolongé leur séjour par un safari photo ou quelques jours de repos à Monbasa.

Une réunion qui comptera dans « l'histoire » de l'A.I.P.C.

## La langue française dans les congrès internationaux

Paris le 12 février 1981

Le 12 février 1981, s'est tenue à Paris une réunion-débat organisée à l'initiative de l'Association Internationale des Villes francophones de Congrès, dont le Président est M. Jean Delobel, directeur du Palais des Congrès de Versailles, et ayant pour thème: « la langue française dans les congrès internationaux ».

Le but de cette réunion était d'examiner les mesures à prendre pour lutter contre la montée inquiétante de l'anglais au détriment du français dans les réunions internationales, même en France et dans les autres pays francophones.

On sait que cet important problème a fait l'objet d'articles dans plusieurs journaux dont Le Monde et Le Figaro et préoccupe le Gouvernement français, particulièrement le Haut Comité de la langue française, dépendant du Cabinet au Premier Ministre.

Chargé d'introduire le débat, M. André Schreurs, directeur du Palais des Congrès de Liège et vice-président de l'A.I.V.F.C., a rappelé l'appel lancé par le Président de la République française aux Francophones de Belgique, de Suisse et du Canada en vue de resserrer toujours davantage les liens de coopérations culturelle, technique et linguistique qui les unissent aux Français. Le Président de

la République a ajouté ; Ils (c'est-à-dire les Francophones belges, suisses et canadiens) doivent savoir qu'ils peuvent compter sur nous, comme nous comptons sur eux pour défendre et pour promouvoir cette langue et cette culture qui sont notre patrie commune ».

Parmi les 14 mesures prises par le Haut Comité de la langue française et approuvées par le Président de la République, figure celle-ci : garantir la place de la langue française dans les congrès internationaux en développant la traduction simultanée.

M. Van Deth, Conseiller technique du Haut Comité de la langue française, était

outre les représentants d'une vingtaine de villes, assistaient également M. Gou-nelle de Pontanel, professeur et membre de l'Académie française de Médecine, ainsi que d'autres personnalités.

Après un débat animé, les participants ont adopté les 5 recommandations suivantes :

1. que, dans les congrès, tous les orateurs francophones se servent de l'interprétation simultanée pour s'exprimer dans leur langue, quand cette installation existe et fonctionne;
2. lorsque l'organisateur du congrès n'a pas demandé l'interprétation simultanée, la prévoir quand même, et la subsidier, tout au moins pour les séances plénières;
3. lorsque l'interprétation simultanée n'est utilisée que pour les séances plénières, organiser les travaux en commissions par affinités linguistiques (par exemple, une commission en langue française, une en langue anglaise, une en langue allemande, etc.);
4. s'il n'est pas possible de subsidier l'interprétation simultanée, essayer de

convaincre les organisateurs de recourir à l'interprétation consécutive en faisant appel à des participants aux congrès, afin de ne pas devoir payer des interprètes;

5. que les Pouvoirs Publics (Etats, Régions, Municipalités) n'accordent de subventions aux organisateurs de congrès internationaux, auxquels participent des Francophones, que si ceux-ci peuvent utiliser l'interprétation simultanée en français; que les Palais des Congrès agissent de même et n'accordent de réduction sur les prix de location de salles qu'aux mêmes conditions.

Il est à noter qu'en matière de subsides, la Municipalité et l'Université de Grenoble appliquent déjà cette politique.

### RAI is extending

In January 1982, the International Exhibition and Congress centre RAI in Amsterdam will have 40 % more capacity. One part of the plans has already been realized : the underground parking garage for 1500 cars. In 1982, this will be followed by 3 exhibition halls, with a total area of 19,000 m<sup>2</sup> (A, B and C, 3 ½ m above street level); under it a parking garage, for some 800 cars, which is to form an integral part of the existing garage; 2 congress rooms (D, E) and 4 meeting rooms, seating a total of 1340 persons. The existing and new part will each have their own main entrance and will be linked by an attractive square. Since the RAI buildings on Europaplein were taken into use in the early sixties, the number and scope of the manifestations and the number of visitors to RAI has been growing steadily. The extension which is now in progress means that RAI, with 70,000 m<sup>2</sup> of built-on area, will have the spacious accommodation for which there has been

such a long-felt want. When the project is completed, accessibility will also have been improved considerably. In the Spring of 1981, there will be a RAI station on the Schiphol, The Hague, Rotterdam railway line; the motorway Amsterdam-Utrecht will join the Amsterdam-Schiphol motorway, on which RAI is situated.

### Convention London 81

A 96 page directory of all Greater London's conference hotels, convention centres, unusual venues and every sort of conference service, is more extensive than it's ever been. It is published by London Convention Bureau, an Agency of London Tourist Board.

Lord Ponsonby of Shulbrede, the Bureau's Chairman, says in his foreword that in the past decade London has become probably the leading conference city in Europe and one of the most popular in the world. The work of London Convention Bureau, a not-for-profit organisation, he adds, has been a significant factor in this. Their advice and help is available « with enthusiasm, friendliness and wholly without cost ».

A feature of this year's enlarged edition is that each of the feature articles about aspects of London has been written by a member of the LCB staff. The directory section lists 146 London conference hotels, 90 conference centres and other meeting places, large or small, and 340 different services; these include 60 travel agents and ground handlers, 29 venues for evening entertainment, 21 coach operators and 11 professional organisers.

Convention London 81

Is available free of charge from London Convention Bureau.



A l'Hôtel de Ville de Bruxelles, hommage a été rendu à M. Marcel Lageirse, Directeur du Palais des Congrès de Bruxelles, Ancien Président de l'Association Internationale des Palais de Congrès, pour les multiples activités nationales et internationales qu'il mena à bien alors qu'il assumait la direction du Palais des Congrès de Bruxelles. Les Membres de Bruxelles Congrès entourent Marcel Lageirse à qui le Premier Echevin Lefèvre a remis la Médaille de Bruxelles.

## Paris :

### Février 1974 - Février 1981

Avec l'ouverture du Palais des Congrès en février 1974, grâce à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris qui a pris l'initiative de ce projet et en a assuré la réalisation, Paris a repris sa place de première ville de congrès au monde.

Malgré la crise économique et ses conséquences inévitables sur le tourisme

personnes qu'attirent annuellement les trois grandes activités du Palais des Congrès: les congrès, les expositions et les spectacles, sans compter les clients de l'hôtel et de la galerie marchande et les passagers de l'aérogare, etc...

En 1980, 1.810.000 congressistes, visiteurs et spectateurs ont pris le chemin de la Porte Maillot. Les éléments statistiques concernant l'année 1980 témoignent d'une évolution intéressante : le nombre des congrès internationaux a légèrement diminué, mais leur taille et la durée de leur séjour sont en nette augmentation. Ces congrès internationaux qui représentent 28 % du nombre total des congrès est de 4 jours, alors que la durée moyenne des congrès d'origine française n'est que de 1.3 jour. Il est à noter également qu'ils ont réuni à eux seuls 50% des congressistes/jour.

En 1980, le Palais des Congrès a reçu 443 congrès qui ont rassemblé 171.000 congressistes (338.000 congressistes/jour). Une approche plus précise permet de distinguer:

- 37 congrès de plus de 1.000 participants
- 61 congrès de 500 à 1.000 participants
- 345 congrès de moins de 500 participants

443

En 1980, le Palais des Congrès a reçu 122 congrès internationaux. Parmi les congrès les plus importants, tant par le nombre de participants que par leur notoriété, on peut citer :

Printemps informatique (3.500 personnes)

Congrès International des Clubs d'Investissements (700 personnes)

2<sup>e</sup> Journée Internationale sur l'Épargne Financière (500 personnes)

Congrès de l'Office International des Œuvres de Formation Civique et d'Action Culturelle selon le Droit Naturel et Chrétien (3.000 personnes)

Séminaire International de l'Informatique dans l'Assurance (700 personnes)

Association Mondiale de l'Ordre des Rosicruciens (3.700 personnes)

8<sup>e</sup> Congrès Européen de Cardiologie (8.000 personnes)

4<sup>e</sup> Congrès International d'Immunologie (5.000 personnes) dont 2 Prix Nobel

13<sup>e</sup> Congrès International des Distributeurs d'Eau (2.000 personnes).

Il est intéressant de souligner que ces congrès, qu'ils soient d'origine nationale ou internationale, touchent les secteurs les plus variés: organismes étatiques ou para-étatiques; les industries de transformation primaire ou secondaire; les industries mécaniques; l'énergie; la chimie; l'agriculture et l'alimentation; la presse et l'édition; l'électronique et l'informatique; les syndicats; l'environnement; la prévention et la sécurité; la médecine et le paramédical (30% du nombre des congrès); les associations scientifiques; les professions libérales; l'économie et les finances; le commerce et la distribution; les services; les loisirs; le tourisme et les sports; la politique; les arts; la culture et les religions.

81 expositions ont reçu 469.000 visiteurs.

Expositions scientifiques ou techniques liées à des congrès ou salons spécialisés, la diversité est là aussi très grande.

Spectacles : 289 représentations dans l'Auditorium et la Salle Bleue ont attiré 1.003.000 spectateurs. Aux 23 Concerts de l'Orchestre de Paris qui ont attiré presque toujours « complet », il faut ajouter divers spectacles.

L'un des aspects les plus positifs de cet ensemble de réalisations est certainement

l'importance et la diversité des publics qui ont été atteints. Le Palais des Congrès participe ainsi au mouvement actuel de recherche d'une culture accessible à un public de plus en plus vaste.

Les perspectives qui s'ouvrent pour 1981 laissent présager une activité aussi soutenue avec 50 congrès réunissant plus de 500 participants, et notamment le 15<sup>e</sup> Congrès International de Rhumatologie qui rassemblera en juillet plus de 4.000 délégués et le Congrès International Smirt (Mécanique des Structures Appliquée à la Technologie des Réacteurs) qui réunira plus de 2.000 congressistes en août. Nombreux sont les congrès qui vont se tenir à la Porte Maillot pour la 8<sup>e</sup> année consécutive. Ces clients fidèles, une soixantaine environ, sont le meilleur garant de la réussite du Palais des Congrès.

Plus de 300 congrès sont déjà prévus jusqu'en 1985. 11 s'agit là de manifestations programmées à long terme. Le planning se remplira au fil des années de réunions de moindre importance ou décidées au dernier moment.

Hôtels, restaurants, « Boutiques du Palais des Congrès », night-clubs et Paris à deux pas bénéficient de l'afflux d'une clientèle tout à la fois parisienne et étrangère. A la lumière d'une expérience de 7 années, il semble bien que le Palais des Congrès contribue à l'enrichissement économique et culturel de la capitale et que, par là, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris soit restée fidèle à sa vocation.





## 1 07 ETATS SE PRONONCENT A MANILLE POUR UNE CONCEPTION NOUVELLE DU TOURISME

### La déclaration de Manille

#### Une activité sociale, culturelle, éducative au service de l'homme

Il est possible d'affirmer, en restant dans la limite des réalités, que la Conférence mondiale sur le tourisme de Manille constitue un des événements les plus marquants sinon le plus marquant dans l'histoire du tourisme, après la création des congrès payés.

Les résultats auxquels sont parvenus les 107 Etats représentés à Manille, assistés de 91 organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales et d'opérateurs touristiques, ont une telle portée qu'il est difficile d'en mesurer immédiatement les effets sur l'ensemble des facteurs qui vont déterminer l'avenir du tourisme dans les prochaines décennies.

Le tourisme a fait l'objet jusqu'ici d'une conception marginale et restrictive qui l'a contraint pendant de nombreuses années à une série de limitations, de distorsions dans son expansion, à partir de cette conception marginale basée non pas sur la portée globale réelle, mais sur les seuls aspects internationaux des mouvements touristiques, la Conférence de Manille a fait apparaître le potentiel réel du tourisme et a fait reconnaître son action multiple au service de l'homme, aussi bien sur les plans national qu'international, dans les domaines sociaux, culturels, éducatifs, politiques et économiques, pour la qualité de la vie de l'homme.

#### Le tourisme est plus qu'un facteur économique

Tout en reconnaissant les indéniables effets bénéfiques que le tourisme peut avoir et doit avoir sur les économies nationales et, partant, sur le commerce mondial, Manille a reconnu que, pour les Etats, de telles incidences économiques ne pouvaient, en aucun cas, constituer le seul objectif de leur politique touristique. En d'autres termes, la Conférence de Manille a su courageusement affirmer qu'il convenait d'abandonner toute stratégie limitée aux seuls effets économiques - positifs ou négatifs - du tourisme, pour concevoir ce dernier globalement à partir de sa source et des facteurs qui lui donnent ses dimensions totales. A l'heure actuelle, le tourisme (au sens intégrante de la vie des nations et aucune mesure ne saurait amener les populations à renoncer à leur droit aux voyages et aux vacances.

#### Tourisme national :

**80 pour cent -**

#### Tourisme international :

**20 pour cent**

Pendant des décennies, l'attention des Etats a été attirée essentiellement sur les seuls 20 pour cent des mouvements touristiques, ceux concernant l'émission et la réception des touristes étrangers. Cette rentabilité économique résultant du tourisme international et considérée, à juste titre, comme exportation invisible, a certes été bénéfique, dans de nombreuses situations, aux économies locales et nationales et certainement aux opérateurs privés.

Toutefois, cette orientation de la politique touristique nationale n'a pas permis de donner toute l'attention nécessaire au 80 pour cent des mouvements touristiques qui se développaient sur le plan national, grâce à de nombreuses initiatives privées, associatives ou collectives, avec, dans certaines conditions, l'aide des pouvoirs publics.

On s'est ainsi trouvé en présence d'une croissance quelque peu déséquilibrée de l'ensemble des mouvements touristiques, dont seule la partie destinée aux exportations recevait, en raison de son apport économique, une attention suffisante des gouvernements et ce au détriment des valeurs sociales, culturelles, éducatives, nationales du tourisme considéré dans sa globalité.

C'est cette situation que la Conférence de Manille a voulu éclairer. Aussi, la Conférence de Manille a le grand mérite d'avoir enfin corrigé et clarifié les conceptions restreintes, restrictives et incomplètes sur lesquelles ont tenté de se développer jusqu'ici les stratégies de développement du tourisme. Elle a ainsi permis de définir l'ampleur et les incidences des mouvements de personnes à des fins de vacances et de voyages sur la vie de la nation et dans les relations internationales.

#### La responsabilité des Etats et des opérateurs

Cette clarification permet finalement de déterminer le rôle et les responsabilités des Etats, d'une part, et des opérateurs touristiques, d'autre part. Pour les Etats, la Conférence de Manille doit permettre de mieux comprendre pour mieux le situer le rôle du tourisme dans la

vie de la nation. Pour les opérateurs, stimulés et coordonnés par les pouvoirs publics, leurs activités assument une fonction nouvelle qui ne se départ pas d'une essentielle préoccupation de rentabilité économique, mais qui exige le respect des consommateurs et de la qualité des produits distribués sur les marchés de consommation où ils doivent répondre, dans toute la mesure du possible, aux objectifs sociaux, culturels et éducatifs découlant des déplacements de person-

Il est désormais acquis de façon irrévversible que les Etats auront, dans l'avenir, à considérer comme prioritaires les valeurs humaines, sociales et culturelles au-dessus de toute préoccupation de caractère économique relevant surtout du domaine du secteur opérationnel privé, sans renoncer pour autant à leurs responsabilités d'une saine gestion économique du tourisme au niveau national et international.

A cet égard, à titre de mesure particulière en faveur du tourisme, il y a lieu de considérer la priorité à accorder à des investissements pour la création d'équipements de loisirs collectifs ou l'aménagement de zones touristiques et de terrains, de réanimation de sites monumentaux historiques et culturels, qui, en raison d'une stricte conception économique de rentabilité, n'ont reçu jusqu'ici qu'une attention insuffisante de la part des gouvernements.

On ne peut s'attendre à ce que les profonds changements qu'appelle l'application de la Déclaration de Manille soient réalisés à court terme. Au moins deux décennies sont nécessaires pour permettre une reorganisation du tourisme selon les conceptions affirmées à la Conférence de Manille par les Etats, les organisations internationales et les opérateurs privés. Il est certain que l'application des conceptions contenues dans la Déclaration de Manille appellera une reorganisation de structures administratives publiques et privées gouvernant toutes les interrelations qui existent dans la conception, la promotion, la vente, la distribution et la consommation des vacances et des voyages.

Il importe d'autant plus de mobiliser dès à présent toutes les forces disponibles pour amorcer à temps la mutation requise, et pour traduire dans les faits la volonté politique clairement exprimée par la Conférence de Manille de 1980.



## ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES 16-18

### 9eme SUPPLEMENT

#### Changements d'adresse et/ou de nom

#### Section A

A 0069 Comité consultatif juridique afro-asiatique  
Asian-African Legal Consultative Committee

This supplement of the Annuaire des Organisations Internationales, 16-18th edition contains the following changes of which we have been informed:

- 1' THE NAME(S) OF ORGANIZATIONS : The names are given below in English and French. Where names in other languages have been modified, they will also be found if they are not there, such names have not been changed. Such changes are given immediately after the entry number in the Yearbook and preceded by « nouveau nom ».
- 2' THE ADDRESSES OF ORGANIZATIONS : The new address is given in the place of the old. When there are several addresses for the same organization, those which do not change are not indicated. The indication « Dernière adresse connue » followed by the name of a city indicates that the address mentioned in the Yearbook is no longer valid and that efforts are being made to locate the new address.
- 3' NAMES OF SECRETARIES GENERAL (SG), Presidents (Prés) recently nominated.
- 4' DISSOLVED ORGANIZATIONS (« Dissoute ») and those which are provisionally dormant (« En veilleuse ») are appropriately indicated.

SG B. Sen, 27 Ring Road, Lajpat Nagar-IV, New Delhi 110024, Inde.  
Prés H.E. Mudjono.

A 0116 Association des services géologiques africains (ASGA)  
Association of African Geological Surveys (AAGS)  
Secrétariat 60 Boulevard St Michel, F-75272 Paris Cedex 06, T. 326-25-57.

A 0126 Club international des guides  
International Guides' Club

Secrétariat P O Box 1837 Vikå, N-1010 Oslo 1, Norvège.

A 0271 Mouvement chrétien pour la paix (MCP)

Christian Movement for Peace (CMP)

Secrétariat 46 rue de Vaugirard F-75006 Paris, France.

A0765 Union européenne des pompes funèbres

Européan Funeral Directors Association

Prés Mans Jérusalem, Charasgasse 6, A-1030 Wien III, Autriche, T. 721636.

A 0787 Institut européen pour la formation professionnelle  
European institute for vocational Training

Délégué général Jean Roux, 48 avenue de Villiers, F-75017 Paris, France  
T. 227 29 22.

A 0637 Fédération européenne de psychanalyse  
European Psycho-Analytical Federation

Sec Dr Gemma Jappe, Paul-Löffler-Weg 7a, D-7400 Tübingen, Allemagne  
RapFed.  
Prés Prof Daniel Widlocher, 32 rue Charles Baudelaire, F-75012 Paris, France.

Ce supplément a l'Annuaire des Organisations Internationales, édition 16-18, comporte les modifications suivantes dont nous avons été informés.

1' LE(S) NOM(S) DES ORGANISATIONS. Les noms sont données ci-dessous en

français et en anglais, parfois en anglais seulement pour la section B (comme

dans l'Annuaire). Lorsque des noms en d'autres langues que le français et

l'anglais ont été modifiés, on les trouvera également indiqués. S'ils ne sont pas

repris ci-dessous, c'est qu'ils n'ont pas subi de changement. Ces modifications sont annoncées immédiatement après le numéro de rubrique par les mentions « Nouveau nom ».

2' LES ADRESSES DES ORGANISATIONS. La nouvelle adresse est donnée à la place de l'ancienne, lorsqu'il y a plusieurs adresses pour une même organisation, les adresses qui ne changent pas ne sont pas reprises. L'indication « Dernière adresse connue » suivie d'un nom de ville, signifie qu'une adresse mentionnée dans l'Annuaire n'est plus valable et que nous sommes à la recherche de la domiciliation actuelle.

3' LES NOMS DE SECRETAIRES GENERAUX (SG), Présidents (Prés) récemment nommés.

4' LES ORGANISATIONS DISSOUTES et celles provisoirement sans activité.

A0838 Convention pour l'utilisation en commun de wagons de marchandises  
European Railway Wagon Pool

Prés M. Soete, Société Nationale des Chemins de fer Belges, Direction générale, 85 rue de France, B-1070 Bruxelles, Belgique T. 02/523 80 80.  
Tx 21 526 Railb-b.

A 0881 Union européenne des pédopsychiatres

European Union for Child Psychiatry  
Prés Prof W. Betschart, Médecin-Directeur du Service Médico-Pédagogique Vaudois, 5 avenue de la Chabrière, CH-Lausanne, Suisse.

A 0937 Fédération européenne des clubs du tissu conjonctif

European Federation of Connective Tissue Clubs (EFGTC)  
Secrétaire Dr Y. Eeckhout, Institut Pathologie cellulaire UCL, Avenue Hippocrate 75, S-1200 Bruxelles, Belgique.

A 1247 Association internationale de bibliothécaires et documentalistes agricoles

International Association of Agricultural Librarians and Documentalists (IAALD)

Sec-Trés Miss P. J. Woinley, 3 Burlescombe Leas, Thorpe Bay, Southend-on-Sea SS130F, Essex, Royaume-Uni

A 1616 (nom et adresse) Commission internationale de l'organisation scientifique du travail en agriculture

International Committee of Work Study and Labour Management in Agriculture  
Secrétariat R. R. Menneer, Ministry of Agriculture, Fisheries and Food, Block A, Government Offices, Coley Park, Reading RG16DT, Royaume-Uni.

A 1644 Association Internationale de littérature comparée (A.I.C.)  
International Comparative Literature Association

Secrétaire Prof Yves Chevrel, Département de littérature comparée, Université de Nantes, Chemin de la Sensive du Tertre, BP 1025, F-44036 Nantes Cedex, France.

Secrétariat for the Americas Prof Gerald Gillespie, Department of German Studies, Stanford University, Stanford California 94305, Etats-Unis.

- A 1798 Conseil international des tanneurs  
International Council of Tunnel s  
Secretariat 9 St Thomas Street, London SE1 9SA, Royaume-Uni.
- A 1761 Conseil International de la langue française  
International Council of the French Language  
SG Hubert Joty, 103 rue de Lille, F-75007 Paris, France. T. 7050793-7050405
- A 1806 Association Internationale d'épidémiologie  
International Epidemiological Association  
SG Dr A I Adams, Level 23, Mc Keu Building, Rawson Place, Sydney NSW 2000, Australie.
- A 1806 Association Internationale de recherches ergonomiques (IEA)  
International Ergonomics Association  
Secretariat c/o Mrs Marian Knowles, Human Factor Society, P O Box 1369, Santa Monica, CA 90406, Etats-Unis.
- A 1854 Fédération internationale de navigabilité aérospatiale  
International Ergonomics Association  
SG D K Smith, 58 Whitehead Avenue, Ruislip, Middlesex HA4 7PW, Royaume-Uni, T. Ruislip 72504.
- A 1921 (secrétaire general) Fédération internationale des producteurs de jus de fruits  
International Federation of Fruit Juice Producers  
SG Philippe Dardonville.
- A 1942 Fédération internationale des architectes paysagistes  
International Federation of Landscape Architects (IFLA)  
Prés Dr Hans Friedrich Werkmeister, Wildfeuerstrasse 27, 0-3200 Hildesheim, Allemagne RF. T. 051 21610 17.
- A 1969 Fédération internationale d'orientation  
International Orienteering Federation.  
SG Inger Gärdenrud, Myrmarksvägen, S-141 43 Huddinge, Suède
- A 2017 (secrétaire general) Fédération internationale des associations de négociants en aciers, tubes et métaux  
International Federation of Steel, Tubes and Metal Merchants' Associations  
SG Serge Mottelet.
- A 2018 (secrétaire général) Fédération internationale des bourses de valeurs  
International Federation of Stock Exchanges  
SG J. Abbey.
- A 2020 Fédération internationale des géomètres (FIG)  
International Federation of Surveyors  
SG HR Dötscher, Fliederweg 11, CH-3600 Thun, Suisse, T. 033/22 20 28.
- A 2027 Fédération internationale de la presse périodique (FIPP)  
International Federation of the Periodical Press  
Directeur Robin Wharmby, 29A Gloucester Road, London SW7 4PL, Grande-Bretagne. T. 01 584 9100. Tx 24224 ret 298.  
Prés C R Devine, Reader's Digest Association, 200 Park Avenue, Ne\* York, N.Y. 10166, T. (212) 972-6084, C. READIGEST.
- A 2033 Fédération internationale des journalistes et écrivains du tourisme (FLFT)  
International Federation of Tourism Journalists and Writers  
SG Vasa Jaksic, Pariska 14, Belgrade 11000, Yougoslavie.
- A 2031 Fédération internationale de la Croix Bleue  
International Federation of the Temperance Blue Cross Societies  
Secretariat Kemely 10, CH-1 206 Genève, Suisse.
- A 2226 Fédération internationale de luge de course (FIL)  
International Luge Federation  
SG Jan Steier, 56 Ch. du Vallon de Toulouse, F-13010 Marseille, France. T. (91) 742150.
- A 2323 (secrétaire general) Organisation internationale des experts  
International Organization of Experts (Ordinex)  
SG Marcel Diemer.
- A 2430 Association des écoles internationales  
International Schools Association  
Secretariat CIC Case 20, CH-1211 Genève 20, Suisse.
- A 2496 (nom et adresse) Société Internationale de programmation et de télédétection  
International Society for Photogrammetry and Remote Sensing - Internationale Gesellschaft für Photogrammetrie und Fernerkundung  
SG (1980-1994) Gottfried Konecny, Institut für Photogrammetrie, Nienburger Strasse 1, D-3000 Hannover, Allemagne Rep. Fed. T. (05 11) 762-2481, Tx 9 23 860 umtind.  
Prés Frederick J Doyle, U S Geological Survey 516 Reston VA 22092 Etats-Unis.  
Congress Director Placidino Farjundes, Sociedade Brasileira de Cartografia, Rua Mexico 41 Sala 706, Centro Rio de Janeiro, Brésil 20 000.
- A 1530 (secrétaire general) Association Internationale de bibliophilie  
International Association of Bibliophiles  
SG Antoine Coron
- A 2815 Organisation scientifique et technique internationale du vol à voile (OSTIV)  
International Scientific and Technical Gliding Organization  
Secretariat Institut für Physik der Atmosphäre, D-6031 Oberpfaffenhofen, Post Wessling/OBB, Allemagne Rép Fed.
- A 2703 (secrétaire général) Union Internationale de l'exploitation cinématographique  
International Union of Cinematograph Exhibitors  
SG P Graff.
- A 2723 Union Internationale des sciences géologiques (UISG)  
International Union of Geological Sciences (IUGS)  
SG Dr C C Weber, Maison de la Géologie, 77 rue Claude Bernard, F-75005 Paris, France.  
Prés Prof Dr E Seibold, Deutsche Forschungsgemeinschaft, Kennedy Allee 40, Postfach 20 50 04, D-5300 Bonn 2, Allemagne Rép Fed.
- A 2755 Union internationale des sciences préhistoriques et protohistoriques (UISPP)  
International Union of Prehistoric and Protohistoric Sciences  
Directeur Prof Dr S J De Laet, Faculteit van de Letteren en Wijsbegeerte, Universiteit, Blandijnberg 2, B-9000 Gent, Belgique.
- A 2758 Union Internationale d'associations de propriétaires de wagons particuliers (UIP)  
International Union of Private Railway Truck Owners' Associations  
SG Walter Sular, Via Caprino 21, CH-6900 Lugano-Paradiso, T. (091)54 1621/5462 14, Tx 73774 musy.
- A 2761 (secrétaire general) Union Internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique (UNIPEDEC)  
International Union of Producers and Distributors of Electrical Energy  
SG Pierre Molton.
- A 2766 Union internationale de biophysique pure et appliquée  
International Union of Pure and Applied Biophysics  
SG Prof K Wüthrich, Inst. für Molekular-Biologie, ETH-Höbigerberg, CH-8093 Zurich, Suisse, T. (01) 57 57 70, Tx:54354 Ch.
- A 2770 (secrétaire general) Union radio-scientifique internationale (URSH)  
International Union of Radio Science  
SG Prof J Van Bladel.
- A 2783 (secrétaire) Union internationale des locataires  
International Union of Tenants  
Sec Bjorn Eulund.
- A 2784 (secrétaire général) Réunion internationale des laboratoires d'essais et de recherches sur les matériaux et les constructions (RILEM)  
International Union of Testing And Research Laboratories for Materials and Structures.  
SG M. Fickelson.
- A 2800 Union internationale végétarienne  
International Vegetarian Union  
Secretariat 10 King's Drive, Marple, Stockport SK6 6NO, Royaume-Uni.
- A 2803 (directeur) Office internationale de la vigne et du vin (OIV)  
International Vine and Wine Office (IWO)  
Directeur G Constant.
- A 2804 Fédération internationale de volley ball  
International Volley Ball Federation  
SG Anguel Barzackhi, 5 rue de Navarre, F-75005 Paris, France, T. 336 54 34 - 707 57 46, C. INTERVOLLEY, Tx 270105 F TXFRA ref 599.
- A 2807 (secrétaire general) Association Internationale des distributions d'eau  
International Water Supply Association  
SG Peter F. Stott.
- A 2813 Centre international du commerce de gros intérieur et extérieur  
International Wholesale and Foreign Trade Center  
Discus le 31 dec 1979.
- A 2847 Comité de coopération des conseils nordiques de la recherche des sciences naturelles  
Joint Committee of the Nordic Natural Science Research Councils (NOS-N)  
Secrétaire exécutif Anja Borg, Box 6711, S-113 65 Stockholm, Suède, T. 08-15 1580.
- A 2855 Kiwanis International  
Directeur exécutif Peter N Hanly, 101 East Erie Street, Chicago, 111 60611, Etats-Unis.
- A 2890 Association des armateurs latino-américains  
Latin American Shipowners Association (LASA)  
Secretariat Rio Negro 1394 of 502, Casilla 767, Montevideo, Uruguay

- A 2903 Ligue des états arabes  
League of Arab States  
SG Chedi Kibi, Khair Al-Din Basha Street, Tris, Tunisie.
- A 2954 Mensie International  
Secrétariat Bond House, St John's Square, Wolverhampton, WV2 4AH, Royaume-Uni, T. 26055
- A 2959 (secrétaire general) Fédération internationale des mineurs (FIM)  
Miners International Federation (MIF)  
SG Peter Tan.
- A 2982 Association nordique du béton  
Nordic Concrete Association  
Secrétaire Erik Lie, Norsk Betongforening, Ingeniøremes Hus, Kronprinsensgate 17, N-0502, Norvège.
- A 2994 Union postale nordique  
Nordic Postal Union  
Administration générale c/o General Direction of Posts and Telecommunication, Foreign Division, P O Box 528, SF-00101 Helsinki 10, Finlande.
- A 3001 Groupement universitaire nordique d'océanographie physique  
Nordic University Group on Physical Oceanography  
Pres Prof Dr Odd H. Salten, University of Bergen, Geophysical Institute, Allégaten 70, N-5014 Bergen - University, Norvège.
- A 3006 (secrétaire) Commission du phoque à fourrure du Pacifique Nord  
North Pacific Fur Seal Commission  
Sec Jack Gehringer.
- A 3009 Fédération des associations nordiques d'annonceurs  
Northern Federation of Advertisers Associations  
SG Lars Wiege, c/o Svenska Annonsores Forening, Box 1117, S-111 81 Stockholm, Suède.
- A 3017 (nom) Association des chimistes des peintures et vernis  
Oil Colour Chemists Association
- A 3062 Congrès panaméricain des routes  
Panamerican Highway Congresses  
Secrétariat Organization of American States, 1889 - F - Street, N.W. Washington DC 20006, Etats-Unis.
- A 3068 Alliance panaméricaine des femmes médecins  
Panamerican Medical Women's Alliance  
Près Dr Helen C Bemfield, Box 9822 Northside Sta Jackson, Miss 39206, Etats-Unis.  
A 3107 (secrétaire général) Cour permanente d'arbitrage  
Permanent Court of Arbitration  
SG J Værekamp.
- A 3137 (directeur général) Union postale des Amériques et de l'Espagne (UPAE)  
Postal Union of the Americas and Spain (PUAS)  
Directeur général Félix Sierra.
- A 3152 Conférence régionale du Service volontaire international (CRSV)  
Regional Conference on International Voluntary Service  
Secrétariat Truchsstrasse 100, 5300 Bonn 2, Allemagne Rep Fed, T. 0222131 0243.  
Près Peter Mason, Leeward, Longborough, Moreton-m-Marsh, Gloucestershire GL56 0OR Hoyaume-Uni, T. 0451-30147.
- A 3154 Organisme International régional contre les maladies des plantes et des animaux  
Regional International Organization of Plant Protection and Animal Health  
Secrétariat Apartado (01) 61, San Salvador, El Salvador.
- A 3159 Représentants des associations européennes de chauffage et de ventilation  
Representatives of European Heating and Ventilating Associations (REHVA)  
Secrétariat Mr Havør Rostad, Norsk VVS, PO Box 1932 Viket, Oslo 1, Norvège.
- A 3170 Association internationale des cadres des marketing-communications  
Marketing Communications Executives international (MCEI)  
Directeur pas de changement.  
SG et siège social Mme Ariette Keyset, rue du Collège St-Michel 10, B-1150 Bruxelles, Belgique, T. (02)771.98.90.
- A 3177 Association scandinave de bibliothécaires scientifiques  
Scandinavian Association of Research Librarians  
Secrétariat c/o Avelingsbibliotekar Per Morten Bryhn, Universitetsbiblioteket, Drammensveien 42, N-0502, Norvège.
- A 3184 (nom et adresse) Organisation coopérative nordique de la recherche appliquée  
Nordic Co-operative Organization for Applied Research (NORDFORSK)  
Secrétariat Folksegatatan 10 A, 3e van, SF-00100 Helsingfors 10, Finlande T. (3580)6940099.
- A 3194 Association scandinave d'orthopédie  
Scandinavian Orthopaedic Association  
SG Docent Ian Godie, Ortopedisk-kirurgisks Kliniken, Sahlgrenska sjukhuset, Göteborg, Suède.  
Près Docent Liff Nil sonne, Ortopedisk-kirurgiska kliniken, Karolinska sjukhuset, Stockholm, Suède.
- A 3217 Séminaire sur l'acquisition de matériaux bibliothécaires latino-américains  
Seminar on the Acquisition of Latin American Library Materials (SALAM)  
Secrétariat Memorial Library, University of Wisconsin Madison Madison Wisconsin 53706, Etats-Unis.
- A 3218 Servas International  
SG Barbara Whitehead, 194 Moor Lane, Crosby, Liverpool L23 2UH, Grande-Bretagne.  
Coordonnateurs régionaux : Afrique Lydia Jones, 426 West 26th Street, Apt 16J, New York, N.Y. 10001, Etats-Unis.  
Amérique du Nord US Servas Committee, Room 406, 11 John Street, New York N.Y. 10038, Etats-Unis.  
Amérique du Sud Jorge Zoppolo, Copoer 2028, Montevideo, Uruguay  
Asie du Sud Haivalalab Panik, Anand Niketan Ashram, P O Rangpur (Kavari) via Kosindra, Dist. Baroda 391140, Inde.  
Asie du Sud-est Kunio Tanaka, 3-13-16 Den-enrofu, Ota-ku, Tokyo 144, Japon.  
Australasie John & Judy Ebner, 403 Bronte Road, Bronte 2024, NSW Australie.  
Europe Antonie Fried, 674 Landau/Falz, Rudolf von Habsburgstr 50, Allemagne Rep Fed.
- A 3229 (secrétaire general adj) Société internationale pour le développement  
Society for International Development (SID)  
Secrétaire général adj Roberto Vanore.
- A 3236 Société pour l'étude du Nouveau Testament  
Society for the Study of the New Testament  
Sec G N Stanton, King's College, Strand, London WC2R 2LS, Grande-Bretagne.
- A 3255 Ligue du Sud-Est asiatique et du Pacifique contre le rhumatisme  
South East Asia and Pacific Area League against Rheumatism (SEAPAL)  
SG Dr Mongkol Vatanasuk, Department of Medicine, Faculty of Medicine, Ramathodi Hospital, Rama 6 Road, Bangkok 4, Thaïlande.  
Près Dr K D Mürden, Department of Medicine, University Of Melbourne, Royal Melbourne Hospital, Victoria 3050, Australie.
- A 3298 (nom et adresse) Conférences ministérielles de l'éducation de la jeunesse et des sports des pays d'expression française  
Secrétariat technique permanent 26 rue Huart, BP 3220-3314, Dakar, Senegal.
- A 3322 (secrétaire general) Union internationale des syndicats des travailleurs de l'agriculture des forêts et des plantations (UISTAFP)  
Trade Unions International of Agricultural, Forestry and Plantation Workers (TUIAFPW)  
SG Gerard Laugier.
- A 3331 Société de transplantation  
The Transplantation Society  
Près Prof Hans Balner, Primate Center TNO, P O B 5815, NL-2280HV Rijswijk, Pays-Bas.  
Secrétariat pour les Amériques Dr Israel Penn, 372S South Niagara Way, Denver Colorado 80237, Etats-Unis.  
Secrétariat pour l'Europe Dr Erik Thorby, Tissue Typing Laboratory, Rikshospitalet, Oslo 1, Norvège.
- A 3353 Union des associations techniques Internationales (UATI)  
Union of International Engineering Organizations  
SG Maurice Remilleux (adresse provisoire) c/o CEFIGRE, Hôtel de Coulanges, 33 rue des Francs-Bourgeois, F-75004 Paris, France, T 271 2636.
- A 3361 Union européenne des commerces de gros en papiers, cartons et emballages  
European Union of Paper, Board and Packaging Wholesalers  
SG E. Jonckheere, 14 rue de Crayer, B-1050 Bruxelles, Belgique, T (02)6409237, Tx, Cobepas Bru 22713.
- A 3370 Alliance biblique universelle  
United Bible Societies  
SG Rev Ulrich Fick, Balingen Str 31, P O Box 81 03 40, D-7000 Stuttgart 80, Allemagne Rep. Fed.
- A 3424 (secrétaire général) Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO)  
West African Economic Community  
SG Moussa Ngom.
- A 3458 Association mondiale de zootechnie  
World Association for Animal Production  
SG Dr K.Kalaly, Corso Trieste 67, 1-00198 Rome, Italie.

- A 3460 (secrétaire général) Association mondiale pour fêter l'an 2000  
World Association for Celebrating Year 2000 (WACY 2000)  
SG Gerry Carter.
- A 3463 Association mondiale pour l'écoto Instrument de paix  
World Association for the School as an Instrument of Peace  
Prés Jacques Muhlehaer, rue du Simpton 5, CH-1207 Genève, Suisse.
- A 3482 Fédération Internationale des échecs (FIDE)  
World Chess Federation  
SG Ineke Bekker, Keizersgracht 810, NL-1017 ED Amsterdam, Pays-Bas.  
T. (020)236997.
- A 3490 Confédération mondiale du travail CMT  
World Confederation of Labour (WCL)  
SG Jan Kulakowski, rue Joseph II/1 We 2, B-1040 Bruxelles. T. 230 62 95.  
Tx 26996 cmtwcl.
- A 3514 Fédération mondiale pour la Santé mentale (FMSM)  
World Federation for Mental Health  
Secrétaire 107 2532 Health Sciences Mall, University of British Columbia, Vancouver 8 C V6T 1W5 Canada.  
Président Gowat T. Guesst.
- A 3519 (secrétaire générale) Fédération mondiale de la jeunesse démocratique  
World Federation of Democratic Youth  
SG Mkos Barabas.
- A 3529 Fédération mondiale de l'hémophilie  
World Federation of Hemophilia  
Directeur exécutif Marthe Schnabel, Suite 2902, 1155 Dorchester Blvd.  
West, Montreal H3B 2L3 Canada.
- A 3529 Fédération mondiale de neurologie (FMN)  
World Federation of Neurology  
Secrétaire gén-Tres Dr Palle Juul-Jensen, Department of Neurophysiology, Kommunehospitalet, DK-8000 Aarhus C, Danemark.
- A 3534 Fédération mondiale des sociétés d'anesthésiologistes  
World Federation of Societies of Anaesthesiologists (WFSA)  
Sec Dr J S M Zorab, Frenchay Hospital, Bristol BS16 1LE, Royaume-Uni.
- A 3559 (secrétaire) Mouvement mondial des travailleurs chrétiens (MMTC)  
World Movement of Christian Workers (VMCW)  
Sec Werner Bahnweg.
- A 3562 Organisation mondiale pour l'éducation précoce  
World Organization for Early Childhood Education.  
Interim World Président 1980 Miss M J Roberts, 28 Stuart Road, Barnet  
Herts Royaume-Uni.
- A 3587 Association des centres internationaux d'affaires  
World Trade Centers Association (WCTA)  
Président Guy F. Tozzoli, Director, World Trade Department, The Port Authority of New York and New Jersey, One World Trade Center 55W, New York NY 10048. T. 212/466-8287.
- A 3598 Union mondiale des étudiants juifs (UMEJ)  
World Union of Jewish Students (WUJS)  
Secréteriat P O Box 7914, 91077 Jerusalem, Israel, 15 East 28th Street,  
Suite 1350, New York, N.Y. 10010, Etats-Unis.
- A 3603 Table ronde universitaire mondiale  
World University Roundtable  
Secréteriat int P O Box 40638 Sun Station, 711 East Blackledge Drive,  
Tucson, AZ 85717, Etats-Unis.
- A 3615 Association internationale des jeunes avocats (AUA)  
Young Lawyer's International Association  
SG Dr Klaus Gunter, Burgmauer 10, D-5000 Köln 1, Allemagne Rep. Fed.  
Siège social Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
- A 3646 Conseil catholique des média  
Catholic Media Council (CaMeCo)  
Secrétaire exécutif Dr Franz-Josef Eilers, Bendelstrasse 7 Postfach  
1912, D-5100 Aachen, Allemagne Rep. Fed. T. 0241/48391, C. Medienpla-  
nung, Tx 0832719 mira d
- A 3649 Association Internationale des Lyceum clubs  
international Association of Lyceum Clubs  
Prés Mme le Docteur Bonif. 33 Minerveplein, NL-Amsterdam, Pays-Bas.
- A 3651 Association internationale d'impression screen  
Screen Printing Association International (SPA)  
Vice-Prés exécutif John M Crawford, 10015 Main Street Fairfax VA 22031  
Etats-Unis
- A 3876 Confédération asiatique de basket-ball  
Asian Basketball Confederation  
SG Cho To-jae, Gwang Hwa Moon P O Box 738, Séoul, Corée.
- A 3892 Association européenne des contribuables  
European Taxpayers Association  
Prés Walter Hoppe, Norderstr. 29, Postbox 1220, D-2280 Westerland Alle-  
magne Rep Fed
- A 3897 Association Internationale des anciens des Communautés euro-  
péennes (AIACE)  
International Association of Former Civil Servants of the European Communities  
Sec Constantin Goudina, rue de la Loi 200 JCL 6/17, B-1049 Bruxelles  
Belgique.
- A 3913 Société Internationale de phénoménologie  
International Phenomenological Society  
Secréteriat Box 1947, Brown University, Providence, Rhode Island 02912
- A 3915 Société internationale de chimiothérapie  
International Society of Chemotherapy  
Prés Prof Dr H P Kuemmerle, Gustav-Adolf-Strasse 6, D-8192 Geretsried  
Allemagne Rep Féd. T. (08171)311 32.
- A 3916 Société Internationale des artistes chrétiens  
International Society Of Christian Artists  
Sekretariat für das deutsch-niederländisch-skandinavische Sprachge-  
biet, Helms Lili, Innstrasse 3, D-8000 München 80, Allemagne Rep Féd.  
T. 08998 07 25.
- A 3934 Institut des producteurs de ferro-alliages d'Europe occidentale  
(IFPEC)  
Institute of Western European Producers Of Iron Alloys  
SG Mile D Chastelain, 20 Avenue de la Gare, CH-1003 Lausanne, Suisse.
- A 3947 Organisation européenne pour les recherches dans l'hémisphère aus-  
tral  
European Southern Observatory  
Siège en Europe (et Groupe administratif et scientifique) : Karl-Schwarzs-  
child-Str. 2, D-8046 Garching bei München, Allemagne Rep Fed. T. (089)  
33066-0  
Siège au Chili Alfonso de Cordova 3107, Vitacura, Casilla 16317, Santiago  
9, Chili, T. 285006, Tx 40853, C. ESOSER Santiago de Chile.  
Guesthouse Gustave Adolfo 4634, Santiago de Chile, T. 48 42 54.  
Bureau La Serena Les Casternas 2020, La Serena, Casilla 567, La Serena  
T 1167, C. ESOSER La Serena.  
Observatoire 6 La Silla c/o siège de Santiago 38 04 20, Tx 40881.
- A 3966 Organisation européenne pour la biologie cellulaire  
European Cell Biology Organisation  
SG Dr Michael Balls, Department of Human Morphology, University of Not-  
tingham, Medical School, Queen's Medical Centre, Nottingham NG7 2UH,  
Royaume-Uni.
- A 3993 Bureau de l'Asie et du Pacifique Sud de l'éducation des adultes  
Asian and South Pacific Bureau of Adult Education (ASPBAE)  
SG Dr Chris Duke, P O Box 1225, Canberra City 2601, Australie
- A 4045 (secrétaire) Association européenne pour le commerce des produits  
de jute  
European Association for the Trade in Jute Products  
Sec Dr R J Glaser.
- A 4070 Conseil international d'étude de la socio-politique de la science  
International Council for Science Policy Studies (ICSPS)  
Sec-Tres Brigitte Schroeder-Gudenus, Institut d'histoire de la sociopolit-  
rique des sciences, Université de Montréal, CP 6128, Montréal H3C 3J7,  
Canada.  
Prés  
Abdur  
Rahman  
Center  
for  
Study of  
Science,  
Technol  
ogy and  
Devel-  
opment, CSIR - Rati Marg, New Delhi 110001, Inde.
- A 4080 Association internationale d'odontologie stomatologie infantile  
International Association of Dentistry for Children  
Sec Prof J J Murray, Department of Child Dental Health, University of New-  
castle upon Tyne, Dental School, Framlington Place, Newcastle upon  
Tyne, NE2 4BW, Royaume-Uni, T. (0632) 28511 Rxt 4242.
- A 4081 Société des philatéliques  
Society of Philatelians  
Sec Gustav Detjen Jr, 154 Laguna Court, St Augustine Florida 32084,  
Etats-Unis.
- Bureau régional africain P O Box 50334, Lusaka, Zambie.
- A 4143 Association Scandinave des généticiens  
Scandinavian Association of Geneticists  
Sec Hans Doll, Riso National Laboratory, DK-4000 Roskilde, Danemark.
- A 4151 Association des aéroports de l'Europe de l'ouest  
Western European Airports Association  
SG J C Doyle, c/o Aer Rianta-Insh Airports, Dublin Airport, Irlande T.  
37 99 00, Tx 31266.
- A 4157 Organisation mondiale des collèges nationaux, académies et associa-  
tions académiques des généralistes et des médecins de famille  
World Organisation of National Colleges Academies and Academic Associations  
Of General Practitioners/Family Physicians (WONCA)  
Secrétaire-Trésorier Dr W E Fabb, 70 Jolimont Street, Jolimont, Victoria  
3002 Australie.
- A 4160 (secrétaire exécutif) Comité pour la coordination des études sur l'  
bassin inférieur du Mékong  
Committee for Coordination of Investigations of the Lower Mekong Basin  
Sec exécutif B Bernander.

- A 4199 Association internationale des critiques littéraires (AICL)  
International Association of Literary Critics  
Président Robert André. 58 rue Claude Bernard. F-75505 Paris, France.  
Siège social 38 rue du Faubourg St. Jacques. F-75014 Paris, France.
- A4200(nom) Organisation de recherches sur la pêche eau douce de l'Ouganda  
Uganda Fresh Water Fisheries Research Organization  
Est actuellement limitée à l'Ouganda.
- A 4224 (secrétaire general) Société européenne pour la formation des Ingénieurs (SEFI)  
European Society for Engineering Education (ESEE)  
SG Alan Smith.
- A 4232 Confédération centre-américaine de travailleurs  
Central American confederation of Workers  
SG Asimiro Herrera. Calle 20. Av. 3-5, Casa No 321 San José Costa-Rica.  
Apartado Postal 140. 2100 Guadalupe. Goicoechea. T. 21 7701/226519.
- A 4243 Fondation internationale pour la science  
International Foundation for Science  
Directeur Prof Nicolai Heriolfson. Sibyllegatan 47. S-11442 Stockholm. Suède.
- A 4255 Confédération européenne de la droguerie (CED)  
European Druglists' Confederation  
SG Or Peter Spary. Siebengebirgsstrasse 149. D-53 Bonn 3. Allemagne Rep.Fed.
- A 4262 Association internationale de simulation et de jeux d'entreprises  
International Simulation and Gaming Association (ISAGA)  
Secrétaire Europe Dr J H G Klabbers. Dept of Psychology. Social Systems Res Group, Montessorilaan 3. P O Box 91 CM.NL-6500 HE Nijmegen, Pays-Bas.
- A 4279 Confédération asiatique des coopératives d'épargne et de crédit  
Asian Confederation of Credit Unions  
Directeur gen J R Kang. Sundae-moon P O Box 155. Seoul. Corée S.
- A 4322 (nom et secrétaire) Société pour la protection de la faune et de la flore  
Fauna and Flora Preservation Society  
Sec D M Jones.  
A 4328 Comité international des normes comptables  
International Accounting Standards Committee  
Secrétaire 49-51 Bedford Row. London WC1V 6RL. T 01-405 4161. C. Acctstand London WC1. Tx 27950.  
A 4337 (secrétaire general) Association asiatique des étudiants  
Asian Students Association  
SG Lo Chi Km.
- A 4344 Société internationale de recherche sur l'agression  
International Society for Research on Aggression (ISRA)  
Sec executif Prof Robert J Blanchard. Department of Psychology. University of Hawaii 96822. Etats-Unis.
- A 4350 Fédération nordique Pour la formation médicale  
Nordic Federation for medical Education  
SG Dr Joergen Nystrup. Rigshospitalet. 18-Tagenavvej. DK-2200 Copenhagen N. Danemark. T. (019 37 82 82.
- A 4363 Association catholique internationale des enseignants et chercheurs en sciences et techniques de l'information (ACIESTI)  
International Catholic Association of Teachers and Research Fellows in the Sciences and Techniques of information.  
Secretariat Case postale 197. CH-1211 Genève 20 C.I.C. T. (022)340017
- A 4363 Association internationale d'analyse transactionnelle  
International Transactional Analysis Association  
Directeur executif Robert Andersen, P O Box 3632 Rincon Annex, San Francisco CA 94119. Etats-Unis.
- A 4391 Association internationale des éditeurs d'ouvrages savants  
International Association of Scholarly Publishers  
SG Carol Orr, University of Tennessee Press. 293 Communications Building. Knoxville. Tenn 37916 Etats-Unis.  
Prés Edvard Astaksen. Universitetsforlaget, Box 2959 Toyen, Oslo 6, Norvège.
- A 4398 Association mondiale pour les faisans  
World Pheasant Association  
Administrateur Sir Ronald Kennedy. Haraton Square. Church Lane. Eynning Newmarket. Suffolk. Grande-Bretagne. T. Exning (063877) 717.
- A 4400 Association panaméricaine d'anatomie  
Pan American Association of Anatomy (PAAA)  
SG Jose Carlos Prates. Escola Paulista de Medicina. Disciplina de Anatomia. Rua Botucatu 720.04023 Sao Paulo. Brésil.
- A 4410 (secrétaire general) Institut européen interuniversitaire de l'action sociale (IEIAS)  
Inter-University European Institute on Social Welfare (IEISW)  
SG P Rozen.
- A 4420 International d'énergie par les micro-ondes  
International Microwave Power Institute (MPI)  
Secrétaire 211 E. 43rd Street. New York. NY 10017. T. (212) 867-4659
- A 4421 Académie des affaires Internationales (AAI)  
Academy of international Business  
Secrétaire executif Ivan R Vernon. Hankamer School of Business, Baylor University. Waco Texas 76706. Etats-Unis.
- A 4428 Communauté de travail évangélique européenne pour l'éducation des adultes  
Protestant Association for Adult Education in Europe  
Prés Elisabeth Miescher. Elisabethenstrasse 10. CH-4051 Basel. Suisse. T. 0619233042.
- A 4430 (secrétaire) Association francophone d'éducation comparée (AFEC)  
French-Speaking Comparative Education Association  
Sec M. Poulet.
- A 4437 Centre du manganèse  
Manganese Centre  
Directeur Paul L Dancosine. 17 avenue Hoche. F-75008 Paris. France.
- A 4438 Nervosés anonymes (NA)  
Neurotics Anonymous International Liaison  
Prés Graver Boydston. P O Box 4865. Cleveland Park Station. Washington D C 20008 Etats-Unis. T. (202) 628-1379.
- A 4448 (secrétaire général) Société internationale de la tourbe  
International Peat Society (IPS)  
SG A Dargunov.
- A 4466 Confédération latino-américaine des coopératives d'épargne et de crédit  
Latin American Confederation of Credit Unions  
Directeur général Jose Manuel Rabines R. Apartado Postal 3280. Panama 3. République de Panama. T. 27-3322. C. COLAC. Tx 3480062
- A 4453 Association mondiale de spécialistes dans l'expertise de documents  
World Association of Document Examiners (WADE)  
Directeur executif Lucille Range. 111 N Canal St. Chicago Il 60606. Etats-Unis.
- A 4470 Association des lignes aériennes orientales  
Orient Airlines Association (OAA)  
SG Hideo Mitsuhashi. 5th Floor. Standard Building. 151 Paseo de Rouas corner Passay Road, Makati, Metro Manila, Philippines. T. 87 2525/87 17 66/88 23 79. C. OARBUREAU. Tx MNLOOPR.
- A 4490 Conseil mondial des sociétés d'éducation comparée  
World Council of Comparative Education Societies  
Prés Masunori Hiratsuka. National Institute for Educational Research. 5-22 Shimomoguro 6-chome. Meguro-ku, Tokyo. Japon.
- A 4497 Centre interaméricain d'administration des recettes fiscales  
Inter-American Center of Tax Administrators  
Sec executif J Menalco Solis. Apart Postal 2129. Panama 9A. Panama. T. 643766-640437. C. Ciat.
- A 4501 Conseil européen pour le marketing industriel (CEMI)  
European Council for Industrial marketing  
Secrétaire 2267 Coventry Road. Birmingham B 28 3PD. Royaume-Uni.
- A 4527 (titre et adresses) Union des praticiens européens en propriété industrielle (UNION)  
Union of European Practitioners in Industrial Property - Union Europaischer Berater für den Gewerblichen Rechtsschutz  
Contact Florent F Caspar. Ave de la Toison d'Or 63. B-1060 Bruxelles, Belgique. T. 537 1308. Tx 23701 HAGHEN B.  
Prés J Lecca. Rue d'Amsterdam 84. F-75009 Paris. France.
- A 4538 Fédération européenne des associations de torréfacteurs du café (EUCA)  
European Federation of Coffee Roasters' Associations  
Secrétaire Max Haverlaar 317. NL-1183 LT Amstelveen Pays-Bas. T. (020) 45 68 56.  
Siège social rue d'Assaut 3. B-1000 Bruxelles, Belgique.
- A 4541 Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)  
Central Bank of West African States  
Secrétaire Ave du Barachois. BP 3108. Dakar. Sénégal. T. 22 53 84. Tx Instematoc 530 Dakar
- A 4546 Comité nordique d'analyse alimentaire  
Nordic Committee on Food Analysis  
Prés Dr Yrjo Maikki. Technical Research Centre of Finland. Food Research Laboratory. Biologgränden 1. SF-02150 ESBO. Finlande

A4549 Centre européen d'étude et d'information sur les sociétés multinationales (CEEEM)  
European Centre for Study and Information on Multinational Corporations (EC-SIM)  
Dissous 22 octobre 1980. Ses activités sont reprises par l'Institut européen de recherche et d'information sur les multinationales (IRM) à Paris

A 4552 Association forestière du Commonwealth  
Commonwealth Forestry Association  
Secrétariat c/o Commonwealth Forestry Institute, South Parks Road, Oxford OX1 3RB, Royaume-Uni. T. Oxford 51 1431.

A 4569 (secrétaire) Association des magistrats du Commonwealth  
Commonwealth Magistrates Association  
Sec O.K Williams

A 4591 Etudiants démocrates européens  
European Democrat Students (EDS)  
Secrétariat Postboks 5055, Majorstua, N-Oslo 3.  
Chairman Lars Eskeland, Hamnerstad gt 48, N-Oslo 3.  
Directeur exec Heiga Krumbek, Jülicherstrasse 90, D-5100 Aachen, Allemagne FF. T. 49 (0241) 50 99 05

A 4594 (secrétaire) Fédération internationale des associations de télécommunication de sécurité du trafic aérien  
International Federation of Air Traffic Safety Electronic Associations  
Sec T. Casey.

A 4613 Fédération Scandinave des travailleurs du transport  
Scandinavian Transport Workers' Federation  
Président Henrik Aasarod, Present of the Norwegian Seamen's Union Grev Wedels Plass 7, Oslo 1, Norvège.

A 4616 Association des pays exportateurs de minerai de fer (APEF)  
Association of Iron Ore Exporting Countries  
Secrétariat le Chateau, 2 Chemin Auguste Viltber, Grand Saconnex, CH-

1218 Genève, Suisse. T. (022) 98 29 35 - 98 29 56. C. APEFER.

A 4620 Union internationale des sociétés d'ingénieurs forestiers  
International Union of Societies of Foresters (IUSF)  
Dir exéc M.A. Ashmole, c/o Inst of Foresters of Great Britain, 22 Walker Street, Edinburgh EH3 7HR, Royaume-Uni.  
Secrétariat Society of Finnish Foresters, Rautatiealisenkatu 6, SF-00520 Helsinki 52, Finlande.

A 4622 Conseil mondial d'éducation (CME)  
World Council for Curriculum and Instruction (WCCI)  
Contact Maxine Dunfee, School of Education, Indiana University, Bloomington, IN 47405, USA. T. (812) 337-1086.

A 4632 Société inter-arabe de garantie des investissements  
Inter-Arab Investment Guarantee Corporation  
Directeur Général Mamoun Ibrahim Hassan, P O Box 23568, Safat, Kuwait. T. 542011. Tx Kafael 2652 Kt.

## Section B

B 0217 Dotation Carnegie pour la paix internationale  
Carnegie Endowment for International Peace  
Secrétariat 30 Rockefeller Plaza, New York N.Y. 10020, Etats-Unis T. (212) 572-8200.

B 0322 Commission pour la société, le développement et la paix du Conseil oecuménique des églises et de la Commission pontificale Justice et Paix  
Committee on Society, Development and Peace of the World Council of Churches and the Pontifical Commission Justice and Peace (SODEPAX)  
Dissous le 31 décembre 1980.

B 0334 Comité Marché Commun de l'Union internationale des détaillants de la branche alimentaire  
Common Market Committee of the International Federation of Grocers' Associations

Secrétariat Flakenplatz 1, CH-3001 Bern, Suisse. T. 031 237646.

B 0628 Palm Society  
Secretariat P O Box 368 Lawrence, KS 66044, Etats-Unis.

B 0735 International Festival Association (IFA)  
Directeur executif Ken Walstad, 702 Wayzata Blvd, Commodore Court Minneapolis, MN 55403 Etats-Unis.

B 0760 Organisation internationale des télécommunications spatiales  
INTER-SPOUTNIK  
International Organisation of Space Communications « Interspoutnik »  
Directeur général Iu. Kroupin, Smolensky 14, 121099 Moscou 2, URSS T 2'40333 Tx 411 288 DISK SU, 411 289 DISK SU.

B 0947 Centre européen de la jeunesse  
European Youm Centre  
Secrétariat Rue Pierre de Coubertin 30, F-67000 Strasbourg-Wachen France T (89) 51 4961

B 1123 Association Internationale des conducteurs anti-alcooliques  
International Abstaining Motorists' Association (IAMA)  
Secrétariat Box -42 145, S-126 12 Stockholm, Suède

B 1295 Center for Intogrativie Studies  
Directeur Magisa Corstiel McHale, Hayes Hall, 3435 Main Street Buffalo New York 14214, Etats-Unis. T (716)831-3727.

B 1649 International University Foundation  
c/o The International University, 1301 S. Nolan Road, Independence MO 61055, Etats-Unis.

B 1696 International Research and Exchanges Board (IREX)  
Secrétariat 655 Third Avenue, New York N.Y. 10017, Etats-Unis. T (212)490-2002. Tx 233508 IRE-UP, C. IREX/BOND Newyork.

B 1875 International Claim Association (ICA)  
Sec William F Meyer, c/o The Western and Southern Life Insurance Company, 400 Broadway, Cincinnati Ohio 45202, Etats-Unis.

B 1721 Fonds International de développement agricole (FIDA)  
International Fund for Agricultural Development (IFAD)  
Secrétariat Via del Serafico 107, I-00142 Rome, Italie. T. 54591, C. IFAD Rome. Tx 614160.

B 1784 International Taxicab Association  
Contact A b Lagasse, même adresse.

B 2093 Gutenberg-Gesellschaft - Internationale Vereinigung für Geschichte und Gegenwart der Druckkunst  
Société internationale Gutenberg

Siège Lienfreuenplatz 5, D-6500 Mainz, Allemagne RF.

B 2745 Association parlementaire pour la coopération euro-arabe  
Parliamentary Association for Euro-Arab Cooperation

Sec Robert Swann et Patrick Lezongar, 5 rue Dupont des Loges, F-75007 Paris, France

B 3181 Comité Scandinave des écoles sociales  
Scandinavian Committee of Schools of Social Work  
Secrétariat v/Guvvor Brettschneider Svenska Social- och kommunalhogskolen, Topehusgatan 16, SF-00250 Helsingfors 25 Finlande.

B 3580 Société de classification  
Classification Society  
Sec Dr Victor Kane, Oak Ridge National Laboratory, Building 9704-1, Y-12 Oak Ridge, TN 37830 Etats-Unis.

B4154 Association mondiale de psychiatrie sociale  
World Association for Social Psychiatry  
Secrétaire gén (et président élu) John L. Carleton, 2323 Oak Park Lane, Santa Barbara, Calif 93105, Etats-Unis.

B4616 Organisation nordique pour les personnes âgées  
Nordic Organization for the Care of the Old (NORSAM)  
Secrétariat Norsk Folkehjelp, Storgatan 32, Oslo 1, Norvège.

B 4623 (nom et adresse) Asian and Pacific Development Administration Centre  
Directeur S Mahadeva, P O Box 2224, Kuala Lumpur, Malaisie

B 4631 (directeur) Institut international pour le développement la coopération et les études du travail  
International Institute for Development, Cooperation and Labour Studies  
Directeur Yehudah Paz.

B 4893 (nom et adresse) International Seminar on Training for Nonviolent Action (ISTNA)  
Secrétariat Box 39, So Boston, MA 021 27 Etats-Unis. T 617/626-6015

B 4967 Centre multinational pour l'éducation des adultes  
Multinational Centre for Adult Education - Centro multinacional de educacion de adultos (CEMEDA)

Secrétariat Calle 37, No. 40 S., San José, Costa Rica T. 24 7781.

B 5515 Fonds monétaire arabe  
Arab Monetary Fund

Secrétariat P O Box 2818, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis.

B 5552 Entraide ouvrière internationale  
International Labour Assistance  
Secrétariat Ollenfaunenstrasse 3, D-5300 Bonn, Allemagne Rep. Fed.

B 5577 Primary Tungsten Association  
Secrétariat c/o Post, Warwick, Mitchell S. CO, 7 Ludgate Broadway, Blackfriars, London EC4V, EDX, Royaume-Uni. Tx 8812938. C. Crusader London EC4.

B 6085 Association des études des Caraïbes  
Caribbean Studies Association  
Secrétariat c/o Prof Wendell Bell, Yale University, Department of Sociology, Box 1965 Yale Station, New Haven, Connecticut 06520, Etats-Unis

B6140 Institut pour la coopération intercontinentale  
Institute for International Cooperation  
Dissous 31 décembre 1980

B 6780 Centre pour l'étude des institutions démocratiques  
Centre for the Study of Democratic Institutions  
Siège Box 4066, Santa Barbara CA 93103, Edits Unis.

B 6786 Office International de communications  
International Communication Office

Sec Gerald Seromik, BddeSmetde Naeyer 570A, B-1020 Bruxelles, Belgique

B 6795 Union mondiale des pionniers de Stockholm (UMPS)  
World Union of Stockholm Pioneers

15 rue Erlanger, F 75018 Paris, France.

B 7237 Conseil islamique d'Europe

Islamic Council of Europe

SG Saïem Azzam, 16 Grosvenor Crescent, London SW 1, Royaume-Uni.

B 7360 Association européenne des assureurs de l'industrie  
Secretariat Rue Monloyer 46, B-1040 Bruxelles

Ceci est le dernier Supplément à l'Annuaire des Organisations Internationales 16-18, édition française. En août prochain, paraît une nouvelle édition de l'Annuaire en langue anglaise, avec toutes les mises à jour disponibles par rapport à l'édition française 1980. Tous renseignements au sujet de cette nouvelle édition : ICC Services, 38 Cours Albert 1<sup>er</sup> F-75008 Paris. Tel 261.85-97. C. Incomerc Paris. Tx 650770. (Voir aussi ci-dessous). Dès le numéro 4, 1981 de « Associations Transnationales » nous reprendrons la série de « Supplément » mais par rapport à l'édition anglaise 1981.

# YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS 1981

Produced by the Union of International Associations (Brussels) in collaboration with the  
International Chamber of Commerce (Paris)

Completely revised and expanded English edition

Over 13,000 internationally active bodies

Fully indexed in all working languages of each organization

**AVAILABLE AUGUST 1981**

Pre-publication price (until 1st July 1981) :

390 French Francs (or equivalent)

(payment to accompany order; within France orders should include additional VAT/TVA of 68.64 FF)

Order from :

ICC Services, 38 Cours Albert 1<sup>er</sup>, F-75008 Paris, France.  
Tel : 261.85.97. Cables : Incomerc-Paris. Telex : 650770)

Payment may be made by bank transfer to Banaue de Paris et des Pays Bas, 14 Avenue Georges V, F-75008 Paris-Account ICC Services, No 162922D, mention UAI-YB



# INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1981

2me supplément

/ 2nd Supplement

Les informations faisant l'objet de cette rubrique constituent les suppléments au « Annual international congress calendar » 21<sup>e</sup> édition, 1981.

Comme la 21<sup>e</sup> édition du Calendrier des Congrès, les Suppléments sont entièrement produits et photocomposés au départ de la nouvelle banque de données de l'UAI. Cette banque de données est intégrée à la banque de données de l'Annuaire des Organisations Internationales. Toutes deux pourront être consultées en accès direct, dans le courant de l'année 1981. Différents services spéciaux peuvent également être obtenus à l'aide de l'ordinateur - Microfiches, index, listes mises à jour (informations détaillées sur demande).

This calendar is a bi-mestrial supplement to information listed in the «Annual International Congress Calendar» 21th edition 1981.

As for the 21 st edition of the Calendar the Supplements are to be generated entirely from a computerized data base via photocomposition routines. The date base is integrated with that for the Yearbook of International Organizations.

Both are to be accessible on-line in 1981. A variety of special services - Microfiche, updated listings etc... can be made available with computer assistance (details sent on request).

(M) - Modifications des informations publiées dans le « Congress Calendar 1981 ».

(N) = Réunions Nationales à large participation internationales.

(M) - Modifications to notices published in the « Congress Calendar 1981 ».

(N) = National Meetings with international participation.

## 1981

1981 / 05 MAY

81/05/01-10 Ankara (Turkey)

International Information Centre on the Sources of Balkan History / Université d'Ankara, Faculté des lettres et des sciences humaines. Séminaire de paléographie et de diplomatique ottomanes: Particularités de la langue et des

écritures des différents manuscrits et acaas ottomans. P. 20-. C. 1 6-. (67350)  
Prof Dr Yasar Yücel Doyen, Université d'Ankara, Faculté des lettres et des sciences humaines (Dil ve Tarih-Göğrafiya Fakültesi), Ankara, Turkey

81/05/02-07 Budapest (Hungary)

League of Red Cross Societies/ Hungarian Red Cross. 3. European regional red cross and red crescent conference. C. 30-. (A2907)  
Croix-Rouge hongroise, V Arany János utca, 31, Budapest V, Hungary

81/05/03-09 - (Dominican Rep)

International Union of Latin Notaries, Commission d'affaires américaines. 11. Rencontre internationale du notariat américain. (A2732)  
International Union of Latin Notaries, Avenida Libertador 2558, Piso 8, Buenos Aires, Argentina.

81/05/04-06 Geneva (Switzerland)

European Organization for Nuclear Research. Topical conference: The application of microprocessors to high-energy physics experiments. P.400-. (A0820)

Jones, Microprocessor Conf Secr. EF Division, CERN, CH-1211 Geneva, Switzerland.

81/05/05-08 Toulouse (France)

International Union of Theoretical and Applied Mechanics\*. Symposium on unsteady turbulent shear flows. (A2732)  
Dr R Michel, Centre d'études et de recherche de Toulouse. BP 4025, F-31000 Toulouse, France

81/05/06-08 Den Haag (Netherlands)

European Federation of Chemical Engineering / Instituutn Royale des Ingénieurs des Pays-Bas / Société Royale de chimie des Pays-Bas. 4. Conférence internationale sur l'électrostatique. (A0725)  
Electrostatics 198 1 c/o KM, PO Box 30424, NL-2500 GK The Hague, Netherlands

81/05/06-07 Seoul (Korea S)

Conference on international joint venture. P. 180-. C. 30-. Overseas Construction Association of Korea, 60-1,3-Ga, Chungmu-ro, Chungku, Seoul, Korea

81/05/09 Paris (France)

European Movement Congrès de l'Europe. P. 1000-. (A08 14)  
Mouvement Européen, 24, rue Feytaud, F-75002 Paris, France

81/05/10-16

Edinburgh

(OK)

(M)

Permanent International Association of Navigation Congresses. 25. Con-

gress: Technical subjects on inland waterways and ports and maritime ports and seaways. P. 600-. C. 30-. Ex (A3111)  
Herrn Vandervelden, Residence Palace, Quarter Jordans, 1er étage, rue de la Loi 155, B-1040 Bruxelles, Belgium. T. 733 98 70 Ext 21 22 2176 21 77.  
Mr J T Williams, O B E, FICE, 34 Hillside Grove, Mill Hill, London NW7 2LR, UK

81/05/10-13 Milano (Italy)

(N)

International encounters on surgery. P.400-.

MGR, Piazza S Ambrogio 16, I-20123 Milano, Italy.  
81/05/11-15 Brussels (Belgium)

(N)

Management Centre Europe. Seminar on strategic research and development

management

Management Centre Europe, avenue des Arts, 4, B-1040 Brussels, Belgium.

81/05/12.14 Paris (France)

Laboratoire de métrologie informatique. conférence internationale sur l'informatique. P. 300-. C. 6-. En  
Labor de métrologie informatique, 2, rue du Rond Point de Sevras, F-925 16 boulogne, France.

(A0820)

Mrs T

81/05/12 Seoul (Korea S)

3. Seoul international non-life insurance seminar. P. 150-. C. 13-. Korea Non-Life Insurance Association, 1-614, Yoido-Bong, Yeongdeungpo-ku, Seoul, Korea

81/05/13-15 Goteborg (Sweden)

World Psychiatric Association, Biological Section. Section symposium on the ageing brain and dementia. (A3577)

Prof C G Gottfries, Psych Research Center, Univ of Goteborg, St J VORGENS Hospital, S-422 03 Hisings Backa, Sweden.

81/05/13-15 London (UK)

Management Centre Europe. International seminar for Europe's indispensable executive secretaries

Management Centre Europe, avenue des Arts, 4, B-1040 Brussels, Belgium.

81/05/16-16 Liege (Belgium)

Société belge de chirurgie orthopédique et de traumatologie. Annual congress. P. 500-. Ex  
Dr Paul Maquet, 25, Trier Bosset 8-4070 Aytwaile, Belgium.

81/05/16-20 Göttingen (Germany FR)

Romani Union. 3. World Romani congress. P. 300-. C. 25-. ( )  
c/o Postfach 159, D-3400 Göttingen, West Germany

1981/05 MAY					
81/05/18-21 Toronto (Canada)	(M)	81/05/01-05 Pentacola (Spain)	(N)		
International Senior Citizens Association Inc. 10. Congress. (A2454) Mr J L Lorette, United Senior Citizens of Ontario, 3505 Lakeshore Blvd. West, Toronto, Ont M8W 1N5, Canada		12. GIFT international seminar on theoretical physics: Non-perturbative aspects of Quantum field theory J Juive, Institute de Estructura de la Malaria, CSIC, Serrano 119, E-Madrid 6, Spain.			
81/05/19-22 Brussels (Belgium)	(N)	81/05/02-06 Cannes (France)	(M)		
Management Centre Europe. Seminar project management Management Centre Europe, avenue des Arts, 4, B-1040 Brussels, Belgium.		European Union of Paper Board and Packaging Wholesalers. General assembly. La distribution du papier dans années BO 6 un défi d'adaptation de la gestion P. 150. Ex. (A3361) Etienné Jonckheere, rue de l'Aurore 2, Bte 25, B- 1050 Bruxelles, Belgium T. 6477.12.98-6472147.			
81/05/19-21 Paris (France)	(N)	81/05/03 Milano (Italy)	(N)		
1. European conference on cineradiography with photons of particles Mrs Dionisi, Conf Secretary, ANHT, JOE, avenue Raymond-Poincaré, F-75116 Paris, France		Symposium sur 'L'hypertension artérielle aujourd'hui en Afrique'			
81/05/20-22 Brussels (Belgium)	(N)	AISC, Via G B Martini, 6, I-00198 Roma, Italy			
Management Centre Europe. Semina on effective business speaking Management Centre Europe, avenue des Arts, 4, B-1040 Brussels, Belgium.		Satellite symposium of the VIM I S H: Int Society of Hypertension			
81/05/20-21 Paris (France)	(N)	81/05/04 Brescia (Italy)	(N)		
International Wiro and Machinery Association. Congress: 'Cables 81'. P: 150. Mr Hogg, International Wire and Machinery Association, 157, Station Road East, Oxted, Surrey RH8 0QF, UK		Symposium on systolic hypertension AISC, Via G B Martini, 6, I-00198 Roma, Italy			
81/05/21 Gent (Belgium)	(N)	81/05/05-06 Venezia (Italy)	(N)		
Association des Directeurs des Services de Propreté Publique de Belgique. Colloque 'La collecte et la récupération du verre à partir des ordures ménagères' Mr F Flament, Ingénieur au Service de Nettoyement Public, Saint-Andriesplaats, 25, B-2000 Antwerpen, Belgium		Symposium on hypertension and atherosclerosis AISC, Via G B Martini, 6, I-00198 Roma, Italy			
81/05/21-22 Nice (France)	(N)	81/05/06-07 Venezia (Italy)	(N)		
European Transport Law. International congress: Ventes maritimes et multimodales et les crédits documentaires. (C) European Transport Law, 19, Justitiestraat, B-2000 Antwerpen, Belgium.		Symposium on alpha - end beta-blockers in the therapeutics of hypertension AISC, Via G B Martini, 6, I-00198 Roma, Italy			
81/05/21-22 Paris (France)	(N)	81/05/08-11 College Park MD (USA)	(N)		
Colloque européen sur la drogue. P: 150-. Cr 9- Ministère de l'Intérieur, Place Beauveau, F-75008 Paris, France.		2. International conference on solid films and surfaces R L Park, Dept of Physics and Astrophys, Univ of Maryland, Collage Park, MD 20742, USA.			
81/05/24-26 Capri (Italy)	(80030)	81/05/08-12 Saoul (Korea S)			
European Toy Institute. Congress. P: 300-. MGR, Piazza S Ambrogio 16, I-20123 Milano, Italy.		International Association of Airport and Seaport Police. Meeting. P: 130-. C: 27-. Foreign Affairs Div, Korea National Police Headquarters, 76-2, Sejong-ro, Chon- gro-ku, Seoul, Korea			
81/05/25-27 Brussels (Belgium)	(N)	81/05/08-12 Wien (Austria)			
Management Centre Europe. Seminar on computer security Management Centre Europe, avenue des Arts, 4, B-1040 Brussels, Belgium.		International Institute for Sugar Beet Research. 34. Congress. P: 280-. (A2132) Herr Dipl Ing H Dobhoff, Verband der Zuckerindustrie, Zauerngasse 1-3, A 1030 Wien, Austria			
81/05/25-27 Casablanca (Morocco)	(N)	81/05/09-12 Barcelona (Spain)	(N)		
3. International conference on computer law CELOG, 55, bd de la Vilette 10 A5, F-75010 Paris, France.		Association des informaticiens d'Espagne / Chambre de commerce de Barcelona. Convention informatica latina. Ex ASAB-VERBI, rue J Cuyllits, Bte 4, B- 1180 Bruxelles, Belgium.			
81/05/25-30 Hvar (Yugoslavia)		81/05/09-12 Bucaresti (Romania)			
European Physical Society. Europhysics study conference on dynamics of heavy ion collisions. P: 100-. (A0834) N Cindro, Rudar Boskovic Institute, Bijenicka 54, POB 1016, YU-4 100 1 Zagreb, Yugoslavia.		European Physical Society. Europhysics conference: Nuclear and atomic physics with heavy ions. P: 300-. (A0834) IA Dorobantu, Central Institute of Physics, POB MG-6, Bucharest, Romania.			
81/05/25-28 Montreal (Canada)	(N)	81/05/09-11 Scarborough (UK)	(N)		
International Society of Psychoneuroendocrinology. 1 2. Congress. ( - ) Dr R Collu, Centre de Recherche Pédiatrique, 3157 Chemin Ste Catherine, Montreal, Québec H3T 1C5, Canada.		British Steel Corporation. 34. Chemists'conference : analytical problems relating to the steel industry British Steel Corporation, Teesside Laboratories, PO Box 11, Grangetown, Middlesbrough, Cleveland TS6 6UB, UK.			
81/05/25-26 Versailles (France)	(N)	81/05/11 Paris (France)	(N)		
Association des Economistes de Langue Française. Congrès international. P: 120-. C:14. (-) Mr Piettre, 12, rue du Panthéon, F-75005 Paris, France.		Congrès sur l'industrie dans les pays francophones. P: 300-. C: 9- Ministère de l'Industrie, 101, rue de Grenelle, F-75007 Paris, France.			
81/05/25-27 Zurich (Switzerland)	(N)	81/05/12 Paris (France)	(N)		
Institute for International Research. International corporate finance conference Conference Organizer, Institute for International Research, 70 Warm Street, London W1P 5PA, England		Atlantic Institute for International Affairs. International conference. P: 180-. C:9- (B0177) IAAI, 120, rue de Longchamp, F-75 116 Paris, France.			
81/05/27-30 Paris (France)	(N)	81/05/15-18 Rolla MO (USA)	(N)		
International Federation of Advertising Clubs. Congress: Constitution d'une fédération, avec nouveaux statuts. P: 150-. C: 11-. (A3731) V Robert, 219 rue de Paris, F-89000 Lille, France		15. Rare earth research conference W J James, Materials Research University of Missouri, Rolla, MO 65401, USA.			
81/05/28-30 Rome (Italy)	(N)	81/05/15-19 Stockholm (Sweden)	(M)		
Simposio internazionale sulla arteriopatia periferica AISC, Via G B Martini, 6, I-00198 Roma, Italy		International Society for Soil Mechanics and Foundation Engineering. 10. International conference. Soil mechanics and foundation engineering. P:2000-. C: 53. Ex. (A2509) Dr U Lindblom, Sec Gen, X ICSMFE, Jakobs Torg 3, S-11152 Stockholm, Sweden			
81/05/30-31 Milano (Italy)	(N)	81/05/16-18 Paris (France)	(N)		
Symposium on angiotensin converting enzyme inhibition: Developing therapeutic concepts. AISC, Via G B Martini, 6, I-00198 Roma, Italy Satellite symposium of the VIII meeting of International Society of Hypertension.		3. International conference on numerical ship hydrodynamics. P: 200-. Mme Lavallee, 3rd Int conference on numerical ship hydrodynamics. Europe Congrès, 33, old Malesherbes, F-75008 Paris, France			
1981 /06 JUNE		81/06/01-04 München (Germany FR)	(N)		
		Laser 81 - Opto-Elektronik : 8th international congress. Ex Kongresszentrum, Laser 81 Opto-Elektronik, Postfach 1210 09 D-8000 Munich 12, Germany FR			
		81/06/16-19 Szeged (Hungary)	(N)		
		Hungarian Electrotechnical Association. 16. International conference on lighting protection Hungarian Electrotechnical Association, Kossuth Lajos ter 6-8, H- 1055 Buda pest, Hungary.			

81/06/20-21 Welberberg (Germany FA)  
Peace University, International session: connections between war and fi-  
names (B77B9)  
Georges Malmpre. Rue du Marché 35. B-5200 Huy. Belgium. T. 2 1 34 81.

81/04/21-26 Notre Dame IN (USA) (N)  
12. International symposium on multiparticle dynamics.  
W Steghard. Notre Dame University. Notre Dame, IN 46556. USA.

81/06/21-26 Orillia (Canada) (M)  
International Peace Research Association. 9. General conference. P.200-  
(A2341)  
Ruth Klaassen, Peace Research Institute-Dundas, 25 Dundas Avenue, Dundas,  
Ontario, Canada L9H

81/06/22-26 Amsterdam (Netherlands) (N)  
International symposium on X-Ray Astronomy  
R. D. Andersen, Space Science Dept. ESTEC. Postbus 299, NL-2200 AG Noord-  
wijk, Netherlands.

81/06/22-26 Berkeley CA (USA) (N)  
Optical Society of America. 2. International topical meeting : photoacoustic  
spectroscopy.  
Optical Society of America. Photoacoustic Spectroscopy, 1816 Jefferson Pl,  
NW, Washington, DC 20036, USA.

81/06/22-24 Monterey CA (USA) (N)  
American Institute of Aeronautics and Astronautics Inc. 16. Thermophysics  
conference  
American Institute of Aeronautics and Astronautics Inc. 1290 Avenue of the  
Americas. New York, NY 1019, USA

81/06/22-25 Wien (Austria) (A0554)  
European Association for Personnel Management- 10. Congress.  
Herr Dr H Maier. Ost Produktivitäts und Wirtschaftlichkeitszentrum, Hohen-  
staufengasse 3, A-1014 Wien, Austria

81/06/23-25 Palo Alto CA (USA) (N)  
American Institute of Aeronautics and Astronautics Inc. 14. Fluid and plasma  
dynamics conference  
American Institute of Aeronautics and Astronautics Inc. 1290 Avenue Of the  
Americas. New York, NY 10019, USA.

81/06/24-28 Halle (German DR) (N)  
23. Symposium internacional sobre 'enfermedades de los animales de 200 y  
salvajes'  
Dr R Ippen, Abteilung für Zoo und Wildtierkrankungen, Forschungsstelle für  
Wirbeltierforschung (im Tierpark Berlin), Berlin, German FR

81/06/25-27 Erice (Italy) (A0534)  
European Physical Society. Euro physics study conference: Career outlook for  
physicists in Europe. P.36- Inv.  
E W A Lingeman. IKO, POB 4395, NL-1009 AJ Amsterdam, Netherlands.

81/06/28-07/03 Los Angeles CA (USA) (M)  
International Council Of Nurses / American Nurses Association. 17. Quadren-  
nial congress of ICN: Health care for all, challenge for nursing. P. 12000- Ex.  
(A 17 50)  
American Nurses Association, Suite 500. 2420 Pershing Road, Kansas City, MO  
64108, USA

81/06/29-07/10 Genève (Switzerland) (M)  
Genève (Switzerland)  
Food and Agriculture Organization of the United Nations. Codex Alimentarius  
Commission. 14. Session.  
FAO, Edouard Saouma. Via delle Terme di Caracalla. I-00100 Roma. Italy. T.  
5797. C. Foodagri 7x61181

81/06/29-07/10 Geneva (Switzerland) (M)  
Genève (Switzerland)  
Food and Agriculture Organization of the United Nations. Codex Alimentarius  
Commission. 14. Session.  
FAO, Edouard Saouma. Via delle Terme di Caracalla. I-00100 Roma. Italy. T.  
5797. C. Foodagri Tx Sf 181

81/06/29-07/03 Jasper Park (Canada) (N)  
S. International conference on Laser spectroscopy  
Takeshi Oka. Herzberg Institute at Astrophysics. National Research Council.  
Ottawa. Ont K1A 0R6, Canada.

81/06/29-07/03 Palaiseau (France) (N)  
4. International topical conference on high-power electron and ion-beam re-  
search and technology  
H Doucet, Lab de Physique des Milieux Ionisés, Ecole Polytechnique, F-91128  
Palaiseau, France.

81/06/29-07/03 Wien (Austria) (A0571)  
Food and Agriculture Organization of the United Nations. International sym-  
posium on nuclear techniques in the study of parasitic diseases of man and  
animals.  
Chief, Conference Programming Section. FAO. Via delle Terme di Caracalla.  
I-00100 Roma, Italy

81/06/30-07/02 Brighton (UK) (N)  
Ultrasonica Int 81 Conference. P. 400-500. Ex  
Brighton Conferences, Marlborough House, S4 Old Steine Brighton BN1 1EQ,  
UK

1981/07 July  
81/06/30-07/03 Trieste (Italy)  
International Centre for Theoretical Physics. Conference on differential geo-  
metric methods in theoretical physics (B2724)  
International Centre for Theoretical Physics. POB 586. I-34 100 Trieste, Italy.

81/06/-Lima(Peru)  
Food and Agriculture Organization of the United Nations, FIAC Regional  
seminar on fertilizer pricing policies and subsidies. (A097 1)  
Chief, Conference Programming Section. FAO. Via delle Terme di Caracalla  
I-00 100 Roma, Italy

81/06/- Seoul (Korea S) (N)  
Conference on Asian-Pacific economic integration. P. 50-. C. 5-  
Asian Affairs Research Institute Korea. Univ. 1-2. 5-Ga Anam-dong Dong-  
daemun-Ku. Seoul, Korea

81/06/- Seoul (Korea S) (N)  
1. 5. Annual conference on law of the ses. P. 70-. C. 3-  
Institute of Social Science, Seoul National Univ 56-1 Sinlim-dong Kwanak-ku  
Seoul, Korea

1981 /07 JULY

81/07/01 Bruxelles (Belgium)  
International Confederation of Free Trade Unions. Conference on peace,  
security and disarmament. (A1667)  
Olo Kersten. rue Montagne-aux-Herbes-Potagères 37-41, B-1000 Bruxelles  
Belgium. T. 217 SO 85. C. Interconfed. Tx 26785 ICFU BRU.

81/07/01-04 Graz (Austria) (N)  
1. Symposium on minimal invasive cancer 40 R0000@@ = 200  
Interconvention Kongressorganisationsges m b H, Kinderspitalgasse,  
5, A-1095  
Vienna Austria

81/07/01-08 Wailes HI (USA) (N)  
International conference On neutrino physics and astrophysics  
V Zlatoson. Dept of Physics and Astronomy, University of Hawaii 2506 Correa  
Rd. Honolulu, Hawaii 96822, USA.

81/07/01-03 (Venezuela)  
International Civil Airports Association, Latin American and Caribbean Re-  
gional Section. Constituent conference. (A1504)  
8103 L Buil.

81/07/02-03 Brussels (Belgium)  
International Confederation of Free Trade Unions 17. Executive Board meet-  
ing. (A1667)  
Olo Kersten. rue Montagne-aux-Herbes-Potagères 37-41, B-1000 Bruxelles.  
Belgium. T. 217 SO 85. C. Interconfed. Tx 26785 ICFU BRU.

81/07/04-20 Tagatay City (Philippines)  
International Congress and Convention Association / Pacific Area Travel  
Association. Conference management program. P. 40-. (B3539/A3042)  
John E Moreu, Executive Director ICCA. c/o Process, 1403 Tung Ming Building,  
40 Des Voeux Road, C Hong Kong

81/07/06-10 Trieste (Italy) (A0534)  
European Physical Society. International conference of intercalation com-  
pounds. P. 90- Inv.  
L Pietronero, Brown Boveri Research Centre, CH-5405 Baden, Switzerland.

81/07/06-10 Trois-Rivieres (Canada) (N)  
World congress in education: Values and the school  
Congress mondial des sciences de l'éducation. Dépt des sciences de l'éducation,  
Université du Québec a Trois-Rivières, CP 500, Trois-Rivières, Québec, Canada  
G9A 5H7.

81/07/10-17 Oaxtepec (Mexico)  
World Organization of Young Esperantists Annual international youth con-  
gress: Children and Esperanto. P. 200-. C. 20-. En. (A3566)  
J Najera, Apartado Postal M-9310, Mexico I. D F

81/07/10-17 Seoul (Korea S) (N)  
1981 Seoul international conference on linguistics. P. 500-. C. 7-  
Linguistics Society of Korea. Hankuk Univ of Foreign Studies. 270-1. Imun-  
dong, Dongdaemun-Ku. Seoul, Korea

81/07/16-19 Tokyo (Japan)  
International Committee on Physical Fitness Research. Meeting: Ill-effect of  
inactivity among young children. (A1598)  
1981 ICPPFR meeting Tokyo. School of Health and Physical Education. Juntendo  
University, Narashino, Chiba, Japan

81/07/17-23 Bowling Green KY (USA) (M)  
International Union of Speleology. International congress: All aspects of  
speleology and karstology. P. 900-. C. 40-. Ex. (A2560)  
Eighth Int congress of speleology Secretariat. Dept of Geography and Geology,  
Western Kentucky Univ. Bowling Green. Kentucky 42 101, USA

81/07/20-25 Brighton (UK) (M)  
International Whaling Commission Conference Conservation of whales P.  
300-. C. 25- (A2811)  
Dr R Gambell The Red house. Station Road. Histon, Cambridge. CS4 4NP. UK.  
T. (0220312371. C. INTERWHALE Cambridge.

1981 /07JULY

- 81/07/20-23 Lagos (Nigeria)  
International Civil Airports Association, West and Central African Regional  
Section. 3. General assembly and seminar. (A 1504)  
G Hill. *Bldg 226 Only Sud 103. F-94396 Only Aérograre CEDEX, franco. T. 687*  
11 31 Ext 28 88 - 33 86. Tx 270803F Aéroport de Paris.
- 81/07/21-24 Noordwijkerhout (Netherlands)  
International Union of Liberal Christian Women. Triennial conference. The  
changing role of woman in society. (A2735)  
Mrs Abj Fabor-Chabot *Goornstraat 6. NL-7855 PM Meppen-Zweeloo. The*
- Netherlands  
81/07/25-28 Berlin (Germany FR) (N)  
7. International conference on conduction and breakdown in dielectric  
liquids  
W F Schmidt. *7 ICDDL Bereich Strahlenchemie. Hahn-Meitner-Institut für Kern-*  
*forschung. D-1000 Berlin 39, Germany FR*
- 81/07/26-31 Caracas (Venezuela) (N)  
Asociación Panamericana de Medicina Veterinaria y Zootecnia. 9. Congress  
Dr German Gomez Gutierrez. *siendo su direccion apartado 76 929, Caracas*  
*107, Venezuela*
- 81/07/26-03/01 Minneapolis MN (USA)  
International Good Templar Youth Federation. Camp with seminar: Value  
clarification: choice awareness; futures themes; new games. (A2982)  
Ms Krist Collin. *IGTYF-USA 198 T. 8319 Virginia Circle South. Saint Louis Park,*  
*Minnesota 55246, USA.*
- 81/07/1 -Zvolen (Czechoslovakia)  
Food and Agriculture Organization of the United Nations. Seminar of plan-  
ning and management of integrated mechanical forest industries. (A097 1)  
Chief. *Conference Programing Section. FAO. Via delle Terme di Caracalla.*  
*I-00100 Roma, Italy*
- 1981/08 AUGUST
- 81/08/03-07 Wien (Austria) (N)  
5. internationale kongress fur sozialarbeit/rehabilitation. P: 100-  
Herr H Schneider, *Vb d Ouerschnittgelehrten ost, Liechtensteinstrasse 61,*  
*A-1090 Wien, Austria*
- 81/08/05-12 Stockholm (Sweden)  
International Society of City and Regional Planners. Annual congress: The  
renaissance of the city. P. 150-. C. 20-. Ex. (A2534)  
Mr Thomas Almer, *Karlavagnen 111, S-11526 Stockholm, Sweden*
- 81/08/10-14 Sad Honnef (Germany FR)  
European Physical society. International symposium on the physics of solids  
under high pressure. P:70-. Inv.  
(A0834)  
J S Schilling. *Experimentalphysik IV, Universität bonchum, D-463 Bonchum 1,*  
*Germany FR.*
- 81/08/10-14 Boulder CO (USA) (N)  
International conference on low-dimensional conductors  
E M Conwell. *Xerox Webster Research Center. 800 Phillips Rd. W 114, Webster,*  
*NY 14580, USA.*
- 81/08/10-12 Copenhagen (Denmark) (N)  
Nordic solid state physics conference  
N H Andersen, *Physics Dept. Rise National Lab, DK-4000 Roskilde, Denmark.*
- 81/08/10-16 Dummerlohausen (Germany FR)  
World Organization of Young Experantists. Organisation of Young French  
Esperantists. Regional conference: Traditional and alternative communication in  
France and FR Germany. P. 60-. C. 6-. (A3566)  
U Feilhofer. *Hamm-Gruppe-Str. 23, D-4500 Osnabruck, FR Germany*
- 81/08/17-21 Calgary (Canada) (M)  
International Society for Terrain-Vehicle Systems / Canadian Society for  
Terrain-Vehicle Systems. Conference: Innovations in mobility and terrame-  
chanics. P: 300-500. C: 29-. (A25 11)  
Ronald A Liston, *General Secretary, PO Box 282, Hanover, NH 03755, USA*
- 81/08/17-22 Colombo (Sri Lanka)  
Food and Agriculture Organization of the United Nations, Regional Animal  
Production and Health Commission for Asia, the Far East and the South-West  
Pacific. 6. Session. (A0371)  
Chief. *Conference Programing Section. FAO. Via delle Terme di Caracalla*  
*I-00100 Roma, Italy*
- 81/08/24-27 Paris (France) (N)  
4. European workshop on white dwarfs  
G Vaudair. *DAPHÉ, Observatoire de Paris, 6 place Jansson, F-92 190 Meudon*  
*France.*
- 81/08/26-28 Cheiter (UK)  
European Physical Society. Conference on vector and parallel processors in  
computational science. P. 200-. (A0834)  
P G Burke, *Deresbury Lab, Warrington WA4 4AD, UK.*
- 81/08/30-09/12 Maratea (Italy) (N)  
Nato Advanced Study Institute. Meeting: Arterial pollution. (-)  
Dr H Peeters. *c/o Lipid and Protein Dept. Institute for Medical Biology, Altem-*  
*bergseesreenwog 196. B- 1180 Brussel, Belgium.*
- 81/08/31-09/04 Balatonfüred (Hungary)  
European Physical Society- Conference on amorphous systems investigated by  
nuclear methods. P. 150-, Inv. (A0834)  
D L Nagy. *Central Research Institute for Physics, POB 49, H-1525 Budapest,*  
*Hungary.*
- 81/08/ -- (Australia)  
International Federation of Medical Students' Associations 30. General  
assembly. (A 1956)  
Rita Alltalo, *c/o FIMSIC, Stenbackinkatu 9, SF-00290 Helsinki 29, Finland T.*  
*4 14 329 - 463 307. C. medinform.*
- 1981 / 09 SEPTEMBER
- 81/09/01-11 Udine (Italy) (N)  
2. International seminar on mathematical theory of dynamical systems and  
microphysics: Geometry and mechanics.  
A Blequière, *CISM, Piazza Garibaldi 18. I-33100 Udine, Italy.*
- 81/09/03-05 Paris (France)  
Organisation for Economic Co-operation and Development. Reunion inter-  
nationale sur les strategies et les mesures de contrôle des dépenses de la santé.  
P. 100-. (A3023)  
OCDE. *2, rue André Pascal, F-75016 Paris, France*
- 81/09/06-11 Macau (Portugal) (N)  
Symposium on transcultural psychiatry  
Dr Machado Nunes. *Multi-Congreso Lda, Apt-4121, 1503 Lisboa, Codex, Portu-*  
*gal.*
- 81/09/06-09 Salzburg (Austria)  
International Society for Clinical Enzymology. 3. International congress for  
clinical enzymology. P: 150-  
(85404)  
Interconvention *Kongressorganisationsges mbH, Kinderspitalgasse, 5, A-1095*  
*Vienna, Austria*
- 81/09/07-11 Amsterdam (Netherlands) (N)  
11. European microwave conference  
T G van de Roer. *EUMC 81, Eindhoven Tech Univ. POB 513, MI-5600 MB*  
*Eindhoven, Netherlands.*
- 81/09/07-11 Roma (Italy)  
Food and Agriculture Organization of the United Nations. Commission on  
Fertilizers. T. Session. (A097 1)  
Chief. *Conference Programme Section, FAO, Via delle Terme di Caracalla,*  
*I-00100 Rome, Italy*
- 81/09/08-10 Namur (Belgium) (N)  
2. International conference on chemical analysis: Microanalysis using charged  
particles, accelerators  
G Demortier. *Microanalysis Conf. LARN. rue Muzet 22. B-5000 Namur, Bel-*  
*gium*
- 81/09/08-10 Paris (France)  
Organisation for Economic Co-operation and Development 5. Conférence  
internationale des établissements membres sur la prospection de la gestion  
universitaire (A3023)  
Emile van Lennep. *2 rue André Pascal, F-75775 Paris CEDEX 16. France. T.*  
*524.82-00. C. Developpeconomie. Tx 620360.*
- 138 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. 2/1981
- 81/08/17-23 Montreal (Canada)  
Amnesty International. International council meeting. P: 300-. (A0054)  
Secretariat. *772 Sherbrooke Street West. Room 505 Montreal Que H3A 1G1*  
*Canada.*
- 81/09/09-12 Bologna (Italy)  
International Society for Heart Research. European meeting. (B69 14)  
Via Monte Napoleone 23. I-20121 Milano. Italy. T. 783 868 - 702 267. C.  
LORENZFOUND.
- 81/08/24-29 Gent (Belgium) (N)  
8. International congress on Iranian art and archeology  
Prof L Vanden Bergh. *Sem voor Archéologie van het Nabije Oosten, RUG,*  
*Blendijnberg 2. B-9000 Genr. Belgium.*
- 81/09/14-15 London (UK)  
1. European conference on integrated optics  
IEE Conf Dept. *Savoy Place, London WC2R 0BL UK*
- 81/09/14-17 Paris (France) (N)  
1er congres international sur le genailage de précontrainte. P: 400-. C: 7-.  
Ex.  
Mr Delmotte. *47. rue Ampere. F-76017 Paris, France.*
- 81/09/14-17 San Diego CA (USA) (N)  
33. Inst on hospital and community psychiatry  
Alice Conde *Martinet. APA. 1200 18 th Str, NW, Washington DC 20003.*  
*USA.*

- 81/09/14-17 Seoul (Korea S) (N)
12. Convention of medical associations in Asia and Oceania. P: 1300-. C: 16-  
Korean Medical Association, 302-75, dongbu Ichon-dong, Yongsan-ku, Seoul, Korea
- 81/09/14-17 Toulouse (France)  
European Physical Society. European solid state device a research conference. P: 400-. (A0834)  
G Sarabayrouse, LAAS, 7 av du Colonel Roche. F-31400 Toulouse, France.
- 81/09/15-18 Ferrara (Italy) (N)  
10. European conference on few- and several-body problems in nuclear physics. P: 120-  
L Lovich, Istituto di Fisica, Università di Ferrara, Via Paradiso 12 1-44 100 Ferrara, Italy.
- 81/09/15-17 Helsinki (Finland) (M)  
International Union of Food Science and Technology. Symposium: The role of food science international the community. (A1610)  
Prof P KOIVISTONEN, Dept of Food Chemistry and Technology, University of Helsinki, 007 10 Helsinki 71, Finland
- 81/09/16-18 Klagenfurt (Austria) (IN)  
Internationale Gesellschaft für Ingenieurepädagogik. 10. International-Ingenieurpädagogik 81, Universität de Klagenfurt, Universitätsstrasse 65, A-9020 Klagenfurt, Autriche
- 81/09/16-18 Paris (France)  
International Information Centre on the sources of Balkan History / Institut de recherches et d'histoire des textes / Institut national d'études slaves. Table-ronde : Typologie générale du manuscrit slave jusqu'au 17e s : datation: catalogue: décoration. P: 20-. C: 13-  
Prof Wladimir Vodoff, Institut de recherche et d'histoire des textes, 9, rue Michelet F-75006 Paris, France (B7350)
- 81/09/16-22 Tokyo (Japan) (M)  
Postal Telegraph and Téléphone International. 24. World congress: L'impact des changements technologiques et les droits syndicaux. P: 700-. C: 90-  
Stefan Nedzinski, 36 avenue du Légnon, CH-1219 Genève, Switzerland, T. (022) 96.83.11. C. intertelepost. 70ème anniversaire de l'IPITT (A3136)
- 81/09/20-26 Lyons (France) (M)  
International PEN / French Centre of International PEN. 45. International PEN Congress: The current situation and future prospects of literature. P: 500-600 C: 60-. Ex. René Tavernier, PEN Club Français, 6, rue François-Miron, F-75004 Paris, France (A2343)
- 81/09/20-26 Paris (France) (M)  
Lyons (France)  
International PEN / French Centre of International PEN. 45. International PEN Congress: The current situation and future prospects of literature. P: 500-600. C: 60-. Ex. René Tavernier, PEN Club Français, 6, rue François-Miron, F-75004 Paris, France. (A2343)
- 81/09/21-24 Hong Kong (Hong Kong) (N)  
International Professional Security Association. Conference. P: 500-. Ex. Mr Stewart Kidd, PO Box 98010, T S T Post Office, Kowloon, Hong Kong. (-)
- 81/09/21-25 Ottawa (Canada) (M)  
International Council of Museums. 6. Triennial conference. Intertask, 700-71 Bank, Ottawa, Ont K1P5N2, Canada (A1749)
- 81/09/21-23 Słupsk (Poland) (N)  
2. Martine ultra-microtrace spectrometry conference  
H Samozinski, MiMS Conf. Dept of Physics, Pedagogical University, ul Arceizewskiego 22, PL-76-200 Słupsk, Poland.
- 81/09/21-10/17 Venezia (Italy) (N)  
International Information Centre On the Sources of Balkan History / Archives d'Etat d'Italie. Séminaire de paléographie et de diplomatique latines. Particules de la langue et des écritures utilisés dans les documents conservés a Venise. P: 15-. C: 10-  
Archives d'Etat de Venise, Campodei Frari, 3002, Venise, Italie (B7350)
- 81/09/21-26 Wien (Austria) (M)  
International Atomic Energy Agency. 24. General conference. Bm 1 Auswärtige Angelegenheiten, Abteilung 1/4 Hofburg, Heldenplatz, A-1010 Wien, Austria (A1383)
- 81/09/22-26 Grenoble (France) (M)  
European Physical Society. Soft magnetic materials conference. P: 250-. P. Brissonneau, Lab. d'Electronique, ENSIEC, Domaine Universitaire, BP 46, F-38402 St Martin d'Heres, France. (A0834)
- 81/09/22-10/02 Seoul (Korea S) (N)  
16. Committee for coordination of joint prospecting for mineral resources in Asian off-shore areas. P: 100-. C: 18-  
Overseas Co-ordination Dept. KIGAM, 219-5, Kari-dong, Yeongdeungpo-ku, Seoul, Korea
- 81/09/24-26 Spoleto (Italy) (M)  
Liberal International - World Libérat Union. Annual congress Liberalism in the eighties P: 350-. C: 50- (A2334)  
Liberal International, Urs Schottli, 1 Whitehall Place, London SW1A 2HE, UK.
- 81/09/27-10/03 Wolfenbüttel (Germany FR) (M)  
International Federation of Bibliophiles. International bibliophile congress. P: 150-. C: 30-. Ex. M Antoine Coran, Conservateur a la Réserve des Imprimés, Bibliothèque Nationale, 58, rue Richelieu, F-75084 Paris Cedex 02, France (A2630)  
August Herzog Bibliothek, Wolfenbüttel, Germany (A1828)
- 81/09/28-30 Roma (Italy) (M)  
International Federation for Information Processing. Conference on environmental systems analysis and management. P:200-  
Prof S Rinaudi, Centro Teoria dei Sistemi, CNR, Politecnico Via Ponzio 34/5 1-20133 Milano, Italy (A1828)
- 81/09/28-10/02 Seoul (Korea S) (N)  
International conference on legal education and professional training in the major countries. P: 200-. C: 5-  
Law Research Institute, Seoul National Univ, 56-1, Sinim-dong san, Kwanak-ki, Seoul, Korea (P200)
- 81/09/29-10/01 Paris (France) (N)  
2. Conférence internationale sur la climatologie de la mer. Houle et vent directionnels, application au calcul des ouvrages. P:200-  
Mlle Courmay, Europe Congrès, 33, bd Malesherbes, F-75008 Paris, France
- 81/09/30-10/07 Dubrovnik (Yugoslavia) (M)  
European Physical Society. Europhysics study conference on dynamical processes at surfaces: Atomic spectroscopy of surfaces. P:100-. (A0834)
- 81/09/30-10/02 Wren (Austria) (M)  
European Union of Independent Lubricant Manufacturers. Congress. P: 150-.  
Jean Laurel, 33 rue Marbeuf, F-75008 Paris, France, T. 359.12.36. (B0893)
- 81/09/-Groningen (Netherlands) (M)  
International Council for Children's Play. Congresses and workshops. P:100-. C: 25-. Ex. Dr R vd Kooij, 1CCP, Rijksuniversiteit Groningen, Inst voor Orthopedagogiek, Oude Boteringestraat 1, NL-9712 GA Groningen, Netherlands (A1 724)
- 81/09/- Mexico (Mexico) (M)  
International Astronomical Union. Symposium on wolf rayet stars: Observations, physics and evolution. (A 1382)
- 81/09/- Trieste (Italy) (M)  
International Centre for Theoretical Physics. Workshop on nuclear physics. (B2724)
- 81/10/01-03 Lugano (Switzerland) (M)  
Giovanni Lorenzini Foundation. International symposium on lipoproteins and coronary atherosclerosis. (B3000)  
Via Monte Napoleone 23, I-20121 Milano, Italy, T. 753 868 - 702 267. C. LORENZIFOUND.
- 81/10/04-09 Bad Honnef (Germany FR) (N)  
International symposium on polarization phenomena  
G Graw, Sektion Physik, Universität München, Am Coulombwall 1, D-8046 Garching, Germany FR.
- 81/10/04-06 Damascus (Syria) (M)  
Trade Unions International of Public and Allied Employees. Symposium des services municipaux. Problèmes de la participation des travailleurs au développement démocratique des communes et sur la protection légale des travailleurs des services municipaux(A3324)  
H Lorenz, Französische Strasse 47, Berlin, German DR, T. 229 26 62. C. Unsylo.
- 81/10/04-06 Paris (France) (N)  
Société française d'urologie. Congrès international. P: 400-. C: 6-  
Prof Grasset Clinique St Charles, Montpellier, France.
- 81/10/05-09 Casablanca (Morocco) (M)  
United Towns Organisation. 10. World congress: Le jumelage des villes et l'action des cités unies pour l'avènement une civilisation associative (A3391)  
Jean-Marie Bressand, 2 rue da Logebach, F-75017 Paris, France, T. 76675 10.
- 81/10/06-06 Köln (Germany FR) (M)  
World Psychiatric Association. Clinical Psychopathology Section. Section symposium on psychopathology of schizophrenia. (A3577)  
Prof Peter Bermer, Psychiatrische Universitätsklinik, Währinger Gürtel 74-76, A-1090 Wien Austria, T. 4233 4469.
- 81/10/06-06 Köln (Germany FR) (M)  
Prof U H Peters, Univ Nervenkl. Köln Joseph Stetzmann Str 9, D-5000 Köln, Germany FR.

81/10/05-07 Lodz (Poland) International Federation of Knitting Technologists. Annual conference. M Development and problems of the knitting industries P: 200-400. C. 22- (A 1941) President of National Section, Dr Ing Witold Luczynski, Vereinigung der Trikotageindustrie, ul. Piotrkowska 270, 90-950 Lodz, Poland Associated even general assembly.		81/10/29-11/14 Manila (Philippines) League of Red Cross Societies 24. International conference. C. 128- Ex. (A2507) Croix-Rouge philippine. PO Box 280, Manila D-2803, Philippines	(M)
81/10/06-14 Erice (Italy) Europhysics study conference : unification of fundamental interactions (N) S Ferrara. TH Div. CERN. CH-1211 Geneva 23, Switzerland.		81/10/ - August/Kaiseraugst (Switzerland) Société d'ethnologues de la céramique romaine. Annual meeting P. 40-60 C. 10-15. Ex. (A3156) Dr Toodore Tomasevic. Auf der Wacht 435. CH-4303 Kaiseraugst, Switzerland.	(M)
81/10/06-09 Genoa (Italy) International Institute of Communications. 29. International meeting on transports communications. (B2143) (B2143) Prof Francesco Carassa. Villa Piaggio Via Partinace. 1-16125 Genoa. Italy. T. 29 4663.		81/107 - Dakar (Senegal) Food and Agriculture Organization of the United Nations. Workshop on feed resources utilization. (A0971) Chief, Conference Programming Section, FAO. Via delle Terme di Caracalla. 1-00100 Rome, Italy	(A)
81/10/06-08 Lausanne (Switzerland) International conference on modern filtering techniques Sec Journées d'électronique. Dépt d'électricité. EPFL Chemin de Bellevue 16. CH-1007 Lausanne. Switzerland.		81/10/ - Port Vila (Vanuatu) South Pacific Commission. 21. South Pacific conference. (M) Dr E Macu Salato, Anse Vais, Noumea (BP D5). Noumea Cedex. New Caledonia. C. southpacom T. 26 20 00.	(M)
81/10/07-09 Salzburg (Austria) Austrian Society for Geomechanics. 30. Geomechanics colloquy: 30 years of rock mechanics and rock engineering (N) Austrian Society for Geomechanics. Paraeelsstrasse 2, Ae5020 Salzburg, Austria.		1981 / 11 NOVEMBER	
81/10/09-10 Hong Kong (Hong Kong) International College of Neuro-Psychopharmacology. Regional symposium. P. 200 ( ) Dr G Burrows, Dept of Psychiatry, Univ of Melbourne, Clinical Sciences Bldg. Royal Melbourne Hospital, Melbourne, Vic 3050, Australia.		81/11/01-09 Manila (Philippine) International Catholic Association for Radio and Television. General assembly. (A 1450) Rev Jean G Desautels, rue de l'Orme 12. B-1040 Bruxelles, Belgium T. 734 63 61. Tx 21275 CIPNFB UNDA. C. UNDA BRUSSELS.	(N)
81/10/11-23 Christchurch (New Zealand) International Union for conservation of Nature and Natural Resources. 15. Session of the general assembly : conservation and society : the world conservation strategy in action. P: 300-400. C.50-. Ex (A2654) IUCN regional Councillor, deputy Director General, Dept of Lands and Survey.		81/11/06-07 Santa Margherita Ligure (Italy) Simposio internazionale su "Problemi renati dell'ipertensione" AISC. Via G 8 Martini, 6, 1-00 198 Roma, Italy	(N)
81/10/11-15 Roma (Italy) Council of the European Episcopal Conferences-Symposium: La responsabilité ecclésiastique des conférences épiscopales pour l'évangélisation de l'Europe aujourd'hui et demain. (A4492) Mgr Alois Suster. Hof 19, CH-7000 Chur. Switzerland. T. (081) 22 23 12.		81/11/07-11 New Delhi (India) World conference on Religion for Peace: Asian Conference on Religion and Peace. Asian conference on religion and peace: Religion against discrimination, disparity, violence in three commissions and religion in education for peace, in resolving political tensions in Asia and religion and mass media in three workshops. P. 400-. (A4008) General-Major General S S Liban (Retd). C-191 Defence Colony, New Delhi 110024, India	(N)
81/10/12-16 Beverly Hills CA (USA) 3. World congress and exhibition on finite element methods Robinson and Assocs. Horton Road, Woodlands, Wimborne, Dorset BH21 GNB, UK		81/11/09-12 Argonne IL (USA) International meeting on neutron irradiation effects in solids (N) Th H Blewitt, Materials Science Div, Bldg 2 12, 9700 S Cass Ave. Argonne, IL 60439, USA.	(N)
81/10/12-15 Rome (Italy) Food and Agriculture Organization of the United Nations. Food and Nutrition Commission for the Near East. 1. Session. (A0971) Chief, Conference Programming Section, FAO. Via delle Terme di Caracalla. 1-00100 Roma, Italy		81/11/09-13 Bad Honnef (Germany FR) Young European radioastronomers' conference R Schwarz. MPI für Radioastronomie, Auf dem Hügel 71, D-5300 Bonn, Germany FR.	(N)
81/10/12-16 Seoul (Korea S) Afro-Asia Rural Reconstruction Organization. 7. Conference. P: 1 50-. C. 28-. ( ) Ministry of Agriculture and Fisheries. 77-6, Sejong-ro, Chongro-ku Seoul Korea		81/11/09-13 Seoul (Korea) International Cultural Foundation. 100, P. 1800-. (BS 1 56) Richard Wozsik, General Manager, International Cultural Foundation, New York, USA	(N)
81/10/18-24 Athens (Greece) World Airlines Clubs Association. Annual general assembly: Aims and objectives, projects of the association. P: 600-. (A345 1) Mr Costas Startsiou, Interline Club of Greece, Syngoro Avenue 106, Athens, Greece.		81/11/15-22 Erice (Italy) Europhysics study conference : the search for charm, beauty and truth at high energies G Bellini. Istituto di Scienze Fisiche, Via Corchia 16. I-20133 Milano, Italy.	(N)
81/10/19-24 Lome (Togo) Food and Agriculture Organization of the United Nations. African Commission on Agricultural Statistics. 9. Session. (A0971) Chief, Conference Programming Section, FAO. Via delle Terme di Caracalla. 1-00100 Roma, Italy		81/11/16-22 Buenos Aires (Argentina) World Federation of Engineering Organizations. General assembly. (A3522) C Hensein, 19 rue blanche, F-75009 Paris, France. T. 526 34 82. C. Ingecivils-Paris. Tx 270 705. F FXFRA-Ref 808.	(N)
81/10/20 Seoul (Korea S) 4. International Imposium for comparative studies on Saemaul Undong P. Saemaul Undong. P. 30-. C. 100- (N)		81/11/16-22 Buenos Aires (Argentina) Union Argentine des Associations d'Ingénieurs. 1. Congrès mondial sur "Le génie civil et l'environnement" UADI, avenue Cordoba 15 13. RA (1055) Buenos Aires, Argentina Jointly with FMOI General assembly	(N)
81/10/23-30 Wien (Austria) British Steel Corporation. 7. International wheelset congress. P. 300. Interconvention Kongressorganisationsg m b H. Kinderspitalgasse 5 A-1095 Vienna, Austria		81/11/16-22 Buenos Aires (Argentina) Union Argentine des Associations d'Ingénieurs. Conférence mondiale sur "La formation d'ingénieurs pour le prochain siècle." UADI, avenue Cordoba 15 13. RA (1055) Buenos Aires, Argentina Jointly with FMOI General Assembly	(N)
81/10/26-30 Bellegio (Italy) International Council for Educational Development / Council of International Investigators US European conference on foreign language and international studies. (B4544/B0704) J A Perkins. 680 Fifth Avenue, New York, NY 10019, USA		81/11/16-22 Buenos Aires (Argentina) Union Argentine des Associations d'Ingénieurs. 1. Congrès sur "Les ressources humaines et le développement" UADI, avenue Cordoba 15 13. RA (1055) Buenos Aires, Argentina Jointly with FMOI General assembly	(N)
		81/11/16-19 Tel-Aviv (Israel) Israel Dental Association. International meeting Kenes Tours, PO Box 29784, Tel Aviv 61297, Israel	(N)
		81/11/17-30 Natoye (Belgium) International Movement of Catholic Agricultural and Rural Youth General assembly. Mlle Ursula Nickel. Dietsawest 24. 8-3000 Louvain, Belgium T. (A2274) 228372.	(A)

(1/11/17-19 Paris (France) (N) 1982/04 APRIL  
Centre National d'Etudes Spatiales Colloque européen  
*Departement des Affaires Universitaires, Centre Spatial de Toulouse, 18, avenue  
Edouard-Belin, F-31055 Toulouse Cedex, France.*

81/11/18-30 Amsterdam (Netherlands) (N) 81/20/19-21 London (UK)  
International congress: Automation of bank operations in the 80's. P. 100-  
(B1827)  
41 Portland Place, London W1N 4BN, UK. T. 636 9466

Organisatie Sureau Amsterdam BV, Europaplein, NL-1078 GZ Amsterdam,  
Netherlands

81/11/21-22 Roma (Italy) (N) 82/01/28-29 Hamilton (New Zealand) (M)  
Simposio internazionale di psicologia  
International Institute of Refrigeration, Commissions C2, D1, D2, D3. Meet-  
AISC, Via G B Martini, 6, I-00198 Roma, Italy  
ing: Refrigeration of perishable products for distant markets. (A2159)  
M Anquez, 177 bd Malesherbes, F-75017 Paris, France. T. 227 32 36.  
Int. Conference Organizer, Meat Industry Research Institute of New Zealand. PC  
Box 617, Hamilton, New Zealand

81/11/25-28 Seoul (Korea S) (N) 1982/02 FEBRUARY  
International conference on the roles of computers for College education and  
research. P. 300-. C. 13-  
Computer Center, Seoul National Univ, 66-1, Sinlim-dong san, Kwansuk-ku,  
Seoul, Korea

81/11/25-29 Wien (Austria) (N) 82/02/15-03/02 Geneva (Switzerland)  
Deutsch Akademie für Psychoanalyse. 13. International symposium 'Un-  
bewusstes und Identität'  
International Radio Consultative Committee. 15. Plenary assembly. (A2625)  
Richard C Kirby, Plage des Nations, CH-1211 Genève 20, Switzerland. T.  
34.60.21 C. comradio. T. Buriniera, Geneva. 23000.

Herr Schnell, AUSTROPA, Opemring 5, A-1010 Wien, Austria

81/11/29-12/03 Seoul (Korea S) (N) 82/02/19-21 Montreux (Switzerland) (N)  
European Society of Association Executives. 2. Annual congress (-)  
International Geological Correlation Programme. International workshop on  
M Robin McKenzie Smith, ESAE, Case postale 158, avenue du Général Guisan  
30, CH-1800 Vevey, Switzerland

Pacific meoene stratigraphy. P. 45-. C. 8-  
Geology Science Network in South East Asia, Seoul National Univ. 56-).  
Sintim-dong san, Kwansuk-ku, Seoul, Korea

1981 / 12 DECEMBER 1982/03 MARCH

81/12/01-03 London (UK) 82/03/02-04 London (UK)  
Ciba Foundation The Symposium 91 on substance P. (B1827)  
nucleic acids. (B1827)  
41 Portland Place, London W1N 4BN, UK. T. 636 9456.

81/12/02-03 Budapest (Hungary) (N) 82/03/02-03 Paris (France) (N)  
Trade Unions International of Public and Allied Employees. Symposium sur  
les PTT. Les conséquences de l'introduction des nouvelles techniques dans les  
Institut Pasteur. colloque européen : L'inflammation. P. 300-  
FTT. (A3324)  
B B Vargaftig, Institut Pasteur, 25, rue du Dr Roux, F-75015 Paris, France

H Lorenz, Französische Strasse 47, Berlin, German DR. T. 229 36 62. C.  
Unifö.

81/12/07-12 Seoul (Korea S) (N) 82/03/04-06 San Diego CA (USA) (N)  
S. International symposium on the 3rd Worldand resource nationalism. P.125-.  
World Association for Bronchology. 3. World congress for bronchology. (-)  
C. 13-  
Far-Eas: Asia Affairs Research Institute, Kyongnam Univ  
Department of Education, American College of Chest Physicians. 911 Busse  
Highway, Part. Ridge, IL 60608, USA

81/12/19-23 Hong Kong (Hong Kong) (N) 82/03/15-17 Suva Paradise (Australia) (M) (N)  
Commonwealth Association of Planners. Asian regional conference/  
Workshop. P. 100-.  
Mr K A Scheller, Int Convention Management Services Pty Ltd, G P O Box  
2609,  
Sydney, N S W 2001, Australia  
HK Institute of Planners and Royal Town Planning Institute, UK Branch, c/o Dr  
K S Pun, Town Planning Office, 17/F, Murray Bldg, Garden Rd, Hong Kong. (A3595)  
82/03/22-27 Grenoble (France) (N)  
3. Joint Varenna - Grenoble international symposium on heating in toroidal  
plasma  
C Gomezano, Fusion-SIG, Centre d'Etudes Nucleaires. 85X, F-38041  
Grenoble  
France.  
Cedex.

81/12/20-24 Los Angeles CA (USA) (N) 82/03/22-26 Nottingham (UK) (N)  
World Union of Jewish Students. North American Jewish Student's Network.  
Biennial North American convention. P. 700-900. Ex.  
NETWORK JS East 26th st, Suite 1350, New York, NY WOW, USA

81/12/ - Seoul (Korea S) (N) 82/03/29-04/01 Berlin (Germany FR) (N)  
International seminar on housing and land policy and planning. P. 30-. C. 8-  
Policy Div. Korea Research Institute for Human Settlements, 22fr, Kukdong Bldg,  
50-1, Chungmu-ro, 3-Ga, Chung-ku, Seoul, Korea

81/127- Strasbourg (France) (N) 82/03/29-04/01 Berlin (Germany FR) (N)  
World Union of Jewish Students / European Union of Jewish Students.  
Biennial convention of European Union of Jewish Students : Elections. setting  
new activities. P. 300-. C. 16-. Ex. (A3598/)  
Thomas Mum, c/o FUJS wg, Reichenbachstrasse 27, D-8000 München 5,  
Germany FR

1981 / MONTH NOT DETERMINED 1982 / 04 APRIL

81/-/- Niort (France) (N) 82/04/04-08 Arlington TX (USA) (N)  
International Union of Local Authorities / Société Mutuelle d'Assurances des  
Collectivités Locales Seminar.  
6. International conference on positron annihilation  
L M Diana, Box 19055, Univ of Texas, Arlington, TX 76019, USA.

J G van Putten, 45 Wassensarseweg, NL-2018 Den Haag, Netherlands. T. 24  
40 32. C. IJLA The Hague.

82/04/04-07 Brighton (UK) (N)  
International conference on violence in society. P. 300-  
Brighton Conferences, Marlborough House, 54 Old Steina, Brighton BH1  
1EG,  
UK80/04/13-16 Zurich (Switzerland) R0000@= A0834 International  
conference on valence instabilities. P. 200-.  
(-)

1982/01 JANUARY 82/04/14-16 Graz (Austria) (N)  
3. International conference on goat production and disease  
W C Foote, Director, International Sheep and Goat Institute, Urah State Univer-  
sity, Logan, Utah 85322, USA

82/01/18-23 Pretoria (South Africa) (AO114) 82/04/20-23 Durham (UK) (n)  
Association for the Taxonomic Study of Tropical African Flora. 10. Congress  
International conference on II-IV compounds  
8 Lunn, Dept of Physics, The University, Hull HU6 7SX UK.

Dr B de Wiener, Secretary General, AETFAT, Private bag X 101, Pretoria 0001,  
South Africa

82/04/21-24 Buenos Aires (Argentina) (M)  
Internation.1 Union Against Tuberculosis 25. World conference: Tuberculo-  
sis, mycobacteriosis, non tuberculous respiratory diseases primary health care  
(A2651)  
Secretarial of the XXVIIth World conference of the IUAT, Avenida de Santa Fe  
4292, 1425 Buenos Aires, Argentine Republic

1982 /04 APRIL

82/04/26-05/01 Brighton (UK)  
5. European health records conference. P: 400.- Ex  
John Mvson. 16 Beacon Hill, Dormansland, Lingfield, Surrey, UK

82/04/28 Dresden (German DR)  
Union of European Football Associations Congress.  
Nans Bangeter Jupilerstrasse 33. Case Postale 16. CH-3000 Berne 15. Swit-  
zerland. T. 32 17 35 C. E.U.F.A. Tx E.U.F.A 33 19 1

(N) 82/06/ - Annapolis (ISA) (M)  
International Federation for Information Processing, TCS / International  
Federation of Automatic Control. 4. International conference on computer  
applications in the automation of shipyard operations and ship design - (CCAS  
82.  
(A1628/A1862)  
Mr J Vmorstre. NV Philips Gloeilampfabrieken, Corporate Development  
COB, Building VO 1-2-4. NL-5600 MF Eindhoven, Netherlands

1982 / OS MAY

1982 /07 JULY

82/06/09-14 Sofia (Bulgaria)  
International Road Federation. Inter-European IRF regional conference.  
(A2418)  
G Gerald Wilson. 1023 Washington Building. Washington. DC 20005. USA. T.  
(202) 733 6722. C. Introaddfed.

82/06/16-21 London (UK) (N)  
Interior design and contract furnishing conference  
Conference Services Ltd. 3 Bute Street. London SW7 3EY, England

82/07/11-18 Sydney (Australia) (M)  
International Toastmistress Clubs. Convention. P: 1500.- (B0060)  
Ms Norma Ewin, of 14 Lamascoller Ave. Concord. N S W 2 137. Australia

82/07/12-17 Paris (France)  
International Union of Pure and Applied Physics. 21. International conference  
on high energy physics. (A2768)  
Conference Secretariat, 20 rue Barbier du Metz. F-750 13 Paris. France.

82/07/27-30 Liege (Belgium) (N)  
14. EGAS conference  
W Gressasse. BFG-Group. University of Liege. Sart Tilman B 15. B-4000 Liege.  
Belgium.

82/07/ - Sao Paulo (Brazil)  
World Union of Jewish Students. 19. Congress: Election of new authorities.  
international get together of Jewish students. P: 450.-. C. 35-. (A3598)

WLUZ Vaad Universitat Alberto Kaufman. FISESP. Av Paulista 726/6 CEP  
01310. Brazil

82/05/18-21 Firenze (Italy)  
Giovanni Lorenzini Foundation. 3. International conference On protoglandins  
(B3000)  
Via Monte Napoleone 23. 1-20121 Milano, Italy. T. 783 868 - 702 267. C.  
LORENZOUND.

82/05/19-24 Lima (Peru)  
International Union of Latin Notaries. 16. Congress. (A2732)  
international Union of Latin Notaries. Avenida Libertador 2558. Piso 6. Buenos  
Aires. Argentina.

1982 /08 AUGUST

82/05/23-29 Atlanta GA (USA)  
International Road Federation. 18. World congress. (A2418)  
C. Gerald Wilson. 1023 Washington Building. Washington. DC 20005. USA. T.  
(202) 783 6722. C. Introaddfed.

82/08/16-19 Blacksburg VA (USA)  
International Union of Theoretical and Applied Mechanics». Symposium on  
mechanics of composite materials.  
(A2788)

82/05/23-26 Kiel (Germany FR)  
European Physical Society. 5. International conference on photon correlation  
techniques in fluid mechanics.

Prof Z Hashin School of Engineering, Tel-Aviv University, Ramat-Aviv, Tel-Aviv  
6978. Israel  
Prof C T Herakovich. Dept of engineering Science and Mechanics, Virginia  
Polytechnic Institute, Blacksburg. Va 24061. USA

(A0834)  
E O Schutz-DuBois. Inst für Angewandte Physik, Universität Kiel, Olshausenstr  
40-60, D-2300 Kiel 1, Germany.

82/08/16-20 London (UK) (M) (N)  
International symposium on epilepsy.  
Robin MacKenzie-Smith, Association and convention management, PO Box

82/05/23-26 Stockholm (Sweden)  
Scandinavian Orthopaedic Association. Bi-annual congress: Spinal trauma,  
skeletal tumors, experimental orthopaedics. P: 500/700. C. 5-7. Ex (A3194)  
Docent Ulf Nilsson. Ortopedisk-kirurgiska kliniken, Karolinska sjukhuset, S-  
104 01 Stockholm. Sweden.

158. Avenue Général Guisac 30. CH- 1800 Vevey, Switzerland

82/05/31-06/04 Beograd (Yugoslavia) (M)  
World Mining Congress. 11. World mining congress: Mineral raw materials, a  
factor of the world economy. P: 2000.-. C. 90.-. Ex (A2307)  
Yugoslav Ass of Engineering and Tech Staff in Mining, Geology and Metallurgy  
Kneza Milosa 94, 11000 Beograd, Yugoslavia.  
Location of meeting not determined: Beograd or Zagreb.

82/08/22-28 Moskva (USSR) (N)  
International Committee on Non Destructive Testing 10. World conference.  
(-)

82/05/ - - (Italy)  
International Federation of Advertising Clubs. International congress. P:  
250.-. C. 11.-.  
Mr Botelli. Emanuele Filiberto 11. I-20144 Milano, Italy (A3731)

NVWDO. Postbus 390. NL-3330 AJ Zwijndrecht, Netherlands.

82/08/23-27 Leeds (UK) (66209)  
European Geophysical Society- 9. Annual meeting.  
J C Briden. Dept of Earth Sciences. University of Leeds. Leeds LS2 9JT. UK.

1982/06 JUNE

82/06/01-04 Bratislava (Czechoslovakia) (N)  
Czechoslovak Neurolog Association. 5. International symposium of child neur-  
ology: Anoxia and ischemia in the development of child. P: 250.  
J Benko M D. Dept Child-Neurology. Botunova 7. 609 00 Bratislava. CSSR

82/08/23-27 Poznan (Poland) (N)  
22. international ampere congress : magnetic resonance and related phenom-  
ena.

82/06/03-05 Venazia (Italy) (N)  
Institut francais du Pétrole. Colloque international sur l'Energie et matériaux  
composites  
Mr G Bonavent. Institut français du Pétrole. 1 et 4. avenue de Bois-Préau. B P  
311. F-92006 Rueil Malmanson, France

J Stankowski. Instytut Fizyki Molekularnej. ul Smoluchowskiego 17/19. PL-60-  
179 Poznan, Poland.

82/06/07-11 Washington DC (USA) (M)  
International Federation of Automatic Control. 6. Symposium: Identification  
and system parameter estimation.  
(A1862)  
Prof C A Basky. Department of Electrical Engineering Systems, University of  
Southern California, Los Angeles. CA 90007. USA

82/08/30-09/03 Wien (Austria) (N)  
9. International mass spectrometry conference. P: 600-  
Interconvention Kongressorganisationsges m b H, Kinderspitalgasse. 5. A - 1095

82/06/13-18 Hamburg (Germany FR) (M)  
World Federation of Occupational Therapists / Verband der Beschäftigungs-  
und ArbeitsrehabilitationsErologapeuten). 8 International congress of WFOT-  
Occupational therapy and rehabilitation - help for the handicapped. P: 1000-  
1500. C. 34.-. (A3531)

Vienna. Austria (N)

82/06/20-24 Den Haag (Netherlands)  
International Federation of Surveyors. Permanent Committee. Meeting. P:  
200-300. Ex (A2020)  
Dienst Kadaster Openbare Registers van het Ministerie van Volkshuishuizing en  
Ruimtelijke Ordening. Waltersingel 1. NL-7314 NK Apeldoorn, Netherlands.

82/08/31-09/03 Baden (Austria) (N)  
6. International workshop : rare earth, Cobalt permanent magnets and their  
applications. P: 250-  
J Fidler. Inst für Angewandte Physik, Tech Univ, Karlsplatz 13.A-10400 Vienna.  
Austria.

- 1982/09 SEPTEMBER
- 82/09/08-10 Antwerpen (Belgium) (N)  
International conference on nuclear data for science and technology  
*K H Bockhoff, CEC, JRC, CBNM, B-2440 Gal, Belgium.*
- 82/09/06-10 Cambridge (UK)  
International Union of Theoretical and Applied Mechanics, Symposium on metallurgical applications of magnetohydrodynamics. (A2788)  
*Prof J A Shercliff, Dept of Engineering, University of Cambridge, Trumpington Street Cambridge CB2 1PZ, UK*
- 82/09/06-11 Montpellier (France)  
International Union of Pure and Applied Physics. 16. international conference on the physics of semiconductors.  
(A2768)  
*M Balkanski, Université Pierre et Marie Curie, Lab de Physique de Solides, 4 place Jussieu, Tour 13, F-75230 Paris Cedex 05, France.*
- 82/09/07-09 Nijmegen (Netherlands) (N)  
4. European study conference on low energy molecular collisions. P. 100-  
J. Reuse Fysisch Laboratorium, Katholieke Universiteit NL-6525 ED Nijmegen, Netherlands.
- 82/09/18-21 Brighton (UK) (N)  
International broadcasting conference. P: 2000-. Ex  
*cto IEE, Savoy Place, London WC2, UK*
- 82/09/27-10/01 Baden-Baden (Germany FR) (N)  
8. European conference on thermophysical properties  
*H E Schmidt Chairman 8 ETPC, Postfach 2266, D-7500 Karlsruhe 1, Germany.*
- 82/09/27-30 Brighton (UK) (N)  
International conference on burial and cremation auth. P. 300-  
*D A Smale, Esq, Woodvale, Levas Rd, Brighton, Sussex, UK*
- 82/09/27-10/02 Madrid (Spain) (M)  
International Railway Congress Association / International Union of Railways. 23. Session of the IRCA : Increasing the profitability, the productivity and the Quality of rail service taking into account the level of technical development of the different networks. P. 450- C. 50-. (A2395/A2772)  
*Mr Eduardo Guerrero Sanchez, Jefe del Gabinete de Información y Relaciones Externas de la RENFE, Santa Isabel, 11, E-Madrid 1 2, Spain*
- 82/09/ - (3rd Qtr) Providence KY (USA) (A3518)  
World Federation of Christian Life Communities. : General assembly of delegates of all affiliated federations. P. 120-. C. 40-.  
*Ms Joss Gaeff, C P 6139, J-00100 Roma, Italy*
- 82/09/ - (3rd Qtr) - (Sweden) (M)  
Nordic Geodetic Commission. Congress: All geodetic matters. P. 80-. C. 5-. (A2989)  
*Avdelingsdirektor Ake gustavsson, Lantm Treriverket, S-801 12 Gävle, Sweden*
- 1982/ 10 OCTOBER
- 82/10/03-06 Zurich (Switzerland) (M)  
International Federation of Knitting Technologists, Annual conference: Knitting Technology - Development and problems of the knitting industries. P. 200-400. C:22-. (A1941)  
*Landesvorsitzender der Sektion Schweiz der IFWS, Herr Fritz Benz, BX-Uelstr 30, CH-9630 Wattwil, Schweiz*  
Associated event general assembly.
- 82/10/25-29 Pacific Grove CA (USA) (M)  
International Strabismological Association / American Association of Pediatric Ophthalmology and Strabismus. Meeting: Strabismus and allied disorders. P. 500-. C. 20-. Ex (86877)  
*Dr Alan B Scon, 2322 Webster Street, San Francisco, CA 94 US, USA*  
Quadrennial meeting of ISA combined with annual meeting of AAPO
- 1982/ 11 NOVEMBER
- 82/11/19-27 Nairobi (Kenya) (M)  
International League of Societies for the Mentally Handicapped. 8. International congress: Partnership. P. 750-. C. 63-. (A2221)  
*Kenya Society for Mentally Handicapped Children, PO Box 42365, Nairobi, Kenya*
- 1982 / MONTH NOT DETERMINED
- 827 / - Delft (Netherlands)  
International Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium on deformation and failure of granular media. (A2788)  
*Prof A Vanuigt, Dept of Civil Engineering, Delft University of Technology, I Stevinweg Delft B, The Netherlands*
- 82 / - Munchen (Germany FR) (A3156)  
Societe d'archéologues de la céramique romaine. Congress: Römische keramik P.80-110 C. 13-16. Ex.  
*Dr Teodora Tomasevic, Auf der Wacht 436, CH-4303 Kaiseraugst Switzerland.*
- 82 / - Marseille (France)  
International Union of Theoretical and Applied Mechanics Symposium on structure of complex turbulent their flow. (A2788)  
*Général Laciere, F-13003 Marseille, France*
- 82 / - Tokyo (Japan)  
International Association for the Exchange of Students for Technical Experience. General conference. (A1218)  
*George Anemoyannis, PO Box 34 14, Koloneli Post Off Ilea, Athina, Greece. J. 73 32 90 C. EMPOL, Tx 216323 DEGR.*
- 82 / - Torino (Italy)  
International Union of Theoretical and Applied Mechanics / ISIMM, Symposium on modern developments of analytical mechanics. (A2788-1)  
*Prof A Lichnerowicz, Ecole Polytechnique, F-91128 Palaiseau Cedex, France*
- 1983 - 1984 - 1985 - 1986
- 1983/02 FEBRUARY
- 83/02/01-13 Dunedin (New Zealand) (M)  
Pacific Science Association / Royal Society of New Zealand. 15. Pacific science congress : Conservation development and utilisation of the resources of the Pacific. P. 1000-. C. 30-. Ex. (A3044)  
*Prof C F W Higham, Dept of Anthropology, University of Otago, PO Box 56, Dunedin, New Zealand*
- 1983/03 MARCH
- 83/03/28-31 Tokyo (Japan) (M)  
International Industrial Relations Association. 6. World congress. (A2117)  
*Efren Cardeña, c/o Labour Law and Labour Relations Branch, ILO, CH-1211 Geneva 22, Switzerland*
- 83/03/27- (1st Qtr) Lausanne (Switzerland) (A0834)  
European Physical Society. Condensed Matter Division. General conference.  
*E Mooser, Institut de Physique, Université de Lausanne, Dorigny, CH-1015 Lausanne, Switzerland.*
- 1983/04 APRIL
- 83/04/18-21 Toulouse (France) (A0834)  
European Physical Society- 3. International symposium on incoherent light sources.  
*J J Demelaincourt Centre de Physique Atomique, Université Paul Sabatier, 118 route de Narbonne, F-31062 Toulouse Cedex, France.*
- 1983 /05 MAY
- 83/05/02-05 Wien (Austria) (N)  
7. World symposium on cardiac pacing. P: 3500-  
Interconversion Kongressorganisationes in d. H. Kinderspitalgasse 5.A.-1065 Vienna, Austria
- 1983/06 JUNE
- 83/06/20-22 Stockholm (Sweden) (A1410)  
International Bronchoesophagological Society. 4. World congress. (A1410)  
*Dr Sig Heglung, Dept of Otolaryngology, Karolinska Sjukhuset, Box 60500 Stockholm 60, Sweden.*
- 1983/07 JULY
- 83/07/ - Zaragoza (Spain) (N)  
15. EGAS conference  
*E Bernabau, University, E-Zaragoza, Spain.*
- 1983/08 AUGUST
- 83/08/08-12 Jerusalem (Israel) (N)  
7. International conference for caesium ultraviolet radiation physics  
*I T Steinberger, Racah Institute, Hebrew University, Jerusalem Israel*
- 83/08/14 - 19 Tokyo (Japan)  
World Association for Animal Production. 5. World congress: New strategies for improving animal production for human welfare. P: 1000-. C. 50-. (A3458)  
*Dr Y Yamada, Tropical Agriculture Research Center, Yalabe, Tsukuba Ibaraki., 300-21 Japan*
- 83/08/27-09/01 London (UK) (M)  
World Petroleum Congresses. 11. World petroleum congress. Science and technology of petroleum. P: 5000-. C. 75-80 (A3108)  
*Me D Curtis, 132a High Street, Beckenham, Kent BR3 1EB, UK*

## TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 2/1981 143

1983 / 09 SEPTEMBER

83/0904-10 Brighton (UK)  
European Society of Cardiology Meeting. P: 700-. (A0859)  
Prof Paul G Hugenholz, Westzeedijk 118, 3016 AH Rotterdam, Netherlands. T: -010)366985. Tx 26674 (Caris ni).

83/0906-09 Aachen (Germany FR) (N)  
11. European conference on controlled fusion and plasma physics  
G H Wolf, Konforstungsanlage Jülich, Inst für Plasmaphysik, Postfach 1913, D-5170 Jülich, Germany.

83/0919-23 New Delhi (India) (M)  
World Energy Conference 12. World energy conference: Energy-development-quality of life. P: 3500-. C: 60-. (A3510)  
Col B T Nagrani, Executive Director, Organizing Committee, 12th WEC 1983, c/o Institution of Engineers (India), 8, Gokhale Road, Calcutta 700 020, India

83/09/ - (3rd Qtr) - (Spain)  
International Reclamation Bureau. Conference. P: 1100-. (A2403)  
Marcel Dony, place du Samedi 13, bis 4, B-1000 Bruxelles, Belgium. T: 217 82 51. Tx 61965 BUR B.  
Town not fixed Torremolinos, Malaga or Marbella 99 R0000@ = 8102 LL IAPCO.

1983/ 11 NOVEMBER

83/1121-25 Brighton (UK) (N)

10. International plant protection conference. P : 3000-  
Frank Bishop, Conference Planners Ltd, 74 London Rd, Croydon, Surrey, UK

1983 / MONTH NOT DETERMINED

83/ - Berlin (German DR)  
International Union of Theoretical and Applied Mechanics Symposium on random vibrations and reliability.  
(A2788)

Prof. G. Schmidt, Akademie der Wissenschaften der DDR, Zentralinstitut für Mathematik und Mechanik, Mohrenstrasse 39, 108 Berlin, DDR

83/ - Brasilia (Brazil) (M)  
International Council of Nurses / Brazilian Nurses Association. Governing body. P: 250-. C: 100-. Inv: (A1750)  
Brazilian Nursing Association, Av L-2 Nona, Modulo B Quadra 603, CEP 70 830 Brasilia, Brazil

83/ - Evenston IL (USA)  
International Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium on geomaterials. Rocks, concretes, soils.  
(A2788)

Prof. Z. Bazant, Dept of Civil Engineering, The Technological institute, Northwestern University, Evenston III 60201, USA

Prof J R Rice, Division of Engineering, Brown University, Providence, RI 02912 USA

83/ - Gleneagles (UK) (N)  
International Society of the Knee. Conference and exhibition. ( - )  
Conference Services Ltd, 3 Blue Street, London SW7 3EY, England

837 - Paris (France)  
International Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium on electromagnetic solid continua. (A2788)  
Prof A. Maugin, Laboratoire de Mécanique Théorique, Université Pierre-et-Marie Curie, Tour 56, 4 Place Jussieu, F-75230 Paris Cedex 05, France

83/ - Stockholm (Sweden)  
International Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium on probabilistic methods in strength of structures. (A2788)  
Dr S Eggwertz, Aeronautical Research institute, Box 1 1021, S-16111 Bromma, Sweden

Prof H C Und, Dept of Civil Engineering, University of Waterloo, Waterloo Ontario N2L 3L1, Canada

83/ - (Japan)  
International Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium on turbulence and chaotic phenomena in fluids (A2788)  
Prof T Tatsumi, Dept of Physics, Kyoto University, Kitashirakawa-Oiwake Sakyo-ku, Kyoto 606, Japan  
location not determined: Kyoto or Tokyo

1984/05 MAY

84/05/03-06 Brighton (UK) (A2936)  
Lions International. Convention. P: 1 200-.  
Keith Pratt, Esq, 38 Valley Drive, Witheadan, Brighton, UK

1984/06 JUNE

84/06/13-07/27 Hamburg (Germany FR) (M)  
Universal Postal Union, 19. Congress: Revision des Actes de l'U.P.U. (Constitution, convention postale universelle, etc). P: 1000-. C: 160-. (A3408)  
Département des postes du Ministère fédéral des postes et télécommunications, Adenauralle 81, De 5300 Bonn i Rep Fed d'Allemagne

1984 / 08 AUGUST

84/08/01-06 Hamburg (Germany FR) (M)  
European Baptist Federation. Congress. P: 4000-. C: 25-. Ex: (A0591)  
Rev Siegfried Körstan, Band Evangelisch-Freikirchlicher Gemeinden in Deutschland, Friedberger Strasse 101, Postfach 1260, D-6380 Bad Homburg v d H 1 FRG

1984/09 SEPTEMBER

84/09/ - Istanbul (Turkey)  
Balkan Medical Union. 18. Semaine médicale balkanique. (AQ162)  
Prof M POPESCU Buzeu, Strada Gabriel Peri 1, CP 149, R-70148 Bucuresti, Romania. T: 16 78 45  
14 congrés, réunions et séances des divisions e spécialités: chirurgie, médecine interne, etc.

1985/08 AUGUST

85/08/26-31 Göttingen (Germany FR)  
International Association for Germanic Studies Congress. 7: 1000-1200 C-50-. Ex: (A3855)  
IVG Prof Dr Albrecht Schone, Mikolovsberger weg 15, D-3400 Göttingen 99 R0000@ = 8101 L Rep

1985 / MONTH NOT DETERMINED

857 - Monte-Carlo (Monaco)  
International Colour Association. Congress. (A1 51 5)  
Dr A. Brookes, c/o Bayer AG, IN-AP-CPS, D-5090 Leverkusen, Germany FR.

85/ - Tel Aviv (Israel) (M)  
International Council of Nurses / National Association of Nurses in Israel. Governing body and congress. P: 10000-. C: 100-. Ex: (A1750)  
National Association of Nurses in Israel, The Histradut, 53, Ahtosorot Street

Tel-Aviv, Israel

1986 / 09 SEPTEMBER

86/097 - Washington DC (USA)

International Society and Federation of Cardiology. World congress of cardiology. P. 18000-. (A2533)  
Pierre Morel, PO Box 117, CH-1211 Genève 12, Switzerland. T. 46 64 11. C. Cardio-Geneva.



